



Sortir de la pauvreté :
un choix de société!

DOSSIER SPÉCIAL

Le rassemblement
pancanadien des
jeunes féministes





TOUJOURS REBELLES!

En route vers le

Rassemblement pancanadien
des jeunes féministes!

11, 12 et 13 octobre 2008
Montréal

**VENEZ RÉFLÉCHIR, CONSTRUIRE, AGIR ET FÊTER
AVEC DES CENTAINES D'AUTRES JEUNES FÉMINISTES
DE PARTOUT AU QUÉBEC ET À TRAVERS LE CANADA!**

Les jeunes femmes, de 14 à 35 ans, de divers horizons politiques et identitaires, de toutes les régions, de toutes les cultures et de toutes les langues, intéressées de près ou de loin par les enjeux et les luttes féministes sont vivement invitées à célébrer dans la diversité et la non-mixité afin de :

- **Partager** nos analyses des différents enjeux qui nous affectent en tant que jeunes femmes et jeunes féministes
- **Collectiviser** nos luttes féministes
- **Discuter** de nos priorités d'action comme jeunes féministes
- **Réfléchir** ensemble à comment **résister** et **lutter** contre la montée de la droite économique, morale, politique, etc.
- **Créer des liens de solidarité** entre jeunes féministes à travers le Québec et le Canada
- **Renforcer le mouvement** féministe au Québec et au Canada
- Mais aussi pour **fêter** nos luttes et nos solidarités!
(Qui a dit que les féministes ne savaient pas faire la fête!??)

Nous vous invitons à être **REBELLES** avec nous !!

Pour toute information :

info@rebelles2008.org

www.rebelles2008.org

514-876-0166 poste 262

Ensemble, féministes et rebelles



Photo : AFPC

Nous sommes très fières de vous présenter ce deuxième numéro du *Féminisme en bref*, version magazine. Rédigé en grande partie par de jeunes auteures, ce numéro spécial se conjugue au présent de l'action féministe! Ces jeunes femmes ont vingt ou trente ans et une foule d'utopies à réaliser. Au rythme de leurs fougues, elles n'hésitent pas à bousculer des vérités « vraies », à poser des questions dérangementes.

Toujours rebelles et féministes! Réfléchir, construire, agir et fêter! Dynamiser, enraciner, mobiliser et réseauter le mouvement des jeunes féministes au Québec et au Canada pour résister et lutter contre la droite. Et faire mentir tous les antiféministes et tous les sceptiques qui ne cessent de répéter, ad nauseam, que les jeunes femmes ne s'identifient pas au féminisme. Ce rassemblement de jeunes féministes annonce de nouvelles idées et de nouvelles actions. Assurément, tout le mouvement des femmes sera animé par les lendemains de ce rassemblement. **Toujours RebELLEs**, un dossier spécial sur le rassemblement pancanadien de femmes rebelles. À lire, sans cesse, pour ce qui motive les jeunes rebelles.

Agir contre la pauvreté. Encore au Québec comme ailleurs dans le monde, les femmes sont le plus durement touchées par la pauvreté. Pourquoi? Pour l'autonomie économique des femmes, il reste toujours un combat prioritaire du mouvement des femmes. Quelles sont les actions à mener? Comment lutter contre les discours rétrogrades et conservateurs sur la famille? Un dossier qui fait aussi point sur la récente campagne d'action de la Coordination du Québec de la Marche internationale des femmes. **Agir contre la pauvreté, un choix de société!**

Réfléchir pour mieux agir. On trouve dans ce numéro des articles présentant quelques débats actuels en théorie féministe, un deuxième dossier sur les enjeux de l'écoféminisme et un troisième qui nous invite à prendre conscience de la nécessité de rendre visible la sexualité lesbienne. **S'unir pour agir.** On peut entendre des échos du mouvement féministe de plusieurs régions: du mouvement des femmes autochtones, des femmes immigrantes, des femmes du mouvement féministe du monde arabo-musulman.

Agir contre la violence. On parle de la guerre en Afghanistan, des violences sexuelles lors de conflits armés, témoignages des violences subies par des femmes d'ailleurs qui appellent à la solidarité des femmes d'ici. En terminant, **Agir pour le contrôle de nos corps** aborde les questions de l'hypersexualisation et des agressions sexuelles, du droit à l'avortement, qui se veulent autant d'appels à la riposte.

J'espère que la lecture de ce *Féministe en bref* ravivera votre flamme d'activiste. Jeunes et moins jeunes, soyons et demeurons féministes et rebelles, car nous avons un autre monde à construire. Liberté, égalité, justice, solidarité et paix, surtout ne renoncer à rien, jamais!

Bonne lecture !

Michèle Asselin

Présidente de la Fédération des femmes du Québec

La Fédération des femmes du Québec tient à remercier tout particulièrement
la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
et la Caisse d'économie solidaire Desjardins
pour leurs contributions exceptionnelles
à la production de ce numéro spécial du *Féminisme en bref*.

**Hier, aujourd'hui et demain...
Au coeur du mouvement féministe :**

l'égalité ♀



FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC



**ÉCOSOLIDAIRES
ON PARTAGE LES MÊMES VALEURS**

SEMEZ VOS VALEURS PARTOUT AU QUÉBEC.
PARTICÍPEZ AU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE
ÉQUITABLE, DES HABITATIONS ÉCOLOGIQUES,
DES ENTREPRISES D'INSERTION AU TRAVAIL,
DES CPE, DE LA LUTTE À LA PAUVRETÉ,
DE LA RELÈVE...



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Québec 1 877 647-1527
Montréal 1 877 598-2122
Joliette 1 866 753-7055
Nunavik 1 877 647-1527

www.cecosol.coop

Sommaire

Remerciements

La parution de ce deuxième numéro spécial du *Féminisme en bref* fut rendue possible grâce à la participation des membres du Conseil d'administration et de l'équipe de travail, aux nombreuses membres et alliées de la FFQ, aux généreux commanditaires, ainsi qu'à Condition féminine Canada pour son soutien financier.

Le Féminisme en bref est le bulletin de la Fédération des femmes du Québec. Les propos qui y sont tenus n'engagent que leurs auteures. Toute reproduction est encouragée avec mention de la source.

Coordination :

Nancy Burrows et Mélissa Leblanc

Comité de rédaction :

Nancy Burrows, Mélissa Leblanc, Julianne Pilon, Nathalie Ricard et Ghislaine Vézina.

Collaboratrices :

Michèle Asselin, Elsa Beaulieu, Linda Bérubé, Joanne Blais, Gisèle Bourret, Yasmina Chouakri, Marie-Thérèse Forest, Ève-Marie Lampron, Dominique Leclerc, Véronique Leduc, Sylvie Lévesque, Carolle Mathieu, Hamida Melouane, Miriam Nobre, Noelia Primo, Maude Prud'homme, Françoise Richard, Suzanne Tremblay, Régine Alende Tshombokongo, Solange Turbide, ainsi que les membres du comité organisateur du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLEs ».

Illustration de la page couverture :

Ianik Wright-Larin

Design graphique :

Rouleau-Paquin design communication

Impression :

JB Deschamps inc.



Fédération des femmes du Québec

110, rue Ste-Thérèse, bureau 309
Montréal (Québec) H2Y 1E6
Téléphone : 514-876-0166
Télécopieur : 514-876-0162
Courriel : info@ffq.qc.ca
Site web : www.ffq.qc.ca

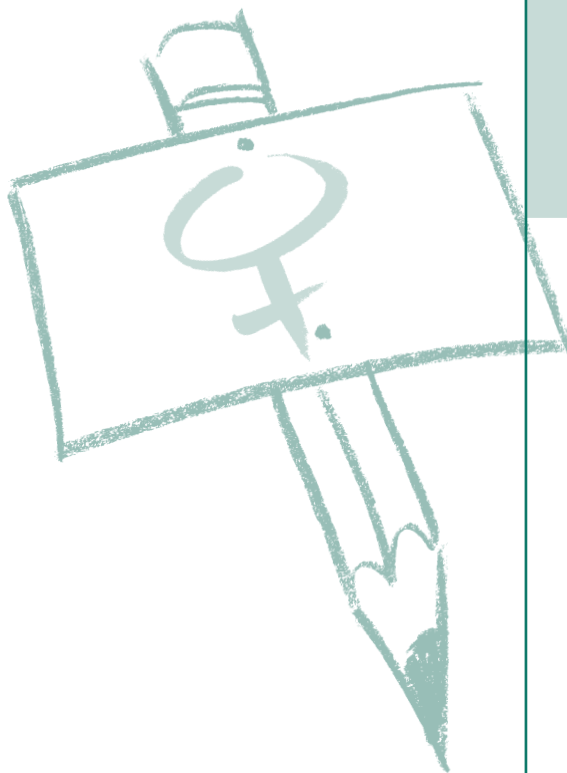
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 2008
ISBN : 978-2-921006-04

Ce magazine est imprimé
sur du papier recyclé Rolland Enviro ♻️

| | |
|--|-----------|
| Mot de la présidente | 01 |
| Réfléchir POUR MIEUX AGIR | 04 |
| ■ À nos crayons, à nos pancartes : quelques débats actuels en théorie féministe <i>par Ève-Marie Lampron</i> | 04 |
| ■ Pour un écoféminisme politique! <i>par Elsa Beaulieu et Maude Prud'homme</i> | 08 |
| ■ Pourquoi les féministes doivent-elles visibiliser la réalité lesbienne? <i>par Carolle Mathieu et Véronique Leduc</i> | 12 |
| Toujours REBELLES | 14 |
| <i>Par le comité organisateur du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLEs »</i> | |
| ■ En route vers le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes | 14 |
| ■ Toujours RebELLEs face à la montée de la droite | 16 |
| ■ Toujours RebELLEs, toujours non-mixte! | 18 |
| ■ Toujours rebelles, diverses et plurielles | 20 |
| Agir CONTRE LA PAUVRETÉ | 22 |
| ■ Sortir de la pauvreté, un choix de société | 22 |
| ■ La famille au Québec : répliquer à la droite <i>par Sylvie Lévesque</i> | 26 |
| Créativité FÉMINISTE | 30 |
| S'unir POUR AGIR | 38 |
| ■ Des féministes en mouvement à travers le Québec <i>par Mélissa Leblanc</i> | 38 |
| ■ Être jeune, femme et autochtone aujourd'hui : à la poursuite de l'épanouissement personnel et collectif <i>par Kim Picard</i> | 42 |
| ■ Féminisme et islam : plus qu'une question de foulard! <i>par Yasmina Chouakri</i> | 46 |
| ■ Une tournée sur la contribution des femmes immigrantes à la société québécoise réussie! <i>par Yasmina Chouakri</i> | 49 |
| ■ Marche mondiale des femmes : en marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres <i>par Miriam Nobre et Noelia Primo</i> | 50 |
| Agir CONTRE LA VIOLENCE | 54 |
| ■ La guerre en Afghanistan : l'alibi de la libération des femmes <i>par Gisèle Bourret</i> | 54 |
| ■ Violences sexuelles et conflit armé : parcours d'immigrantes <i>par Régine Alende Tshombokongo</i> | 58 |
| Agir POUR LE CONTRÔLE DE NOS CORPS | 60 |
| ■ L'hypersexualisation et les agressions sexuelles : une culture pornographique qui fabrique le consentement <i>par Linda Bérubé</i> | 60 |
| ■ Ripostons pour défendre le droit à l'avortement <i>par Mélissa Leblanc</i> | 63 |
| ■ Publications récentes | 66 |

À nos crayons, à nos pancartes : quelques débats actuels en théorie féministe

par Eve-Marie Lampron¹



Depuis le début des années 1990, de nouvelles théorisations féministes, impliquant une remise en question d'autres formes de penser le féminisme, font leur chemin dans les groupes militants et académiques. Par exemple, le féminisme radical, qui met l'accent sur le système patriarcal, sur la domination du groupe social des hommes et sur la non-mixité, est perçu comme arriéré ou dépassé par certaines.

Une partie des critiques adressées au féminisme radical s'inscrit dans le contexte de définition d'une « troisième vague » du féminisme, qui serait née au tournant des années 1990² en Occident et émergerait au Québec surtout à partir des années 2000. En fait, les théories liées à la « troisième vague » sont longtemps demeurées cloisonnées dans le milieu académique anglophone, et ce, notamment, parce que les oeuvres marquantes de cette littérature n'étaient pas traduites. On pense par exemple à l'ouvrage *Gender Trouble* de Judith Butler, importante théoricienne associée à la « troisième vague », disponible en français qu'en 2005. Le concept de « troisième vague » peut autant définir un changement générationnel (les féministes nées au tournant des années 1980 n'ont pas connu les mêmes expériences que celles nées pendant le *baby-boom*) qu'une remise en question idéologique de certains fondements du féminisme dit de « deuxième vague », appellation qui comprend les mouvements féministes revendicateurs des années 1960, 1970 et du début des années 1980.

Il est difficile de résumer les débats théoriques, de même que les courants qui traversent actuellement le féminisme québécois. Il s'agit de questions complexes, qui méritent des nuances, puisqu'on remarque souvent une confusion entre les différentes écoles de pensée. Ainsi, les concepts *queer*³, post-moderne, et « troisième vague » ne renvoient pas tous aux mêmes idées, et ce ne serait pas leur rendre justice que de les présenter aussi brièvement.⁴ Il semble ici plus utile de présenter les terrains de débats actuels en théorie féministe, tous traversés par ces concepts, et j'espère que ce portrait rapide et incomplet vous aidera à y voir un peu plus clair.

¹ Eve-Marie Lampron est doctorante en histoire à l'Université de Montréal et militante féministe radicale. Ses recherches s'intéressent à la conceptualisation de l'émergence du mouvement féministe en Occident, de même qu'au thème de l'engagement social des intellectuelLES.

² Voir l'ouvrage dirigé par Maria Nengeh Mensah (toutes les références complètes se trouvent à la fin du texte).

³ Le *queer* est un mouvement de remise en question des frontières entre les genres et de lutte contre l'hétérosexisme. Pour en savoir davantage, voir le chapitre de Diane Lamoureux dans l'ouvrage dirigé par Maria Nengeh Mensah.

⁴ Je vous invite à consulter l'article d'Audrey Baril pour en savoir davantage sur les différents courants associés au féminisme post-moderne.

Lutte au racisme/ féminisme postcolonialiste

Tout d'abord, on note une préoccupation marquée pour les conditions de vie des femmes non-occidentales; des initiatives telles que la Marche mondiale des femmes (2000, 2005), les luttes contre la mondialisation néo-libérale de même que l'amélioration des moyens de communication facilitent le contact entre féministes de différents pays et de différents horizons. Le féminisme « antiraciste », « postcolonialiste » ou « solidaire »⁵ tente de remettre en question certains acquis des féministes blanches occidentales, et fait naître chez plusieurs un désir de « décoloniser » nos rapports entre femmes, ce qui peut remettre en question certaines théories féministes. Par exemple, la théorie de l'intersectionnalité des systèmes d'oppression affirme que ces différents systèmes (racisme, capitalisme, patriarcat, hétérosexisme) interagissent, et contribuent à définir la manière dont l'oppression est vécue. Contrairement à une conception additive des systèmes d'oppression, au lieu de dire qu'une femme noire est doublement opprimée – par sa race et son sexe –, on dira plutôt que la manière dont cette femme vit le sexisme est indissociable du fait qu'elle a la peau noire, et le racisme qu'elle vit ne peut être détaché du fait qu'elle est une femme. Par exemple, les stéréotypes et les phrases dégradantes seront spécifiques à sa condition de femme noire, différant de ceux utilisés contre les hommes noirs et les femmes blanches.

La Conférence internationale sur les femmes de l'ONU à Beijing (1995) et certains débats entourant les Marches mondiales ont d'ailleurs témoigné de différentes manières de

lutter, voire d'articuler des revendications complètement opposées, notamment autour de questions de religion et de contraception. Si les femmes partagent la même oppression, pourquoi ne souhaitent-elles pas alors la reconnaître et la combattre de la même manière? Il convient ainsi, si on veut mieux appréhender les différentes réalités vécues par les femmes, d'articuler la théorie féministe non seulement autour du système patriarcal, mais également autour de différents rapports de pouvoir. Ces rapports de pouvoir sont d'ailleurs visibles entre féministes, critique qui a été portée par les féministes non-occidentales comme par les féministes afro-américaines, latines-américaines et les lesbiennes depuis les années 1970 et 1980.

Le fameux « nous » femmes, basé sur le fait que les femmes partagent toutes une oppression commune, avait été à la base de la théorisation féministe radicale des années 1970. Cela dit, force est de reconnaître, via une analyse féministe radicale matérialiste, qui prend comme point d'assise la condition matérielle des femmes, que cette oppression ne se manifeste pas de la même manière en fonction des pays, des époques, des contextes. Cela n'empêche en rien de maintenir que le patriarcat est un système d'oppression visible sur toute la planète et que les femmes constituent un groupe social opprimé. Le « nous » femmes n'est donc pas intrinsèquement en contradiction avec la reconnaissance des différentes situations vécues et la critique des rapports de pouvoir à l'intérieur du mouvement féministe.

Lutte contre l'hétérosexisme/ pour la diversité sexuelle

L'hétérosexisme, selon les conceptions féministes radicales comme celles de la « troisième vague », est un système d'oppression intimement lié au patriarcat, car c'est notamment par le biais de la contrainte à l'hétérosexualité que le patriarcat assure sa mainmise sur les femmes, leur corps et leur ventre. Des groupes de féministes radicales lesbiennes ont notamment tenté de faire valoir ces préoccupations dans le mouvement féministe, sans toutefois toujours être entendues.

Les stratégies de remise en question de l'hétérosexualité comme système dominant s'orchestrent différemment pour les tenantEs de la « troisième vague ». De nos jours, cette remise en question semble surtout se définir dans le cadre de groupes mixtes, de gais, de lesbiennes et de bisexuelLEs hommes et femmes. C'est le cas, entre autres, des *Panthères roses*, groupe *queer* actif à Montréal et dans d'autres métropoles occidentales. D'ailleurs, la lutte pour les droits des gais et des lesbiennes s'oriente de plus en plus vers une lutte globale pour la diversité sexuelle. Ainsi, le mouvement LGBT regroupe lesbiennes, gais, bisexuelLEs, transgenres, transsexuelLEs et travestiEs.

Toutes les féministes ont, ou devraient avoir, une solidarité avec les luttes contre l'hétérosexisme. Plusieurs féministes ont notamment appuyé la demande (d'une partie) de la communauté gaie et lesbienne quant au mariage entre conjointEs de même sexe, malgré les critiques féministes envers le mariage comme institution oppressive. Cependant, les stratégies utilisées ne font pas l'unanimité et des débats houleux ont souvent lieu entre lesbiennes radicales et militantEs *queer*. Cette mixité d'individus réunis à l'intérieur d'un même mouvement implique en elle-même certaines remises en question des manières de mener la lutte, d'où le débat mixité/non-mixité.



5 Concept emprunté à l'équipe de recherche de Descarries et coll.



Sexe et/ou Genre, Non-Mixité/Mixité

L'aspect le plus visible en théories féministes actuelles concerne la modulation d'une préoccupation pour les *femmes* vers une préoccupation pour le *genre*.⁶ Le vocabulaire associé au féminisme radical (rapports sociaux de sexe, patriarcat, division sexuelle du travail, etc.) fait maintenant place à d'autres concepts, tels que ceux de genre, d'identité, de différence, de diversité et d'intersectionnalité.

La distinction peut sembler abstraite entre le *sexe* et le *genre*, mais elle est importante : le sexe est généralement considéré comme immuable, tandis que le genre est un construit social, ce sur quoi les féministes radicales matérialistes et celles de la tendance *queer* sont d'accord. Les *queer* vont toutefois plus loin, en affirmant que si le genre est construit, il peut également être « transgressé » dans l'immédiat. Et s'il peut être transgressé, l'identité « femme » peut aussi être remise en question, ce qui entraîne une critique de la non-mixité du mouvement féministe.

Ainsi, depuis le début des années 2000, on remarque une forte remise en question de la non-mixité dans les groupes militants. Elle s'orchestre de plusieurs manières, et peut être promue tant par des femmes qui se veulent plus inclusives, considérant la mixité comme une manière de rallier plus de gens à la cause, que par ceux et celles qui sont préoccupéEs par la fluctuation des genres et qui n'ont ainsi pas de problème à intégrer des personnes transgenres ou transsexuelles (le débat ne se positionne toutefois pas de la même manière dans les deux cas). Les féministes qui souhaitent maintenir un mouvement *par et pour* les femmes maintiennent plutôt que c'est la socialisation qui doit être prise en compte : ainsi, avoir passé plusieurs années dans le corps d'un homme, reconnu en tant que tel par la société, entraîne une socialisation différenciée de celle expérimentée par les femmes. En conséquence, la non-mixité organisationnelle conserve sa pertinence, et les féministes qui la revendiquent peuvent également appuyer la création de groupes combatifs d'hommes proféministes, de transgenres et de transsexuelLEs.

Prostitution/Travail du sexe

La question de la prostitution/travail du sexe suscite également de nombreuses réflexions, et le choix des termes utilisés en dit long sur la position des gens! Pour le groupe montréalais de défense des *travailleuses du sexe* Stella, qui a rallié plusieurs chercheuses et militantes, la prostitution est considérée comme un travail davantage que comme une oppression, un travail où certaines femmes peuvent bien gagner leur vie, et qui n'est pas si différent d'autres formes d'exploitation du corps (mariage, travail d'usine, etc.).

Cela dit, si toutes les féministes sont d'accord pour chercher à améliorer les conditions de vie des prostituées, d'énormes débats ont cours. D'abord, la prostitution est-elle un travail, ou la plus claire manifestation de l'oppression et de la traite des femmes? Et si c'est un travail, est-ce un travail comme un autre? La prostitution est-elle une forme de contrainte corporelle et systémique, ou une femme peut-elle éprouver du plaisir, ou du moins être satisfaite de cette condition? Se prostituer est-il « un acte révolutionnaire »⁷ de remise en question des rôles traditionnels féminins, ou alors ne sont-ce pas justement ces rôles traditionnels féminins qui sont exacerbés par le biais de l'échange économique-sexuel? Voilà quelques exemples de questions qui déchirent les féministes actuellement, à un point tel que la question peut devenir un véritable tabou dans certains réseaux.

6 C'est d'ailleurs ce que les résultats préliminaires d'une recherche de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF-UQÀM) confirment : voir Descarries et coll.

7 C'est ce qu'on peut lire dans le pamphlet explicatif de la compilation « La Putain de Compile », réalisée par le groupe de vidéastes engagéEs *Les Lucioles* en 2006. Il m'apparaît personnellement très critiquable de définir comme « révolutionnaire » une industrie mondiale qui engendre des milliards de dollars en revenus et qui encourage l'exploitation sexuelle des femmes.

Et le féminisme radical dans tout ça?

D'une part, sachez qu'il existe toujours. Une rencontre féministe radicale a récemment réuni près d'une centaine de participantes à Montréal, comme cela avait été le cas cinq ans auparavant, en 2003. Le collectif féministe radical *Les Sorcières* existe depuis 2000. Les groupes féministes radicaux *Cyprine*, les *Féministes radicales de l'UQAM* (FRU), et *Némésis* ont également traversé la scène militante du nouveau millénaire.⁸

Il n'est donc pas vrai que l'ensemble des « jeunes » féministes rejette le féminisme radical. Ce concept de « jeunes féministes » mérite d'ailleurs en lui-même plusieurs critiques. Comment définir « jeunes »? Y a-t-il une limite d'âge? Y a-t-il une homogénéité idéologique au sein de notre génération? Je ne suis certes pas une digne représentante de la « troisième vague » générationnelle, puisqu'en tant que féministe de vingt-sept ans, je me sens fréquemment plus attirée par les actions et idées des féministes radicales ayant milité dans les années 1970 que par celles de mes contemporaines appartenant à d'autres courants.

Pourquoi? Parce que le féminisme radical fournit des moyens concrets d'action et des théories satisfaisantes pour appréhender la réalité sociale et expliquer l'oppression dont je suis tributaire en tant que femme. Il me semble plus axé sur les conditions de vie concrètes des femmes, d'une part, et sur les systèmes d'oppressions (notamment le patriarcat, le capitalisme, l'hétérosexisme, le racisme) qui les rendent possibles, d'autre part. Il demeure, à mon sens, une théorie qui n'est pas si difficile à vulgariser, contrairement à certains concepts liés à la « troisième vague ».

La plupart des débats actuels reposent essentiellement sur la remise en question du « nous » femmes. Quoiqu'il importe de reconnaître ce qui divise les femmes entre elles, il me semble que

le féminisme radical est à même de rejoindre l'ensemble des femmes, puisque toutes ont déjà fait l'expérience de l'oppression sur cette base. Et c'est justement ce vécu commun qui nous réunit, malgré nos différences.

Si les préoccupations sur le *genre* s'avèrent essentielles pour faire avancer les théories comme l'activisme sur le terrain, le présent comme nos utopies d'un monde sans domination, le féminisme à l'heure actuelle doit cependant demeurer un mouvement par et pour les femmes. C'est aux groupes opprimés à formuler eux-mêmes leurs propres théories et actions pouvant mener à leur émancipation. Serait-il question d'inviter des patrons à une réunion syndicale? Et si les dynamiques de pouvoir sont loin d'être inexistantes à l'intérieur du mouvement féministe, je n'ose imaginer ce que ce serait si les hommes devenaient partie prenante de son organisation. Ils peuvent d'ailleurs très bien appuyer la cause en se « décolonisant » intérieurement face à leur socialisation et en encourageant d'autres hommes à le faire.

Permettez-moi de clore cet exposé bien imparfait par une métaphore tout aussi imparfaite. Le mouvement féministe peut être conçu comme un train comportant différents wagons. Les débats entre féministes rendent difficile le fait de partager le même wagon en tout temps. Reste également à savoir qui conduit la locomotive du mouvement, si locomotive il y a... Mais, chose certaine, les féministes de toutes tendances peuvent se retrouver ensemble à la gare pour former des coalitions, aux côtés des trains réunissant d'autres groupes faisant face à une oppression systémique. C'est dans l'action autant que dans la théorie qu'un mouvement féministe se construit : l'un comme l'autre sont nécessaires, et c'est cet aspect qui me semble crucial à réitérer afin de bâtir et de maintenir un mouvement féministe fort et combatif. ■

POUR EN SAVOIR PLUS :

Maria Nengeh Mensah, dir., *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Remue-Ménage, 2005.

Mélissa Blais, Laurence Fortin-Pellerin, Eve-Marie Lampron et Geneviève Pagé, « Pour éviter de se noyer dans la (troisième) vague : réflexions sur l'histoire et l'actualité du féminisme radical », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, (2007), pp. 141-162.

Audrey Baril, « De la construction du genre à la construction du "sexe" : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2 (2007), pp. 61-90.

Geneviève Pagé, *Reinventing the Wheel or Fixing It? A Case Study of Radical Feminism In Contemporary Montreal*, Mémoire de maîtrise, Département d'études canadiennes, Carleton University, Ottawa, 2006.

Francine Descarries, Isabelle Marchand, Julie Charron et Sandrine Ricci, « De la division sociale des sexes à la différenciation sociale : le discours des actrices du mouvement des femmes québécoises », communication présentée au congrès *Différenciation sociale et épistémologie féministe* (ACFAS), tenu à l'Université du Québec à Montréal, 9 mai 2007.

www.antipatriarcat.org

Ce portail regroupe de l'information sur les mouvements antiféministes, ainsi que sur les différents groupes féministes et proféministes radicaux qui sont ou ont été actifs à Montréal.

⁸ Pour en savoir plus sur ces groupes et leurs activités, vous pouvez consulter le mémoire de maîtrise de Geneviève Pagé et/ou visiter www.antipatriarcat.org

Pour un écofé

par Elsa Beaulieu¹
et Maude Prud'homme²



Vandana Shiva

« La poursuite de la croissance économique ne peut pas contribuer à la régénération des sphères qui précisément doivent être détruites pour permettre l'implantation de la croissance économique : la nature se rétrécit quand le capital grossit. »

Les analyses écoféministes montrent en quoi l'oppression des femmes et la division sexuelle du travail sont liées à la destruction de la nature, à l'impérialisme, au racisme et au capitalisme.

Réchauffement de la planète, crise alimentaire mondiale, inondations, sécheresses, crise pétrolière et guerres impérialistes : les catastrophes écologiques, sociales et politiques se succèdent à un rythme effréné. Devant la situation écologique planétaire, nous devons agir. Comment, en tant que féministes, analyser ces phénomènes et en tirer des stratégies d'action? Les analyses écoféministes montrent en quoi l'oppression des femmes et la division sexuelle du travail sont liées à la destruction de la nature, à l'impérialisme, au racisme et au capitalisme. Ces analyses nous mettent aussi sur la piste de stratégies de lutte et d'alliances politiques visant à contrer les politiques et idéologies de droite, qui s'attaquent présentement à la fois aux droits des femmes et à l'environnement.

Qu'est-ce que l'analyse écoféministe?

Le terme écoféminisme a été forgé par Françoise D'Eaubonne en 1974, dans un livre intitulé *Le Féminisme ou la mort*. Durant la décennie 1980, des convergences entre militantes féministes, écologistes et pacifistes du Nord et du Sud ont donné lieu à des actions écoféministes et à la création d'une vision globale du système mondial d'oppression et de destruction. En 1993, Maria Mies et Vandana Shiva publiaient leur célèbre ouvrage *Écoféminisme*.³

Quels sont les liens entre patriarcat, capitalisme, colonialisme/impérialisme et écocide?⁴ Mies et Shiva pointent d'abord leur origine historique commune : la Renaissance européenne. À partir du XV^e siècle, le colonialisme européen étend ses tentacules : grandes explorations, appropriation des terres du Nouveau Monde, quasi-extinction des « sauvages », puis expansion commerciale. À la même époque se déroule la « chasse aux sorcières » en Europe : sous prétexte de satanisme, la très sainte Église catholique persécute et exécute les femmes trop émancipées à son goût, ou qui détiennent des connaissances médicales. C'est sur ce double massacre que l'homme blanc européen construit ses révolutions scientifique et industrielle, qui connaîtront une

apogée dans le glorifié Siècle des lumières, le XVIII^e siècle. Les notions de rationalité et de progrès sont les fondements philosophiques de ces révolutions, qui sont elles-mêmes le socle productiviste tant du capitalisme que du socialisme industriel.

Les hommes blancs européens, qui croyaient déjà que Dieu leur avait donné la terre, pouvaient maintenant la contrôler et transcender les basses nécessités associées à la nature, équipés de science et de technologie. La catégorie « nature » comprenait *grosso modo* : la terre, les plantes et les animaux, les femmes, l'irrationalité, l'émotivité, le corps, l'alimentation, la reproduction, ainsi que les « sauvages », c'est-à-dire les peuples colonisés. Dans cette logique patriarcale, impérialiste et raciste, tout ce qui appartient à cette catégorie est un objet qu'on peut s'approprier, exploiter, transformer, utiliser et vendre, au service du projet supérieur du mâle blanc, le soi-disant progrès, imposé par la violence. Ce projet de domination se poursuit aujourd'hui, de manière toujours plus globale et totale, au point où l'on n'arrive plus à percevoir la réalité en dehors de lui. Les politiques économiques et sociales de droite que nous subissons aujourd'hui en sont l'expression contemporaine.



Radicalisons nos critiques du système économique!

En affirmant que la loi du marché est une loi naturelle au même titre que la gravité, on fonce vers la catastrophe! On cultive du carburant plutôt que de la nourriture et on spéculé sans gêne sur les denrées alimentaires de base, alors même que des milliards d'humains ont faim et soif. Les puissants s'approprient les réserves de pétrole et autres richesses par la force, justifiant leurs guerres d'occupation par n'importe quels mensonges racistes. L'entreprise militaire exige le renforcement de l'idéologie patriarcale – mâle agresseur, mâle sauveur! – et favorise l'industrie pornocrate et prostitutionnelle multi-milliardaire. Les images les plus sexistes servent à vendre tout ce que les multinationales veulent bien produire, y compris ce qu'il y a de plus nuisible et toxique. D'une main, on nous empoisonne et, de l'autre, on démantèle les services publics pour mieux les privatiser et augmenter la masse des profits de la classe capitaliste. Et, bien sûr, on compte sur le travail invisible et gratuit des femmes pour maintenir la société, nourrir et soigner les personnes âgées, les jeunes et les malades – dans une idéologie de la famille traditionnelle qu'on cherche à renforcer en criminalisant ou re-criminalisant l'avortement. La « gestion optimale » des « ressources naturelles » et des « ressources humaines » ne produit que des richesses illusoires, des humains aliénés et des montagnes de déchets. Le capitalisme et les banques s'engraissent pendant que les femmes, les pauvres, le Sud et la nature s'appauvrissent toujours davantage. La collusion entre capitalisme, racisme, complexe militaro-industriel et patriarcat n'a jamais été aussi florissante.

En plus d'articuler les différentes luttes féministes et sociales entre elles et avec les luttes écologistes, la grille d'analyse écoféministe permet de les radicaliser. Par exemple, dans la plupart de nos campagnes de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'autonomie économique des femmes, la question de l'emploi est abordée sous l'angle des écarts de salaires et des différents facteurs qui désavantagent les femmes. Évidemment, ces problèmes sont réels et il est indispensable de nous y attaquer. Toutefois, d'un point de vue écoféministe, il faut pousser plus loin la critique du système économique. Qu'est-ce que ces emplois servent à produire? Ces produits sont-ils polluants, toxiques, nocifs? La création d'emplois justifie-t-elle la déforestation ou la pollution à grande échelle? Les entreprises ont-elles volé, tué, exploité ou détruit des écosystèmes? Cette production est-elle plus utile que nuisible pour l'ensemble de la société? Autrement dit, il ne suffit donc plus d'aborder la question des inégalités économiques entre les hommes et les femmes, il faut également examiner toute la question de la finalité des activités économiques et de la liberté d'entreprise, c'est-à-dire le droit de produire n'importe quoi uniquement sous prétexte que quelqu'un est prêt à l'acheter.

Poussons plus loin la réflexion sous l'angle de la division sexuelle du travail. Nous avons raison quand nous affirmons que les femmes sont plus pauvres et plus exploitées parce qu'elles effectuent la majorité du travail non rémunéré. Mais la division sexuelle du travail ne fait pas que dévaloriser les tâches arbitrairement assignées aux femmes, permettant ainsi aux hommes, aux entreprises et à l'État de bénéficier de ce travail indispensable à très peu de frais. Elle génère aussi une survalorisation économique et symbolique des tâches effectuées par les hommes, y compris les plus destructrices, polluantes ou dévastatrices pour la société et/ou l'environnement. C'est donc tout le système arbitraire d'attribution de la valeur qu'il faut transformer. Comme ce système est ancré dans le patriarcat et la division sexuelle du travail, les luttes féministes sont indispensables à la transformation radicale de l'économie. En conséquence, il n'y aura pas d'économie véritablement respectueuse de l'écologie sans une véritable égalité entre les hommes et les femmes, pas plus qu'il ne peut y avoir d'égalité entre les sexes dans le système économique actuel. Les alliances entre féministes et écologistes, et plus précisément les luttes écoféministes, sont donc une nécessité historique incontournable.



- 1 Militante féministe et doctorante en anthropologie à l'Université Laval.
- 2 Militante écologiste et travailleuse au Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE).
- 3 Publié en français en 1998 aux éditions L'Harmattan.
- 4 L'écocide est la destruction systématique de la faune, de la flore, et des écosystèmes.

Il faut cesser de voir les luttes sociales et les luttes écologistes comme des domaines séparés.

Quelques pistes pour se mettre en action

Une des premières choses à faire est d'intégrer les analyses et pratiques écologistes dans les luttes féministes et d'élaborer des analyses féministes des enjeux écologistes. Il faut cesser de voir les luttes sociales et les luttes écologistes comme des domaines séparés. Tout comme nous avons osé nous prononcer, comme féministes, sur les questions économiques dans la lutte contre la pauvreté, il nous faut maintenant absolument prendre position sur les questions touchant l'industrie, l'énergie, l'aménagement du territoire et les « ressources naturelles ». Encore aujourd'hui, ces domaines reproduisent les dynamiques patriarcales et sont des « jobs de gars » où il y a peu de femmes et avec lesquelles nous sommes souvent peu familières. Raison de plus pour développer nos propres analyses écoféministes, et pour aborder ces enjeux sous l'angle de la division sexuelle du travail.

Une autre étape incontournable est de s'allier politiquement aux acteurs qui occupent déjà ce terrain, les groupes écologistes, pour mener des actions communes contre les politiques de droite et pour la transformation de la société. Mais une telle alliance doit aller dans les deux sens : tout comme nous devons apprendre à intégrer les enjeux écologistes dans nos luttes sociales, les groupes écologistes doivent aussi apprendre à intégrer les analyses et pratiques féministes. Or, cela pose un défi particulier, car les groupes écologistes tendent à reproduire eux aussi des dynamiques

patriarcales. Les femmes y sont présentes, mais leur travail est typiquement subordonné et invisible. On observe aussi un machisme spécifique aux idéaux environnementaux, liant souvent maladroitement « La Femme » à des concepts essentialisants et à saveur plutôt traditionaliste. En outre, beaucoup de militantes écologistes manquent d'outils d'analyse et de lieux de conscientisation féministes. Il faudra donc s'approprier patiemment.

Heureusement, beaucoup de militantes et de théoriciennes ont pavé la voie. Dans la Marche mondiale des femmes⁵, le champ d'action « bien commun, accès aux ressources et aux services » et plus particulièrement le thème de la souveraineté alimentaire ont donné lieu à un solide travail politique au niveau international et dans plusieurs pays, ce qui a consolidé les alliances avec les mouvements paysans membres de Via Campesina et initié des collaborations avec des mouvements écologistes tels que Les Amis de la Terre – International.⁶ En continuant à nous approprier ces enjeux et ces analyses et en les adaptant à nos besoins, stratégies et réalités, nous réussissons à tisser des liens solides entre militantes écologistes et féministes. Créons des espaces pour que les échanges se multiplient. Nous sommes certaines que ces rencontres donneront lieu à des brassages d'idées et des stratégies propres à dynamiser nos luttes et à accroître notre rapport de force dans la société.

⁵ Voir l'article « En marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres! » dans ce numéro de *Féminisme en bref*.

⁶ Notamment à l'occasion du forum international Nyéléni sur la souveraineté alimentaire en 2007. Voir à ce sujet l'article d'Elsa Beaulieu, « La division sexuelle du travail au cœur des enjeux » dans le dossier sur la souveraineté alimentaire du numéro 23 de la revue *À Babord* (2008), pp. 22-24. Cet article a été reproduit dans *La course à Relais-femmes* numéro 36 (2008), qui contient aussi deux textes sur l'écoféminisme par Elsa Beaulieu et Maude Prud'Homme, disponible en ligne à http://www.relais-femmes.qc.ca/publications/course_a_relais.php.

L'enjeu de l'essentialisme

On dit très souvent que l'écoféminisme est essentialiste. De quoi s'agit-il? De l'idée que les femmes seraient mieux placées que les hommes pour établir des rapports plus harmonieux avec la nature parce qu'elles seraient naturellement plus proches « de la vie » : soit en tant que mères ou soignantes, soit à cause des cycles de leur système reproducteur, soit parce qu'elles connaissent les plantes, gardent les semences, vont chercher l'eau et le bois de chauffe (dans le cas des paysannes du Sud), soit parce qu'elles seraient naturellement douces et aimantes – alors que les hommes seraient naturellement agressifs et dominateurs. Or, nous refusons cet essentialisme, parce l'idée d'une nature féminine qui justifierait l'organisation sociale et la division sexuelle du travail est l'un des fondements du patriarcat et des idéologies réactionnaires de droite.

La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons parfaitement défendre une position écoféministe non-essentialiste, c'est-à-dire un écoféminisme politique, ou, dans les termes de Dianne Rocheleau, une écologie politique féministe.⁷ Nous reconnaissons que les femmes ont, non par nature, mais par *expérience*, des points de vue différenciés, des compréhensions et des connaissances qui sont des contributions précieuses pour construire un monde meilleur. Cette reconnaissance est tout à fait compatible avec l'idée que la division sexuelle du travail est socialement construite et avec la lutte pour la transformer.

Par ailleurs, dans l'esprit des Lumières, les femmes ont été associées à la nature, de manière à les rendre tout à la fois méprisables et exploitables, à une époque où elles n'étaient pas juridiquement considérées comme des personnes. Les hommes blancs ont été associés à la « culture » (au sens de production intellectuelle : raison, science et art), de manière à présenter leur démarche de domination comme l'ultime modèle de rationalité et de « civilisation ». Leur distanciation symbolique de la nature est le corollaire de leur association à la culture. Il faut briser ce schéma symbolique de deux manières. Premièrement, il faut briser cette association spécifique des femmes à la nature pour réaffirmer l'inclusion radicale de tous les humains dans les écosystèmes. Deuxièmement, il faut briser l'association exclusive des hommes à la soi-disant « culture » pour réaffirmer que tous les humains sont dotés de raison et de la capacité de produire des connaissances pertinentes et valables sur le monde.

Nous luttons contre le patriarcat, le capitalisme, et contre toutes les oppressions et la destruction de la nature par choix politique, parce que nous comprenons que l'humanité est à une croisée des chemins et que la seule voie viable est celle des changements radicaux. ■

⁷ Rocheleau, Diane; Thomas-Slayer, Barbra; Wangari, Esther, dir. 1996. *Feminist Political Ecology. Global Issues and Local Experiences*. London et New York: Routledge.

Pourquoi les féministes doivent-elles visibiliser la réalité lesbienne?

par *Carolle Mathieu*¹
et *Véronique Leduc*²

Nommer la réalité lesbienne, c'est remettre en question la présomption hétérosexuelle en visibilisant une identité qui n'est pas visible a priori.

Suggestion de lecture :

Peers, Lynda et Irène Demczuk. 1998.
« Lorsque le respect ne suffit pas : intervenir auprès des lesbiennes », dans Irène Demczuk (dir.), *Des droits à reconnaître. Les lesbiennes face à la discrimination*. Montréal : Les Éditions du Remue-ménage.

Notre rapport à l'autre est souvent teinté de ce que l'on sait ou non d'une personne. Il est également teinté de ce que notre socialisation a institué comme faisant partie de la norme ou de l'exception. Ainsi, nous sommes souvent dans une position de présomption – consciemment ou non – concernant la réalité de l'autre. Certains aspects identitaires ou discriminants sont visibles, d'autres ne le sont pas forcément. C'est le cas de la réalité lesbienne.

Qu'on se le dise, l'hétérosexualité n'est pas une préférence sexuelle : elle s'inscrit dans un système politique qu'on nomme parfois hétéronormativité. C'est un concept selon lequel nos sociétés imposent l'hétérosexualité comme la norme dominante et naturelle alors qu'elle est le résultat d'une construction sociale et culturelle. C'est ainsi que, jusqu'à preuve du contraire, on présume les individus hétérosexuels. Selon cette logique, une personne qui naît de sexe XX sera de genre féminin, donc femme, et elle aura un désir complémentaire pour le sexe opposé, ce qui la situera comme hétérosexuelle. Or, comme le système hétérosexuel institue la complémentarité du désir homme/femme comme allant de soi, il s'avère que les deux dernières composantes (le désir et l'orientation sexuelle) n'ont pas besoin d'être explicitées, parce que de dire « femme », cela sous-entend a priori son désir sexuel et son orientation sexuelle.

Nommer la réalité lesbienne, c'est remettre en question la présomption hétérosexuelle en visibilisant une identité qui n'est pas visible a priori. Visibiliser la réalité lesbienne, ce n'est pas seulement prôner la diversité, mais accepter de remettre en question le système politique qu'est l'hétéronormativité et ses penchants discriminatoires tels que l'homophobie/lesbophobie et l'hétérosexisme.

Quelques pistes d'action

L'hétérosexisme, comme toutes autres formes de discrimination, n'est pas toujours explicite et peut souvent prendre des formes latentes, ou pernicieuses. Par exemple, en parlant de diverses réalités humaines comme si elles n'étaient vécues que par des personnes hétérosexuelles, ou en ne tenant pas compte des réalités spécifiques aux personnes non-hétérosexuelles, nous avons un comportement hétérosexiste.

Ainsi, fonder nos interventions, dans nos divers milieux, sur des approches qui ne soient pas hétérosexistes, implique de les remettre en question. Beaucoup d'organismes sont dotés de principes de diversité et cherchent à les mettre en valeur. Or, comment intégrer profondément une vision plurielle dans nos analyses et actions? En effet, il ne s'agit pas seulement de nommer les diverses réalités discriminatoires et identitaires dans ces analyses et actions pour assurer une vision holistique, mais plutôt de chercher comment y intégrer des exemples concrets de ces multiples réalités. Ainsi, lorsque nous parlons ou agissons sur des problématiques telles que la violence, la parentalité ou l'emploi, quels exemples mettons-nous de l'avant? En d'autres mots, si nous voulons cesser de confiner les multiples discriminations au rang de parenthèses ou d'« etc. », il nous incombe d'aller chercher les expertises et les expériences des personnes concernées par ces réalités afin de les intégrer pleinement dans nos analyses, nos mémoires, nos cafés rencontres, nos animations et nos interventions.

Aujourd'hui, nous souhaitons simplement soulever des questionnements, avec ce désir de nourrir l'actualisation de nos pratiques dans les milieux féministes. Soyez à l'affût : le Comité pour la reconnaissance des lesbiennes de la FFQ produira d'autres articles pour le *Féminisme en bref*. ■

¹ Comité pour la reconnaissance des lesbiennes de la FFQ.

² Stagiaire à la FFQ de septembre 2007 à avril 2008.



Le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale développe des formations et des conférences qui répondent aux questions de l'heure

Casser la vague

une formation pour TOUS les groupes de femmes

En 2008, il existe encore malheureusement plusieurs **rapports de pouvoir qui discriminent et oppriment les femmes** dont la violence conjugale. Pourtant, certains remettent en question cette réalité. Que répondre alors à leurs arguments qui laissent entendre que :

La violence conjugale n'est pas un problème sexué
et

Que les femmes sont aussi violentes que les hommes ?

Voilà quelques-unes des questions auxquelles la formation et le document *Casser la vague* permettent de répondre.

Vous êtes intéressées par cette formation ?

Communiquez sans tarder avec le Regroupement
au (514) 878-9134, poste 220

LE MOUVEMENT MASCULINISTE AU QUÉBEC

L'antiféminisme démasqué

sous la direction de

Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri



Ce livre réunit des analyses percutantes sur le ressac antiféministe, de ses manifestations les plus insidieuses jusqu'aux plus virulentes. Actions d'éclat, poursuites judiciaires, mémoires présentés en commissions parlementaires, publications et sites Internet sont autant de moyens utilisés pour attaquer le féminisme en lui opposant un discours masculiniste.

D'où vient ce discours ? Quels intérêts sert-il ? Et comment le mouvement des femmes peut-il le contrer ? Les réponses à ces questions et plus encore dans cet ouvrage essentiel.

Des textes de Janik Bastien Charlebois • Mélissa Blais • Louise Brossard • Francis Dupuis-Déri • Karine Foucault • Mathieu Jobin • Diane Lamoureux • Ève-Marie Lampron • Josianne Lavoie • Émilie St-Pierre et Marie-Ève Surprenant.

En route vers le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes!

par le Comité organisateur du rassemblement¹

S'inscrivant dans la lignée du rassemblement québécois « S'unir pour être rebELLEs » de 2003, l'organisation de « Toujours RebELLEs », plus ambitieuse par son aspect pancanadien, réunira des jeunes femmes et de jeunes féministes de tous les horizons, âgées de 14 à 35 ans, à Montréal, au mois d'octobre prochain. Mais pourquoi vouloir réunir de jeunes féministes?

Créer des liens de solidarité entre jeunes féministes à travers le Québec et le Canada

Les jeunes féministes sont peu, ou pas du tout, réseautées et plusieurs d'entre elles vivent de l'isolement, particulièrement les moins de 25 ans. Il est aussi très difficile de rejoindre la majorité des jeunes féministes ou des jeunes femmes intéressées par le féminisme au Québec et au Canada, rendant presque impossible à l'heure actuelle pour les jeunes féministes d'échanger sur leurs campagnes et leurs actions, de lancer des appels à la solidarité et de coordonner des luttes communes ou tout simplement, de rencontrer d'autres jeunes féministes. Le tout dans une ambiance de plus en plus marquée par la montée de la droite partout au pays, montée de la droite qui a d'énormes répercussions sur les luttes féministes et sur la vision du féminisme. Les jeunes féministes, qui constitueront le nouveau souffle du mouvement féministe dans les prochaines décennies, doivent être bien organisées pour continuer de contribuer à la défense des droits des femmes, à l'amélioration de leurs conditions de vie et à l'élimination des violences et des discriminations. C'est pourquoi le Comité organisateur (CO) du rassemblement a décidé de mettre ses énergies et sa créativité à la mobilisation des jeunes féministes de 14 à 35 ans issues de différents milieux, enracinant ainsi et dynamisant le mouvement des jeunes féministes au Québec et au Canada.

À l'image des pratiques féministes desquelles le rassemblement s'inspire, le CO considère que le processus d'organisation du rassemblement est aussi important que l'événement lui-même. L'organisation du rassemblement est basée sur l'idée que ce sont les jeunes femmes qui sont les mieux placées pour organiser un rassemblement qui réponde à leurs besoins et qui leur ressemble : par les jeunes féministes, pour les jeunes féministes. Le processus d'organisation se veut ainsi une démarche collective et participative qui favorise l'empowerment des organisatrices elles-mêmes.

Photo : Jessica Yee
De jeunes féministes ont eu un avant-goût du rassemblement lors de la Consulta préparatoire qui a eu lieu à Ottawa, en mai 2008.

À l'image des pratiques féministes desquelles le rassemblement s'inspire, le CO considère que le processus d'organisation du rassemblement est aussi important que l'événement lui-même.

¹ Le Comité organisateur du Rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLEs » est constitué de jeunes féministes provenant des groupes suivants : le Comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec, le Groupe F.E.M.M.E.S. sororitaires, des jeunes femmes du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), le Comité jeunes féministes du Y des femmes de Montréal, le Comité jeunes féministes de la YWCA de Québec, Filles d'action/Power Camp National, le Carrefour de participation, ressourcement et formation et le comité femmes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Collectiviser les luttes féministes

Ainsi, « Toujours RebELLES » vise la prise de pouvoir de toutes les participantes sur les enjeux qui les affectent et/ou pour lesquels elles militent en faisant du rassemblement un espace et un événement participatif et ressourçant, le tout dans la non-mixité, la diversité et la pluralité. Participatif et ressourçant, puisqu'il permettra à ces jeunes femmes et jeunes féministes de partout à travers le Québec et le Canada de se solidariser entre elles en partageant leurs analyses et leurs expériences comme jeunes femmes. Elles pourront aussi expérimenter les processus de démocratie participative et acquérir des outils organisationnels favorisant l'élaboration collective de stratégies de luttes dans le contexte actuel de montée de la droite.

Artistiquement vôtre!

Le CO tient à ce que le rassemblement soit vivant, dynamique, et inspirant pour les participantes. Ainsi, il est important pour les organisatrices d'intégrer un aspect artistique – reflet de nos vies et de nos luttes – dans le rassemblement. C'est pourquoi nous aurons des expositions d'art, des projections de films et documentaires féministes, ainsi qu'un spectacle organisé par et pour les jeunes féministes. Bienvenue à toutes les militantes, jeunes femmes ou artistes qui désirent exprimer leur créativité à travers la lutte féministe! ■

« Toujours RebELLES » se veut aussi un moment pour fêter les luttes et les solidarités des jeunes femmes et jeunes féministes! Rien de plus simple que s'inscrire à ce rassemblement qui marquera l'histoire du féminisme au Québec et au Canada en écrivant à :

info@rebelles2008.org

ou en allant à l'adresse suivante :

www.rebelles2008.org.



« Toujours RebELLEs » face à la montée de la droite!

par le Comité organisateur
du rassemblement¹

**« Féministe, moi? Non! À quoi ça sert aujourd’hui, de toute façon? »
« Le féminisme est allé trop loin. Que sont devenus nos hommes? »
Répliques hélas trop répandues de nos jours, parfois teintées de mépris, mais le plus souvent teintées de méconnaissance. Méconnaissance qui reflète et fait écho à la montée de la droite partout au Québec et au Canada. Droite qui martèle que la justice sociale est arrivée, que les inégalités ont disparu et que l’on doit aller de l’avant, enfin. Évidemment, à droite toutes!**

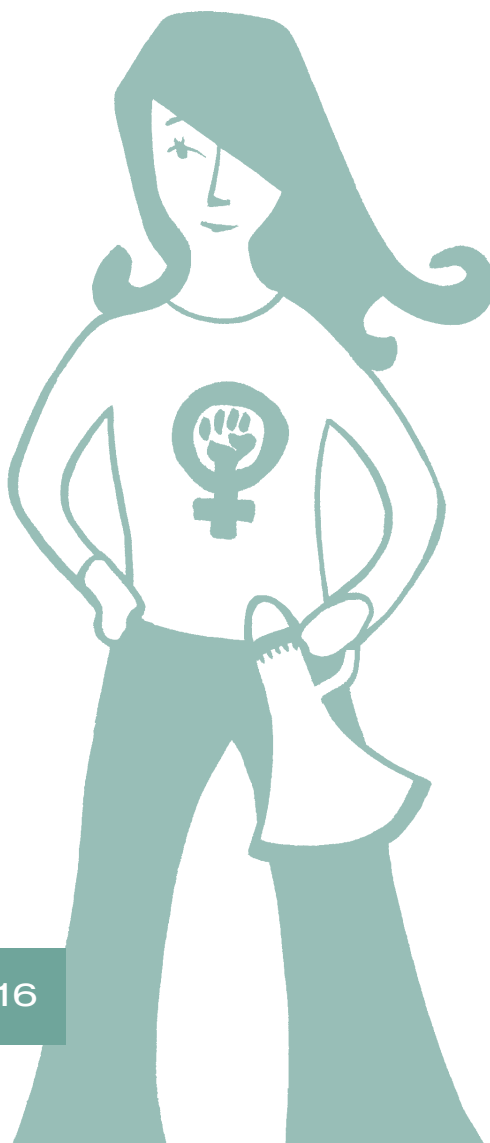
La droite au pouvoir et la croissance des valeurs conservatrices

Ce que le Comité organisateur (CO) de « Toujours RebELLEs » entend par *montée de la droite*, c’est l’espace de plus en plus important occupé par les idées de droite, que ce soit au niveau politique, économique ou social. Des gouvernements de droite sont au pouvoir à Ottawa et dans plusieurs provinces canadiennes. Partout, on assiste à un désengagement de l’État dans les services publics. Après plusieurs années de compressions budgétaires, l’insatisfaction croissante de la population positionne le secteur privé comme un « sauveur » et le principe d’utilisatrice-payeuse gagne en popularité par rapport aux principes d’universalité, de gratuité et d’accessibilité.

Des exemples d’idées de droite? Il en pleut par les temps qui courent! Des projets de loi visant à restreindre les droits des femmes, tels que le projet de loi fédérale C-484² qui pourrait mener à la recriminalisation de l’avortement en octroyant un statut juridique au fœtus. La droite met ainsi de l’avant un cadre juridique et des actions qui nourrissent des idées conservatrices sur la « famille traditionnelle » – c’est-à-dire blanche et hétérosexuelle, où le rôle de la mère « aimante et douce » est complémentaire à celui du père « fort et pourvoyeur » – tout en tentant de reprendre le contrôle judiciaire du corps et de la fécondité des femmes. Il y a aussi des compressions budgétaires dans les programmes sociaux, ou bien des augmentations des tarifs « sociaux » comme l’augmentation des frais de scolarité, qui sont aussi des idées et mesures de droite. À ces mesures sont associées des valeurs telles que la performance, l’efficacité et la compétitivité. Les idéaux de justice sociale sont jugés irréalistes et les sacrifices sociaux apparaissent inévitables et nécessaires pour assurer la pérennité de notre économie. Cette montée de la droite se traduit aussi par des idées qui trouvent de plus en plus de résonance dans l’opinion publique, telles que « le féminisme est allé trop loin » ou bien « il faut être compétitive pour faire sa place dans le monde ». Le contexte de la montée de la droite teinte notre génération et influence grandement sur l’organisation de notre mouvement, la plupart du temps à notre insu.

¹ Pour les membres du Comité organisateur, voir dans ce numéro l’article « En route vers le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes ».

² Pour plus d’informations sur le projet de loi C-484, voir dans ce numéro l’article « Ripostons pour défendre le droit à l’avortement » et ses références.



Les jeunes féministes face à la droite

En préparation au rassemblement, le CO de « Toujours RebELLES » invite les jeunes femmes et les jeunes féministes à organiser des ateliers de réflexion sur la montée de la droite.

Conçu spécialement pour la mobilisation pré-rassemblement, cet atelier permet d'analyser la situation et de voir comment la montée de la droite se répercute concrètement dans la vie des jeunes femmes et dans leurs luttes féministes. Il vise également à déterminer des stratégies de lutte possibles pour contrer cette tendance politique qui menace l'atteinte de l'égalité et l'avancement des luttes pour les droits des femmes. Cet atelier trouvera un écho lors du rassemblement, alors que les participantes seront invitées à partager les analyses et stratégies de lutte qui se sont dégagées de leurs ateliers. Cet exercice permettra de collectiviser les analyses du phénomène de la montée de la droite, de ses impacts sur les jeunes femmes et sur le féminisme et de dégager des pistes d'action et des stratégies à mettre de l'avant pour le contrer. Pour la réalisation de ces ateliers, le CO a monté une trousse d'animation complète qui comprend un guide d'animation et de discussion sur l'introduction au féminisme ainsi qu'un canevas d'animation pour l'atelier de réflexion sur la montée de la droite.³

Répercussion sur les luttes féministes

Les concepts de « rôle des femmes » et de « rôle des hommes » nourrissent bien évidemment l'image des femmes comme « objets de convoitise » à acheter ou qui servent à vendre des objets. Au service des industries, de la mode, des cosmétiques et de la pornographie, pour n'en nommer que quelques-unes, l'image de « femme-objet » nous atteint toutes et nous touche de plus en plus jeune. L'hypersexualisation des jeunes est un des exemples les plus significatifs, ainsi que la crédibilité accordée aux propos masculinistes.

Voici quelques exemples d'analyses et de stratégies de lutte qui ont émergé lors de quelques-uns des ateliers de réflexion sur la montée de la droite réalisés à Montréal. Tout d'abord, la problématique liée au ressac antiféministe, souvent appelée *backlash*, a été soulevée à plusieurs reprises. Les participantes à ces ateliers s'inquiètent du pouvoir médiatique que les discours masculinistes ont à l'heure actuelle. Ces groupes d'hommes frustrés à l'égard des féministes affirment que « si les hommes ont des problèmes émotifs, ce serait dû aux femmes en général et aux féministes en particulier ». ⁴ Pour contrer ce *backlash*, les participantes ont soulevé des stratégies de riposte très inspirantes : entre autres, encourager

les hommes à s'engager activement dans la défense du féminisme, riposter aux études des groupes masculinistes et inclure le féminisme dans l'éducation des jeunes. Une autre préoccupation qui s'est dégagée de nos ateliers est la tendance à prôner le retour à des « valeurs traditionnelles », telles que l'idée de la « vraie femme-mère » à la maison qui s'occupe de ses enfants et de son mari. Également, les différentes politiques gouvernementales, comme le refus d'adopter une loi proactive sur l'équité salariale ou les changements majeurs à Condition féminine Canada (notamment l'abolition du financement pour les actions de défense de droits des femmes et de la recherche), sont quelques échos de cette droite morale et religieuse. Ne nous laissons pas imposer des rôles dits typiquement féminins! Luttons ensemble afin d'afficher nos couleurs et analyses féministes partout au Canada! Faisons entendre nos voix féministes et ripostons à la montée de la droite! ■

Au service des industries, de la mode, des cosmétiques et de la pornographie, l'image de « femme-objet » nous atteint toutes et nous touche de plus en plus jeune.

REBELLES!

³ La trousse d'animation pour l'atelier de réflexion sur la montée de la droite est disponible sur le site web www.rebelles2008.org

⁴ Francis Dupuis-Déri, « Féminisme et réaction masculiniste au Québec », *Dialogues sur la troisième vague féministe*, sous la direction de Maria Nengeh Mensah, Montréal : Remue-ménage, 2005, p. 159.

« Toujours RebELLEs », toujours non-mixte!

par le Comité organisateur
du rassemblement¹

L'essayer, c'est l'adopter!

Le rassemblement des jeunes féministes « Toujours RebELLEs » se veut un espace et une expérience de non-mixité. Ce sera peut-être la première pour plusieurs d'entre nous. Ce sont nous, jeunes femmes et jeunes féministes, qui sommes les mieux placées pour organiser et participer à un rassemblement qui réponde à nos besoins et qui nous ressemble. Et cette expérience en vaut la peine! Un espace non-mixte permet d'expérimenter des prises de parole et des partages entre femmes afin de bâtir des luttes et des solidarités qui, bien souvent dans des espaces mixtes, n'ont pas l'occasion d'éclorre. Nous sommes alors encore plus outillées pour retourner en mixité par la suite et continuer nos rires et luttes féministes en alliance avec les hommes proféministes. Nous encourageons toutes les jeunes femmes du Québec et du Canada à l'essayer avec nous! Celles qui ont des réserves l'adopteront dans de très brefs délais!

« Toujours RebELLEs » sera un rassemblement non-mixte, soit ouvert aux filles et aux femmes seulement. Ce choix politique de non-mixité soulève bien des questions. Le Comité organisateur rassemble dans ce court texte quelques idées et analyses sur la question de la place de la non-mixité dans les luttes féministes et de sa pertinence pour le rassemblement « Toujours RebELLEs ».

Derrière les lois : la réalité

Les espaces dits publics (la rue, les bars, surtout la nuit) sont des espaces majoritairement investis par les hommes. L'égalité juridique entre les hommes et les femmes est presque réalisée (au Canada), mais pas du tout l'égalité de fait! La réalité est toute autre quand on prend le temps de s'attarder au pouvoir du patriarcat et qu'on regarde au-delà des lois. Le système patriarcal dans lequel nous évoluons n'est facilitant pour aucune femme!

La nécessité de la non-mixité

En réponse à ce système patriarcal, la non-mixité féministe est un espace et un moyen pour échapper à la domination masculine ambiante, c'est-à-dire entre femmes et hors de la présence des hommes. En non-mixité, pour bon nombre de femmes, l'expression des expériences communes d'oppression et de la pensée féministe se trouve facilitée, ainsi que le développement de solidarités et de stratégies de lutte contre les oppressions. L'existence d'une autonomie féministe devient possible à travers ce moyen de réappropriation de la parole des femmes. C'est une réplique à la domination masculine, un moyen pour les opprimées, en l'occurrence les femmes, de prendre conscience de leur unité et de développer une lutte politique selon des moyens et pour des finalités qui leur sont propres. Les travailleurs et travailleuses font la même démarche depuis des siècles en se regroupant en syndicats pour s'unir face à leurs employeurs. Pourquoi les femmes ne pourraient-elles pas faire de même?!

En quoi ça dérange?

L'incompréhension face au choix de la non-mixité à certaines occasions par des féministes est une chose dont il faut parler. Ce qui dérange, ce n'est pas la non-mixité en tant que telle, parce qu'elle existe à bien d'autres égards et cela suscite peu ou pas de réactions. Pensons au milieu professionnel : partout, on y voit des séparations hommes/femmes. Pour les hommes : métiers du bâtiment, chauffeur, routier, électricien, plombier, informaticien, manutentionnaire, pompier, etc., sont autant de professions où les femmes sont plus que rares et qui, dans les représentations habituelles, passent pour « des métiers d'homme ». Pour les femmes : infirmière, aide soignante, secrétaire, couturière, éducatrice, femme de ménage, travailleuse sociale, etc., sont autant d'activités professionnelles où la présence d'un homme se remarque!

Ce qui dérange dans l'initiative féministe non-mixte, c'est la **non-mixité politique réfléchie et décidée par les féministes**. Une non-mixité réfléchie et politique qui vise une transformation des rapports de pouvoir genrés, ce que plusieurs ne sont pas prêts et prêtes à admettre et entendre. Et, contrairement à ce que plusieurs peuvent penser des modes d'organisation féministes non-mixtes, refuser et questionner la domination des hommes n'équivaut pas à refuser les hommes. Des alliances avec des hommes proféministes peuvent et doivent se former dans les espaces mixtes. ■

¹ Pour les membres du Comité organisateur, voir dans ce numéro l'article « En route vers le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes ».

Éliminer la violence conjugale par l'action intersectorielle

Parce que la violence conjugale est inacceptable...

Parce que, selon les données enregistrées par les corps de police du Québec pour 2006, 84 % des victimes étaient des femmes.

Parce que ces femmes sont aussi des mères, des travailleuses, des étudiantes, des sœurs, des conjointes, des grands-mères et des membres d'une société qui criminalise la violence conjugale.

Tout notre travail de coordination et de concertation des acteurs sociaux montréalais pour éliminer la violence conjugale, pour protéger les victimes et pour responsabiliser les agresseurs est nécessaire, essentiel, crucial pour la vie de ces femmes de toute origine et de toute condition sociale et économique.



Table de concertation
en violence conjugale
de Montréal

(514) 396-2612

www.tcvcm.ca

Responsables et solidaires **Pour une nouvelle démocratie**

Depuis plus de 30 ans, les militantes du conseil central luttent solidairement avec le mouvement féministe pour un monde d'égalité, de justice, de liberté, de paix et de solidarité. Nous unissons nos voix et nos actions à toutes les femmes, jeunes et moins jeunes pour atteindre ce monde égalitaire.

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  **CSN**

 **CCF**

Rebelles, diverses et plurielles

par le Comité organisateur
du rassemblement¹

il est important que cet événement soit organisé **par et pour** les jeunes féministes du Québec et de partout au Canada!

Ce n'est pas de tout repos d'organiser une mobilisation à la grandeur du Canada! Surtout une mobilisation qui reflète la pluralité et la diversité des jeunes femmes et des jeunes féministes! Défis en perspective! Mais les jeunes féministes québécoises ont plus d'un tour dans leur sac!

La mobilisation des jeunes femmes et des jeunes féministes comporte ses défis. À la base de l'idée d'organiser un rassemblement se trouvent deux constats : les jeunes féministes sont peu ou pas réseautées et il n'existe pas de canaux de communication préexistants qui nous permettent de rejoindre la majorité des jeunes féministes ou des jeunes femmes intéressées par le féminisme. C'est pourquoi le Comité organisateur (CO) trouve primordial de consacrer une grande partie de ses énergies à la mobilisation des jeunes féministes à la base. Tout comme il est important que cet événement soit organisé *par et pour* les jeunes féministes du Québec et de partout au Canada! De là découle la stratégie des *mobilisatrices provinciales*.

Des mobilisatrices provinciales pour un rassemblement pancanadien

Depuis le mois d'octobre 2007, le CO a imaginé une stratégie de mobilisation progressive. Ayant dressé une liste quasi exhaustive des groupes féministes au Canada, le CO a fait parvenir par courrier électronique à tous ces groupes un descriptif du rassemblement ainsi que les différentes étapes culminant avec la *Consulta* (voir plus bas). À la suite de cet envoi, le CO a reçu une centaine de correspondances de jeunes femmes ou de jeunes féministes intéressées par le rassemblement. Dans un deuxième temps, un autre envoi de masse a été fait. Ce dernier allant plus loin dans les explications entourant les étapes de la mobilisation dans chaque province et appelant les jeunes femmes intéressées à devenir « mobilisatrices provinciales ». Ces mobilisatrices ont pour rôle de soutenir la mobilisation pour le rassemblement dans leur région et la promotion de l'événement; d'assurer le lien entre leur province ou territoire et le CO; d'organiser une (ou des) rencontre(s) de mobilisation provinciale et de consulter les participantes sur trois questions. Au moment d'écrire ces lignes, en mai 2008, neuf rencontres provinciales avaient déjà été organisées : en Colombie-Britannique, en Alberta, en Ontario, au Québec et au Yukon. Voyant que la mobilisation pour la *Consulta* était difficile dans certaines provinces et certains territoires, des militantes du CO ont contacté directement par téléphone des organisations féministes de ces provinces et territoires afin d'assurer la présence à la *Consulta* d'au moins une jeune femme de ces provinces et territoires. Résultat de ce sprint de mobilisation pancanadien?

¹ Pour les membres du Comité organisateur, voir dans ce numéro l'article « En route vers le premier rassemblement pancanadien des jeunes féministes ».

La Consulta

La *Consulta* a regroupé des jeunes femmes de 9 provinces et territoires ainsi qu'une mobilisatrice autochtone pendant deux jours en mai dernier. Véritable « minirassemblement », la *Consulta* a pu donner un avant-goût de ce que sera le « grand » rassemblement et a galvanisé les troupes, rendant le projet plus concret pour les mobilisatrices provinciales hors Québec. Cet avant-goût du rassemblement a permis aux participantes de créer des liens en réfléchissant et partageant sur les oppressions que vivent les jeunes femmes et sur les luttes que mènent les jeunes féministes dans chaque région. De plus, elles ont partagé leurs visions sur le contenu et la forme du rassemblement, ont discuté du processus et du rôle des mobilisatrices provinciales et ont échangé sur la façon d'aborder la question de la montée de la droite.

Outre les énergies féministes que les jeunes femmes se sont réciproquement insufflées et qu'elles ont rapportées dans leur province pour les multiplier à tous les vents, les mobilisatrices provinciales ne sont pas parties les mains vides de la *Consulta*. Outre les étoiles dans les yeux, elles avaient les mains remplies de matériel promotionnel du rassemblement (affiches, tracts, autocollants, macarons) ainsi qu'un guide d'animation pour la tenue d'ateliers préparatoires au rassemblement sur la montée de la droite.

Mission : diversité et pluralité

Au cœur de la perspective politique pour l'organisation du rassemblement se trouvent les notions de diversité et de pluralité. Les points de vues des jeunes femmes autochtones, des jeunes femmes des différentes communautés culturelles, des jeunes femmes en situation de pauvreté, des jeunes femmes lesbiennes, des jeunes femmes provenant de régions éloignées, ainsi que des jeunes femmes vivant avec un handicap ou une capacité limitée ne sont pas assez entendus au sein d'événements ou dans les différentes plateformes du mouvement des femmes. Il est très important pour le CO de ne pas reproduire cette dynamique et de créer un rassemblement véritablement diversifié et inclusif de toutes les composantes du mouvement féministe. Mais créer un tel rassemblement réellement diversifié et inclusif est un défi majeur. Afin d'atteindre cet objectif, il est primordial d'aller directement à la rencontre de ces différentes composantes. Comprendre leurs réalités, leurs analyses du féminisme, initier un dialogue authentique et les inclure dans le processus ne peut que favoriser leur participation et leur *empowerment*. Il faut prendre la peine de réellement *discuter* avec ces jeunes femmes, ce qui peut provoquer des remises en question, salutaires cela va sans dire!

C'est pourquoi les efforts de mobilisation sont organisés le plus possible de manière à sortir des sentiers battus et pour que les participantes représentent une large diversité des visions du féminisme et des pratiques et luttes menées par les jeunes féministes, en tenant compte des critères de diversité ethnique et culturelle (incluant les peuples autochtones), linguistique, tactique, idéologique, d'orientation sexuelle, de capacité physique, de provenance régionale, de milieu de vie (rural, urbain, banlieue), de culture organisationnelle, de fonctionnement démocratique et de classe. Afin de remplir cet objectif, les mobilisatrices provinciales ont été sensibilisées à cette préoccupation importante. Il y a bel et bien un lien entre toutes les jeunes femmes au Québec et au Canada. Il ne reste qu'à travailler ensemble pour construire des luttes communes qui reflètent nos diversités. Le processus d'organisation de « Toujours ReBELLES » et le rassemblement lui-même contribuent à ce que les rires et espoirs féministes se comptent par centaines en octobre 2008! ■

REBELLES!



Sortir de la pauvreté : un choix de société! ¹



Comment peut-on accepter qu'une femme qui travaille à la sueur de son front 40 heures par semaine continue de vivre dans la pauvreté? Chaque jour, les femmes assistées sociales sont confrontées à des questions fondamentales lourdes de conséquences : comment payer le loyer? le chauffage? comment trouver l'argent pour habiller la famille? manger ou acheter ses médicaments? comment nourrir les enfants?

Parce qu'encore aujourd'hui, au Québec comme ailleurs dans le monde, ce sont les femmes qui sont le plus durement touchées par la pauvreté; parce qu'elles sont très nombreuses à gagner le salaire minimum ou un salaire très faible; parce qu'elles gagnent 65 % des revenus d'emploi des hommes; parce qu'elles occupent la majorité des emplois atypiques et précaires²; parce que les femmes autochtones, les immigrantes, les jeunes et les aînées sont les plus durement touchées par la pauvreté..., la lutte pour l'autonomie économique des femmes reste toujours un combat prioritaire du mouvement de femmes. S'inscrivant dans la poursuite des actions de la Marche *Du pain et des roses* de 1995 et de la Marche mondiale des femmes en 2000 et 2005, le 17 octobre 2007, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF)³ lançait une campagne d'action *Sortir de la pauvreté : un choix de société!* Cette campagne a été ponctuée de diverses actions nationales, régionales et locales ayant pour objectif de réclamer des mesures concrètes de lutte contre la pauvreté.

Une question de droits

La pauvreté des femmes et leur manque d'autonomie économique découlent de décisions politiques et économiques. L'élimination de la pauvreté des femmes n'est pas une question de charité, mais bien une question de droits des femmes et de droits humains. Toute personne a droit, sans discrimination, à la sécurité sociale pour assurer sa santé, son bien-être et celui de sa famille, ainsi qu'à un niveau de vie décent (*Charte des droits et liberté de la personne du Québec, Convention pour l'élimination de toutes les*

formes de discriminations à l'égard des femmes, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels). Dans le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, on précise même le droit, pour toute personne, à une amélioration constante de ses conditions d'existence.⁴

Les revendications féministes concernant le droit au travail salarié visaient essentiellement à assurer l'autonomie financière des femmes, leur sécurité économique. Cette dernière est cependant beaucoup

1 Article inspiré de l'Argumentaire de la Campagne pour l'autonomie économique des femmes de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes.

2 Cf. Étude du Comité avisier Femmes en développement de la main-d'œuvre, *Les femmes et le marché de l'emploi : la situation économique et professionnelle des Québécoises*, 2005.

3 Cette campagne d'action a été menée en lien avec le plan d'action international de la Marche mondiale des femmes www.marchemondialedesfemmes.org; voir aussi l'article « En marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres! » dans ce numéro du *Féminisme en bref*.

4 Cf. Fédération des femmes du Québec, *Plate-forme politique*, 2007, p. 23.

plus large, car elle touche l'ensemble des programmes de sécurité sociale ou, ce que l'on appelle, les politiques sociales. Les premières revendications de ce type remontent au début du 20^e siècle et concernent les pensions aux mères dans le besoin, la formation d'Aides maternelles, la reconnaissance du travail ménagé, les allocations familiales, etc. Les politiques sociales représentent une forme d'intervention directe ou non directe de l'État, indispensable pour faire face aux risques sociaux contre lesquels une société doit se prémunir comme, notamment, la maladie, la vieillesse, la dépendance de longue durée, la mise au monde d'enfants, le chômage, le crime, etc. Il est de la responsabilité de l'État de prendre les moyens nécessaires pour que le développement économique s'opère dans le cadre d'une éthique de développement social, responsable et durable qui reconnaît les divers types de contribution à la richesse collective et prévienne ou empêche la constitution de différentes formes d'exclusion et de discrimination. L'État doit être préoccupé par la poursuite du bien commun qui implique, essentiellement, la recherche d'un partage équitable des revenus et des ressources.⁵ Il est plus que temps que l'État québécois sorte de son inertie en matière de lutte à la pauvreté!

L'autonomie économique des femmes fait référence tant à l'autonomie financière des femmes, qu'à l'ensemble des programmes de sécurité sociale, ou ce que l'on appelle les politiques sociales.

Mais pourquoi les femmes sont-elles plus pauvres?

La situation de pauvreté des femmes est principalement due au fait que leur travail n'est pas ou est mal rémunéré.

Travail invisible

Selon des chiffres de l'ONU rendus publics au début des années 1990, près de 70 % du travail accompli sur cette planète était un travail non rémunéré effectué par les femmes. Le travail domestique, consistant à prodiguer des soins ou à accomplir des tâches à l'intérieur de la sphère privée, est toujours gratuit, non comptabilisé dans le Produit intérieur brut (PIB), toujours non éligible à la Régie des rentes du Québec. Au Canada, selon des données récentes, les femmes consacrent presque deux fois plus de temps à ce travail que les hommes. Que ce soit le travail domestique, les soins aux enfants et aux proches dépendants, ou toute autre activité bénévole au service de la communauté, ce sont les femmes qui se retrouvent le plus souvent à effectuer un travail invisible, gratuit et non reconnu par la société. Ce travail invisible des femmes est vu comme le prolongement de leur rôle « naturel ». Quoi de plus naturel de considérer les femmes comme des « *aidantes naturelles* »? De nombreux stéréotypes perpétuent toujours un partage inégal entre hommes et femmes (parfois même inexistant) des tâches et des responsabilités à l'égard des enfants et des proches. Par exemple, les femmes constituent 80 % des aidantes.⁶

Division sexuelle du travail

Les femmes ont tendance à choisir leur carrière en fonction du service rendu aux autres. Une grande partie des femmes restent donc pauvres, car elles sont majoritairement cantonnées dans des types d'emploi dont la valeur est essentielle à la société, mais dont les tâches ont été depuis toujours sous-évaluées et conséquemment sous-rémunérées. Elles se retrouvent majoritairement dans les secteurs de la santé, des services sociaux, des services et de la vente.⁷ Ainsi, en 2001, dans les 10 emplois présentant le plus grand nombre de femmes en 2001 on retrouve en première place les secrétaires, suivies des emplois de vendeuses dans la vente au détail et de caissières.⁸ Même dans les secteurs privilégiés par les femmes on les retrouve plus souvent dans des postes subalternes, moins bien payés et moins valorisés.⁹ La *Loi sur l'équité salariale* a pour objectif d'éliminer cette discrimination systémique à l'égard des emplois à prédominance féminine. Malgré des avancées significatives dans le secteur public, beaucoup reste à faire pour que les travailleuses non syndiquées, qui représentent les deux tiers de la main-d'œuvre féminine, bénéficient de ce droit fondamental.

⁵ Cf. Fédération des femmes du Québec, *Plate-forme politique*, 2007, p. 23.

⁶ Francine Ducharme, *Famille et soins aux personnes âgées, enjeux, défis et stratégies*, Beauchemin, Chenelière Éducation, 2006.

⁷ Cf. L'R des centres de femmes du Québec, *La pauvreté : une décision politique*, 2006.

⁸ CIAFT, *L'équité salariale au Québec : Un droit inconnu chez les travailleuses non-syndiquées*, 2005.

⁹ CIAFT, *La valeur du travail des femmes et l'équité salariale*, 2006.



Photos prises lors de l'intervention du 31 mai 2008.
Source : Joane McDermott

Précarisation du marché du travail

Le marché du travail, dans le contexte actuel de la mondialisation, se transforme et entraîne une détérioration de la qualité de l'emploi. Des conséquences différentes découlent de cette situation selon qu'on soit une femme ou un homme, « blanche » ou « minorité visible », née au Québec ou immigrante. On assiste au développement d'un modèle féminin d'emploi caractérisé par la flexibilité qui engendre insécurité et précarité. Par exemple, l'industrie manufacturière, qui embauche beaucoup de femmes et d'immigrantes, s'effondre complètement à cause des relocalisations de la production vers des zones franches et maquillas dans les pays du Sud où les normes du travail sont minimales si ce n'est inexistantes.

Au Québec, les femmes occupent 70 % des emplois à temps partiel.¹⁰ Et, face à une perte d'emploi, 59 % des femmes au Québec n'ont pas accès aux prestations d'assurance-emploi¹¹, car elles ne peuvent remplir la condition d'admissibilité à ces prestations ne travaillant pas suffisamment d'heures. Dans les 20 dernières années, la progression de l'emploi féminin total (tous secteurs confondus) repose principalement sur l'augmentation des emplois précaires de tous types occupés par des femmes. En effet, les femmes occupent la majorité des emplois atypiques¹², précaires, qui n'offrent pas les mêmes protections sociales ni les mêmes avantages sociaux que les emplois à temps plein. De plus, quand on est immigrante, « noire » ou « brune », ce n'est pas simple d'obtenir un emploi. Le taux de chômage en 2001 pour les femmes immigrantes était de 12,4 %, ce taux était plus élevé que pour l'ensemble de la population active féminine québécoise qui se situait à 7,7 %.

Faibles revenus

Les femmes s'appauvrissent en ayant des enfants. Les mères seules affichent des taux de pauvreté de beaucoup supérieurs à ceux des couples avec enfants. En 2004, selon Statistique Canada, le taux de faible revenu parmi les familles monoparentales dirigées par une femme était de 52,1 % comparativement à 11,6 % pour les familles biparentales. Les femmes âgées sont également nombreuses à vivre en situation de pauvreté. En 2004, 38,1 % d'entre elles vivaient sous le seuil de faible revenu alors que 29,1 % des hommes de 65 ans et plus étaient dans la même situation. Les conditions de vie des femmes assistées sociales se détériorent. Les diverses réformes de l'aide sociale depuis 1990 ont appauvri les personnes assistées sociales, en ont exclu d'autres, et ont renforcé les préjugés. La situation des femmes autochtones est particulièrement difficile. Elles sont beaucoup plus pauvres que les femmes non-autochtones¹³, plus souvent monoparentales et itinérantes.¹⁴

Les femmes occupent 60 % des emplois au salaire minimum (65 % dans le secteur de l'hébergement et de la restauration) alors qu'elles représentent 46 % des salariés.¹⁵ Une importante proportion gagne par ailleurs un salaire très faible, à peine plus élevé que le salaire minimum. En 2001, 53 % des salariées non syndiquées au Québec gagnaient 10 \$ ou moins l'heure et 34 % d'entre elles gagnaient 8 \$ ou moins l'heure. Deux fois moins d'hommes sont dans cette situation. De plus, le phénomène des carrières à faible salaire est en croissance dans les sphères économiques en expansion, comme le secteur des services où on trouve une grande concentration de femmes.

10 Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF), *Les femmes et la pauvreté*, 3^e édition, Ottawa, 2005.

11 Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), *Les femmes et le programme d'assurance emploi*, 2007.

12 L'emploi atypique est toute forme d'emploi non traditionnelle couvrant l'emploi à temps partiel, le travail temporaire d'une durée déterminée, occasionnel, sur appel ou obtenu par une agence de placement, sans oublier le travail autonome et le travail à domicile.

13 *Beijing + 10 : Fiches de renseignements Les femmes et la pauvreté*, Condition féminine Canada http://www.swc-cfc.gc.ca/pubs/b10_factsheets/factsheet_5_f.html

14 « Alors que les femmes représentent 22,8 % de la population itinérante à Montréal, les femmes autochtones comptent pour la moitié (50 %) de la population autochtone vivant en situation d'itinérance ». Conseil des Montréalaises, *Un toit pour toutes, une réponse à adapter*, 2008.

15 Au bas de l'échelle, *Le salaire minimum, la pauvreté et l'emploi*, 2006.

Parce qu'on ne peut accepter qu'une femme qui travaille à la sueur de son front 40 heures par semaine continue de vivre dans la pauvreté!

Voilà certaines des raisons pour lesquelles la campagne de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, menée en solidarité avec les femmes du monde, met de l'avant trois grandes revendications prioritaires et urgentes qui visent à améliorer substantiellement l'autonomie économique des femmes au Québec :

- l'augmentation immédiate du salaire minimum à 10,43 \$/heure, afin qu'il permette à une personne qui travaille 40 heures par semaine de sortir de la pauvreté ;
- la pleine indexation des prestations d'aide sociale et la gratuité des médicaments pour toutes les personnes dont les revenus sont inférieurs à 13 267 \$¹⁶ par année ;
- que la totalité des pensions alimentaires versées aux enfants ne soit plus soustraite des prestations d'aide sociale, ni calculée dans les prêts et bourses et exclue également du calcul pour l'aide au logement et l'aide juridique.

Trois temps forts ont rythmé cette campagne : le 17 octobre 2007, le lancement avec une manifestation bruyante devant l'Institut économique de Montréal (IEMM), ce *think tank* de la droite québécoise à l'idéologie ultralibérale; le 8 mars 2008, avec des activités d'éducation populaire à la grandeur du Québec sous le thème « L'autonomie économique des femmes : une force collective! »¹⁷ et le point culminant, le 31 mai 2008 avec une grande manifestation nationale à Québec. Près de 600 femmes ont alors encerclé le Parlement, formant une longue chaîne humaine, colorée par de nombreux chandails, qui provenaient des quatre coins du Québec, sur lesquels des femmes avaient illustré ce qui limite leur autonomie économique et ce qu'elles réclament. Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Au bas de l'échelle, Association des aides familiales du Québec et Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, des femmes assistées sociales, des femmes travaillant au salaire minimum, des femmes monoparentales avec des représentantes des femmes autochtones, des immigrantes, des femmes handicapées et des lesbiennes ont pris la parole pour rappeler aux parlementaires leurs responsabilités sociales en tant que gestionnaires du bien commun et les presser d'agir pour garantir l'autonomie économique des femmes. Il est plus que temps que l'État québécois sorte de son inertie en matière de lutte à la pauvreté! ■

¹⁶ Mesure du panier de consommation établi par Statistique Canada en 2007.

¹⁷ Pour en savoir plus sur les revendications du *Collectif 8 mars* : www.ffq.qc.ca/actions/8mars2008.html

¹⁸ *Collectif pour un Québec sans pauvreté* : www.pauvrete.qc.ca

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté lançait en novembre 2007 une pétition s'adressant à l'Assemblée nationale qui formule trois demandes : l'accès à des services publics universels de qualité; le relèvement du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs et aux travailleuses de sortir de la pauvreté; la hausse des prestations publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n'a pas un revenu suffisant. Signer cette pétition est un geste citoyen pour avancer sur la route d'un Québec sans pauvreté et vers l'autonomie économique des femmes. C'est pourquoi la FFQ, membre active du Collectif, endosse entièrement cette campagne et invite toutes les femmes à signer cette pétition et à la faire circuler, avant le 30 novembre 2008.¹⁸



La famille au Québec : répliquer à la droite!

par Sylvie Lévesque¹

Les jeunes femmes, bien qu'elles ne veulent pas revenir en arrière, ni retourner à leurs chaudrons, ni appuyer des mesures prônées par les partis de droite, veulent que des mesures soient mises en place pour favoriser une véritable conciliation famille-travail-études et reconnaître le rôle qu'elles désirent jouer auprès de leurs enfants.

On constate depuis les dernières années que le thème de la famille est au cœur des discours et des plateformes des partis politiques de droite. On peut dire qu'en l'absence d'une parole féministe et progressiste sur la famille de la part des partis de gauche et du mouvement féministe, la droite a répliqué haut et fort et a eu le champ libre, notamment lors des dernières élections au Québec. Cette réplique de la droite a particulièrement beaucoup d'écho depuis l'arrivée du gouvernement Harper et le mouvement conservateur s'est rapidement renforcé autour de la colline parlementaire.

Toutefois, de quelle famille parle-t-on et quelles sont les valeurs véhiculées par la droite? Depuis l'arrivée de Harper, de nombreux groupes comme *Focus on the Family US* ont mobilisé leurs forces en direction du Canada. La branche canadienne de *Focus on the Family* a reçu des fonds considérables de sa sœur américaine. Bien qu'elle se défend d'être une façade de l'organisation américaine, les orientations demeurent néanmoins les mêmes. Chez nos voisins du Sud, cette organisation a largement contribué à la victoire de George W. Bush et à la défaite de la reconnaissance du mariage gai dans une douzaine d'États. Basé sur les principes du désir de servir Dieu et d'aimer leurs voisins, *Focus on the Family* a pour objectif d'aider et d'encourager les familles canadiennes dans leur rôle parental. Comme le souligne Jean-Claude Leclerc, dans un article paru dans *Le Devoir*, « *Focus on the Family US* s'inquiète du libéralisme de gauche qui gagne du terrain au Canada. Déjà les Canadiens, note l'organisme, ont accepté passivement des politiques gouvernementales nuisibles au mariage et à la famille. Pire encore, non seulement le Québec ouvre-t-il la voie à ces changements "radicaux" au Canada, mais l'exemple de ce "radicalisme social" pourrait devenir contagieux aux États-Unis ». ²

Un autre groupe, l'*Institute for Canadian Values*, fondé en 2005, regroupe plus de 10 000 membres et bénéficie d'un budget de près d'un million de dollars. L'organisme s'est donné pour but de représenter les intérêts et les opinions des gens de diverses « convictions religieuses ». Ce groupe est surtout intéressé par les questions dites morales, dont les propos du fondateur sont inquiétants (et je cite) : « À l'heure actuelle, il n'y a pas vraiment de mouvement de droite religieuse au Canada ». Et enfin, le groupe *REAL Women of Canada* (Les VRAIES femmes du Canada), qui vise à promouvoir et défendre les valeurs judéo-chrétiennes dans les lois qui touchent la famille, réclame du gouvernement l'abolition de Condition féminine Canada, puisqu'il associe le féminisme à des « homosexuels, des lesbiennes et des organisations multiculturelles ». Selon elles, la fragmentation de la famille canadienne est une des causes principales du désordre dans la société d'aujourd'hui. Leur devise est : « Les droits des femmes, mais pas aux dépens des droits de l'homme ».

Force est de constater qu'un vent de droite souffle de plus en plus fort au Canada et ce vent se fait aussi sentir au Québec. La victoire de députés conservateurs dans la région de Québec en est un bon exemple.

1 Directrice générale de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ)

2 Jean-Claude Leclerc, « La droite religieuse américaine envahit le Canada », *Le Devoir*, 14 janvier 2005.

L'arrivée au pouvoir du Parti conservateur a certainement contribué à faire gagner du terrain à la droite, notamment auprès de la population. Heureusement que ces groupes sont peu connus du grand public au Québec et que, grâce aux luttes que nous avons menées comme mouvement féministe et les gains obtenus au fil des ans, ces groupes ont peu de résonance. Toutefois, avec cette volonté populaire de changement, il semble que suffisamment de citoyenNEs soient prêtEs à donner une chance à M. Harper.



Source : Split © Ianik Wright-Larin

Le vent adéquiste et la famille

Nous avons nous aussi notre « réplique de la droite » : l'ADQ de Mario Dumont qui, lors des dernières élections provinciales, a fait de la famille « sa première priorité ». Sans aucun doute, l'ADQ s'est démarquée par rapport aux autres partis tels que le PQ et le PLQ qui avaient très peu de mesures dites progressistes à l'égard de la famille. Dumont possède beaucoup de talent politique et il a réussi, avec sa proposition du 100 \$ par mois aux parents d'enfants d'âge préscolaire qui ne travaillent pas à l'extérieur et n'utilisent pas les CPE, à rejoindre ces familles dont la majorité se retrouve en région ou en banlieue. Le discours d'autonomie, de dégraissage de l'État, d'aide aux familles, d'allègements fiscaux pour les familles de la classe moyenne a contribué au succès de l'ADQ. Par ailleurs, comme le souligne Lise Payette, « On prétend volontiers que si une nation veut des enfants, il faut encourager les femmes à rester à la maison. C'est faux. Les pays où on fait le plus d'enfants sont les pays où une majorité de femmes sont sur le marché du travail : la Suède, et les É.U. Dans des pays comme le Japon, l'Italie, l'Allemagne où le rôle traditionnel de la mère est valorisé, le taux de fécondité est parmi les plus bas ». ³

En réalité, la mesure Dumont aurait pour effet de créer un énorme obstacle au travail des jeunes femmes et de déstabiliser le réseau des services de garde dont le Québec a toutes les raisons d'être fier. En rendant plus difficile pour les femmes l'accès au marché du travail pendant qu'elles sont jeunes, la proposition de Dumont risque de faire reculer les femmes dans leur lutte pour l'égalité et l'autonomie financière. Ce serait également, pour les familles les plus pauvres – donc, les jeunes couples et les familles monoparentales qui trouveraient plus difficile de quitter l'aide sociale – que les obstacles au travail des femmes seraient les plus importants. En d'autres mots, on limiterait l'accès au marché du travail aux femmes au début de leur carrière, moment où c'est le plus important d'être présent.

Toutefois, ces familles considèrent qu'elles sont laissées pour compte et que l'État a aussi la responsabilité d'aider les femmes qui ne travaillent pas. Ces mesures ont suscité une polarisation dans la population entre les femmes qui décident de rester à la maison pour élever leurs enfants et celles qui demeurent ou retournent sur le marché du travail. Un sujet qui est

encore très controversé au sein du mouvement féministe. Cependant, je pense que nous ne pourrions pas continuer à évacuer ces débats. En effet, les jeunes femmes, bien qu'elles ne veulent pas revenir en arrière, ni retourner à leurs chaudrons, ni appuyer des mesures prônées par les partis de droite, veulent que des mesures soient mises en place pour favoriser une véritable conciliation famille-travail-études et reconnaître le rôle qu'elles désirent jouer auprès de leurs enfants. Comme le souligne à juste titre France Paradis, chroniqueuse et auteure de *Mère et solidaire*, dans son ouvrage sur la vie de famille, « La famille est le tissu de la société. Ce n'est pas toujours juste, un papa, une maman et des enfants. C'est une mère de 45 ans qui s'occupe d'un parent malade, c'est une famille recomposée qui jongle avec quatre agendas. Il faut mettre en place ce qu'il faut pour soutenir les familles ». ⁴



³ Chronique publiée le 29 mars 2008 dans le *Journal de Montréal*.

⁴ France Paradis, *Mère et solidaire*, Éditions Enfants Québec, 2007.

Nous n'en serions pas là aujourd'hui si le mouvement des femmes n'avait pas mené toutes ces batailles telles que la mise en place d'un régime d'assurance parentale, la création d'un réseau universel de services de garde à contribution réduite, d'une loi sur l'équité salariale, d'une loi sur la perception automatique et la défiscalisation des pensions alimentaires pour enfants, ainsi que le programme de soutien aux enfants qui a grandement bénéficié aux familles à faibles revenus, notamment aux familles monoparentales.

Des avancées importantes pour les femmes et les familles

Nous devons toutefois reconnaître que des avancées importantes ont été réalisées depuis les dix dernières années, notamment en matière de services de garde, de soutien aux enfants et, plus récemment (janvier 2006), par la mise en place du nouveau Régime québécois d'assurance parentale. Ces mesures constituent un pas dans la bonne direction, mais nous devons aller encore plus loin, notamment en matière de conciliation famille-travail-études, pour répondre aux besoins de tous les types de familles. « Les parents travaillent encore davantage qu'il y a 10 ans. Si on ne trouve pas assez rapidement des mesures permettant aux jeunes parents d'avoir un horaire plus souple, de s'absenter sans perdre leur emploi, on va vers un cul-de-sac », prévient Gilles Pronovost, professeur associé à l'UQTR et directeur général du Conseil de développement de la recherche sur la famille. Familles recomposées, décomposées, monoparentales, parents en garde partagée, parents de même sexe, familles élargies : le portrait de la famille québécoise type a changé et les politiques proposées ne suivent pas toujours ces réalités.

Les chiffres sur la famille publiés par Statistique Canada ont de quoi déboulonner quelques mythes : ils font état de changements radicaux, qu'on parle du mariage, des enfants, des unions libres ou entre conjointEs de même sexe. Les foyers traditionnels où vivent deux parents mariés et deux enfants n'ont plus la cote au pays, révèlent les dernières données du recensement 2006. Et la tendance est encore plus grande au Québec, comme quoi nous sommes une société distincte aussi en ce qui concerne la famille – ce dont nous devons être fières. Malgré les avancées importantes en terme d'égalité entre les hommes et les femmes, notamment la place plus grande occupée par les pères auprès de leurs enfants, il n'en demeure pas moins que la famille repose encore, en grande partie, sur les épaules des femmes.

Le mouvement des femmes et la famille

En même temps, nous n'en serions pas là aujourd'hui si le mouvement des femmes n'avait pas mené toutes ces batailles telles que la mise en place d'un régime d'assurance parentale, la création d'un réseau universel de services de garde à contribution réduite, d'une loi sur l'équité salariale, d'une loi sur la perception automatique et la défiscalisation des pensions alimentaires pour enfants, ainsi que le programme de soutien aux enfants qui a grandement bénéficié aux familles à faibles revenus, notamment aux familles monoparentales. Toutefois, il s'avère plus que jamais nécessaire de multiplier les actions visant à contrer les effets combinés de la mondialisation et de la montée de la droite, qu'elle soit néolibérale, fondamentaliste ou antiféministe. Or, le féminisme s'est toujours battu pour la préservation du tissu social en opposant un contre-discours à ces tendances, tant au bénéfice des femmes que pour celui des hommes.

Quant à l'autonomie économique des femmes, plus des deux tiers des mères de jeunes enfants sont sur le marché du travail. Comme le disait, Renée B. Dandurand, chercheuse à l'INRS, « Au Québec, la révolution des familles n'a pas été une révolution tranquille. Par la rapidité et l'ampleur des changements qu'on a pu observer, on peut dire que cette révolution a été souvent douloureuse, parfois violente mais sans aucun doute pour plusieurs,

libératrice ». En dépit de l'arrivée massive des femmes sur le marché de l'emploi et de l'amélioration des conditions de travail dans divers secteurs d'activité, la pauvreté a encore un sexe et continue à frapper plus durement les femmes que leurs confrères masculins. C'est le cas notamment des responsables de famille monoparentale qui, pour diverses raisons (manque de formation, services de garde atypique insuffisants, difficultés à assumer les lourdes tâches familiales et les exigences d'un emploi à temps plein, etc.) font face à des défis de taille relativement aux possibilités réelles d'insertion en emploi.

Avec ce vent de droite qui souffle de plus en plus aussi chez nous, nous devons demeurer vigilantes. En effet, comme le souligne Francine Lepage, du Conseil du statut de la femme (CSF) dans son document sur les enjeux en matière de politique familiale, « On doit se méfier de toute mesure qui aurait pour effet de favoriser un retour à la famille traditionnelle dans laquelle l'homme est le principal pourvoyeur économique et la femme est avant tout dévouée aux soins de la maisonnée. Une telle orientation s'inscrirait à contre-courant de l'évolution constatée dans les sociétés modernes, répondrait mal aux aspirations à l'autonomie et à l'égalité de la plupart des Québécoises et nuirait à l'efficacité économique et au développement social ». ⁵

Plus que jamais le mouvement féministe doit se réapproprier les dossiers qui touchent la famille et faire valoir un point de vue féministe et progressiste sur les enjeux reliés à la famille. Je suis convaincue que le mouvement des femmes doit, comme il le fait depuis toujours, continuer son combat vers l'atteinte de l'égalité et nous avons déjà prouvé que nous sommes collectivement capables d'y arriver. Il s'agit que nous décidions, en fait, d'être la réplique à la droite, n'est-ce pas là la meilleure stratégie d'action? À nous d'en décider! ■

⁵ Francine Lepage, *Maintenir le cap sur l'égalité de fait : réflexion sur certains enjeux en matière de politique familiale*, étude du Conseil du statut de la femme, juin 2007, p. 13.



Les Poupées

« Inspiré par la folie de la perfection du corps, de la jeunesse éternelle, *Les Poupées* dénonce de façon extravagante et surprenante, cette drôle de relation que les femmes entretiennent avec elles-mêmes. »

Par **Toxique Trottoir**, une compagnie de spectacle de rue féministe.

En début d'année, nous avons lancé un appel à la création auprès de féministes québécoises. Les réponses furent nombreuses et la sélection des œuvres à publier ardue... Voilà donc quelques créations qui montrent les différents regards et visages du féminisme, qui exposent comment les luttes se font sur plusieurs fronts, de toutes les manières et par une mosaïque de personnes.

Féminisme

par **Samantha St-Germain**

*Rassemblons-nous pour être plus fortes
Regroupons-nous et ouvrons des portes
Pour celles plus jeunes, pour celles d'ailleurs
Pour aller vers un avenir toujours meilleur*

*Battons-nous ensemble, soyons solidaires
Le privé est politique, ne nous laissons pas faire
Dénonçons les inégalités, nos peurs, nos craintes
Ne croyons surtout pas que l'égalité est atteinte*

*Ne prenons pas pour acquis toutes les libertés
Pour lesquelles nos ancêtres féministes ont lutté
Entre femmes, nous devons crier, manifester, bouger
Pour garder nos droits et continuer d'avancer*

*Ayons foi en nous, dépassons nos limites
Repoussons les barrières, défaisons les mythes
Agrandissons nos pouvoirs, prenons notre place
Au patriarcat, nous pouvons faire face*

*Allons de l'avant, main dans la main
Toutes ensemble, planifions demain
Exigeons, demandons, nous y avons droit
Prenons du pouvoir, ne soyons plus des proies*



La paix des femmes

Murale peinte par un groupe de femmes, membres de Halte-Femmes Montréal-Nord.

OSER AU FÉMININ

LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL, UN DÉFI AU QUOTIDIEN !

conception : quartour.csn

profession
CONCILIATION
FAMILLE
TRAVAIL
multi
disciplin
LOISIRS
PLAISIRS
enfants
FEMME
WEEK-END
MILITANCE
FAMILLE
conjoint
PARENTS

OSER LE DIRE, SE MOBILISER
ET NÉGOCIER DES MESURES
DE CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL



www.csn.qc.ca



L'ÉGALITÉ
ÉCONOMIQUE :
UNE RÉVOLUTION
INACHEVÉE

APTS Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux

info@aptsq.com • www.aptsq.com



FTQ

Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

www.ftq.qc.ca



**La FTQ,
le plus grand
regroupement
de travailleuses
syndiquées au Québec,
travaille au quotidien
en appui aux luttes
des femmes**

La FTQ, une vraie force
en action pour toutes les femmes

Collectivement pour un monde différent

Au cœur
du mouvement CSQ,
des femmes
d'engagement



Centrale des syndicats
du Québec



CSQ

www.csq.qc.net

0007 2/06



REMETTONS L'ÉGALITÉ SUR LES RAILS
CAMPAGNE NATIONALE

Comité des femmes

Alliance de la Fonction publique du Canada
(Région du Québec)



www.afpcquebec.org/femmes

35

35 ANS DE SOLIDARITÉ ENVERS LES FEMMES!

Au fil des ans, dans un esprit de solidarité envers toutes les femmes, le Conseil du statut de la femme a pris position en faveur de l'égalité entre les sexes.



Les présidentes du Conseil du statut de la femme. Dans l'ordre habituel : Laurette Champigny-Rabillard (1973-1978), Claire Bonenfant (1978-1984), Francine C. McKenzie (1984-1988), Marie Lavigne (1988-1995), Diane Lemieux (1996-1998), Diane Lavallée (1999 à 2006) et Christiane Pelchat (2006-).

:: **Gazette**
DES FEMMES

www.csf.gouv.qc.ca

Conseil du statut
de la femme
Québec

Des féministes en mouvement à travers le Québec

Témoignages recueillis
par Mélissa Leblanc¹



Des actrices du Nord-du-Québec en pleine action!

Partout, un même écho : la présence de la FFQ a créé une opportunité de mobiliser les militantes locales, mais également de rejoindre et de « contaminer » d'autres femmes de différentes provenances.

L'an dernier, la FFQ a initié une tournée à travers le Québec, intitulée *Affirmer et promouvoir le féminisme et les droits à l'égalité des femmes*, afin de mobiliser et de renforcer les alliances dans le mouvement féministe québécois, ainsi que de contrer le ressac qui remet en cause la légitimité de l'action féministe. À la suite des événements tenus dans plusieurs régions – Nord-du-Québec, Côte-Nord, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine, Mauricie, Outaouais et Bas-Saint-Laurent – nous avons recueilli les commentaires et impressions de femmes² qui ont organisé les visites de la FFQ. Ce compte-rendu vise également à vous rapporter toute l'ampleur du travail accompli par les groupes de femmes aux « sept coins du Québec », et ce, dans la perspective de mieux se connaître entre féministes québécoises...

Une occasion de se mobiliser

Partout, un même écho : la présence de la FFQ a créé une opportunité de mobiliser les militantes locales, mais également de rejoindre et de « contaminer » d'autres femmes de différentes provenances. Les événements sont toujours une occasion de refaire le plein d'énergie et de motivation, car nous avons besoin de nous rassembler entre féministes pour renforcer notre unité et nous stimuler. Lors des soirées publiques présentées dans le cadre de la tournée, les problématiques suivantes ont été abordées : la situation des femmes sur le marché du travail, la division sexuelle du travail dans la sphère privée, la marchandisation du corps des femmes et la violence faite aux femmes sous toutes ses formes. Les présentations faites par Michèle Asselin étaient claires : « Tout n'est pas réglé! » Certaines personnes moins familières avec le mouvement féministe ont même été abasourdis par l'ampleur des inégalités et des injustices qu'il reste à combattre.

Les visites de la FFQ ont eu des impacts importants, notamment auprès des médias locaux, car l'organisation n'était pas largement connue dans certaines régions. De plus, elles ont permis de montrer que le féminisme est toujours vivant et que ses revendications sont légitimes et fondées. C'est ce qui s'est produit, entre autres, dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, où la visite coïncidait avec le dixième anniversaire de la Table régionale des groupes de femmes³ et où l'évènement a rassemblé tous les groupes féministes locaux et leurs alliés. En plus de la soirée publique en Gaspésie, un événement a également eu lieu aux Îles, ce qui a fait chaud au cœur aux militantes féministes iliennes!

1 Membre de l'équipe de la FFQ.

2 Dominique Leclerc du Comité condition féminine Baie-James, Françoise Richard du Conseil du statut de la femme et du Regroupement des femmes de la Côte-Nord, Marie-Thérèse Forest de la Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, Solange Turbide du Regroupement des femmes La Sentin'Elle aux Îles-de-la-Madeleine, Joanne Blais de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie, Hamida Melouane de l'Assemblée des groupes de femmes d'intervention régionale en Outaouais et Suzanne Tremblay de la Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent.

3 Au Bas-Saint-Laurent, la visite de la FFQ coïncidait également avec le 10^e anniversaire de la Table régionale des groupes de femmes, et à Trois-Rivières avec le 25^e anniversaire de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.



Pour Solange Turbide, lorsque des groupes nationaux se rendent aux Îles-de-la-Madeleine, ça transmet un message de valorisation, d'autant plus que la distance entre Montréal et les Îles est assez grande :

En route pour toutes !

Plus les groupes nationaux se déplacent en région, plus l'actualisation du féminisme y gagne. [...] C'est à la fois vivifiant pour les troupes et certainement une source d'inspiration pour les groupes nationaux qui sont surtout basés à Montréal. Pour que le mouvement féministe soit cohérent et fort, il doit être alimenté par toutes les sources qui le composent. Inversement, les régions ont besoin de faire entendre chez elles l'idéologie féministe par d'autres voix que celles qui la portent habituellement. (...) Dans le contexte des défis actuels du féminisme, il faut, plus que jamais, se donner les outils nécessaires pour parler réellement d'une seule voix dont la force tient aux liens que nous sommes capables de créer.⁴

C'est dans un esprit créatif que se sont déroulées les soirées publiques : le théâtre a été un médium privilégié. Les présentations théâtrales humoristiques, écrites par Johanne Doré⁵ et interprétées par des actrices locales, ont permis d'exposer de manière vivante et créative diverses situations vécues par les femmes afin de sensibiliser la population à ces réalités. Elles ont facilité la compréhension et l'accessibilité de sujets qui peuvent souvent s'avérer ardu et fastidieux. Comme le dit Suzanne Tremblay du Bas-Saint-Laurent, le théâtre amène de la souplesse et permet d'exprimer les revendications féministes dans le plaisir. Par exemple, aux Îles-de-la-Madeleine, le déroulement de la soirée a créé un climat de confiance dans la salle : certaines femmes qui s'expriment rarement en public ont pris la parole et des échanges des plus dynamiques ont eu lieu. Aux Îles également, une des deux comédiennes a repris un des sketches lors d'un 5 à 7 dans un café, et ce, devant un public différent. Ceci illustre qu'il ne faut pas avoir peur d'innover et d'explorer différents modes d'expression.

Une occasion de se ressourcer

En plus des soirées publiques, la visite de la FFQ a donné lieu à des « journées de ressourcement » dans chaque région. Ces journées ont permis de discuter de différents enjeux et de favoriser la concertation entre des groupes de femmes issus de divers milieux. C'était l'occasion pour ces femmes d'échanger sur les problématiques régionales et de regarder les enjeux avec une vision globale. Hamida Melouane rapporte qu'en Outaouais, certaines travailleuses en défense des droits ont pris conscience qu'elles sont féministes!

Ces journées de ressourcement étaient axées sur quatre thèmes : le droit au travail, le droit à la sécurité économique, le droit de jouir du meilleur état de santé possible et le droit à la citoyenneté et à la pleine participation à la vie démocratique.⁶ Partout à travers le Québec, et même à travers le monde, les luttes des femmes se rejoignent puisqu'elles font face aux mêmes stéréotypes, aux mêmes discriminations, au même système patriarcal. Cependant, chaque endroit a ses spécificités et les problématiques ne se manifestent pas de la même façon qu'on soit à Gatineau, Chibougamau ou Montréal. En voici un aperçu...



⁴ Solange Turbide du *Regroupement des femmes La Sentin'Elle* aux Îles-de-la-Madeleine.

⁵ Humoriste féministe.

⁶ Sur les sept droits développés dans la plateforme de la FFQ, quatre ont fait l'objet de la formation, nous apparaissant prioritaires dans le contexte actuel de la montée de la droite et de l'antiféminisme.

Droits au travail et à la sécurité économique

Dans plusieurs régions, le droit au travail est un enjeu prioritaire. Par exemple, les emplois de qualité sur la Côte-Nord se retrouvent surtout dans des secteurs non traditionnellement féminins. Les défis pour les femmes sont alors la diversification de leurs choix professionnels, qui passe notamment par le droit à l'éducation. Plusieurs groupes demandent d'ailleurs une desserte universitaire dans la région. Mais en plus de travailler à ce que les femmes investissent les milieux non traditionnels, il faut travailler à ce qu'elles restent en emploi.

Les problématiques soulevées par le travail saisonnier sont également présentes dans de nombreuses régions du Québec dont l'économie est basée sur des secteurs tels que la pêche, la foresterie ou le tourisme. En Gaspésie, aux Îles-de-la-Madeleine, mais aussi au Bas-Saint-Laurent, on demande des mesures adaptées aux régions pour les prestations de services publics, car le travail saisonnier a des impacts notamment sur l'accessibilité au chômage et au Régime québécois d'assurance parentale.

Les problèmes liés à la sécurité économique prennent un visage différent à l'autre bout du Québec. En Outaouais, une région considérée comme ayant une bonne performance socio-économique, Hamida Melouane du regroupement AGIR note deux caractéristiques principales qui masquent la réalité et faussent les données : les écarts entre les milieux urbains et ruraux, ainsi que la proximité d'Ottawa. En effet, comme la région est près de la capitale fédérale, beaucoup d'emplois se retrouvent dans le secteur des services, c'est-à-dire un secteur précaire, à contrat et faiblement syndiqué. De plus, le bilinguisme est une exigence récurrente. La situation géographique a également

un impact sur le coût des logements, plus élevés qu'ailleurs au Québec, mais avec les mêmes revenus d'aide sociale et le même salaire minimum. Cet effet combiné place des familles entières, non seulement des individus, en situation de risque d'itinérance. Hamida Melouane rapporte que le quart des familles outaouaises sont monoparentales et que 78 % sont dirigées par les femmes.

Du côté de la Mauricie, une région avec un taux élevé de pauvreté, une population vieillissante et sous-scolarisée, les groupes de femmes se penchent sur l'exode des jeunes et la revitalisation de la région. Au niveau local, elles travaillent en concertation avec d'autres groupes pour la lutte à la pauvreté, notamment au sein de comités de développement social, pour le logement social, le transport collectif et la revitalisation des quartiers. Au niveau régional, le mouvement des femmes est l'instigateur du travail sur l'entreprenariat féminin, sur la diversification des choix professionnels, ainsi que sur la conciliation famille-travail-études.

La lutte à la pauvreté reste un enjeu prioritaire et une lutte de tous les jours devant l'insécurité économique engendrée par les coûts élevés des logements, l'insuffisance du salaire minimum, les emplois précaires qui sont majoritairement occupés par des femmes, le manque de place et de flexibilité dans les garderies, et l'insuffisance, voire l'absence, de transport en commun. Il s'agit de problématiques qui se retrouvent dans chaque région du Québec, et d'une certaine manière mondialement, et qui nous poussent partout à nous unir et soutenir un mouvement des femmes fort pour lutter contre la pauvreté produite par le système capitaliste patriarcal.

Droit de jouir du meilleur état de santé possible

Le manque de services de santé et leur distribution inégale s'avèrent un problème partout. Dominique Leclerc déplore que, dans le Nord-du-Québec, beaucoup de femmes ne peuvent pas donner naissance dans leur ville. Plusieurs villes n'ont pas de services de maternité et de planning des naissances, contraignant ainsi plusieurs femmes à faire de longs déplacements. La même situation se rencontre sur la Côte-Nord, les futures mères de la Basse-Côte-Nord ou de Minganie doivent quitter leur famille pour aller accoucher à Sept-Îles. Il y a aussi un réel problème de confidentialité dans les petits milieux où tout le monde se connaît. Certaines femmes peuvent ainsi hésiter à consulter ou ne pas du tout le faire par crainte d'être stigmatisées pour leur condition.

Au Bas-Saint-Laurent, où l'on travaille déjà beaucoup sur l'hypersexualisation⁷, les préoccupations pour l'an prochain porteront sur les besoins spécifiques des femmes en santé, notamment sur la surmédicalisation. Généralement, dans tout le Québec, mais c'est pire dans certaines régions, on observe une pénurie de personnel en santé, un manque d'accès aux médecins de famille et aux médecins spécialistes, ainsi qu'un manque d'accès aux services de planning des naissances. Qui plus est, il peut devenir quasiment impossible d'avoir un suivi de grossesse et d'accoucher avec une sage-femme.

⁷ Voir dans ce numéro du *Féminisme en bref*, l'article sur l'hypersexualisation et les violences sexuelles écrit par Linda Bérubé du CALACS de Rimouski.

Droit à la citoyenneté et à la pleine participation à la vie démocratique

Finalement, l'espace public est encore majoritairement occupé par les hommes. Les femmes sont sous-représentées dans les instances de prises de décision aux plans local, régional, national, et dans les différents conseils d'administration, etc. Par exemple, sur la Côte-Nord, seulement 12,9 % (4 sur 31) des maires et 27,4 % (49 sur 179) des conseillères et conseillers sont des femmes.⁸ Beaucoup de groupes de femmes travaillent donc pour augmenter la présence des femmes dans les lieux de pouvoir, en les incitant à se présenter et en faisant pression pour la mise en place de mécanismes pour améliorer l'accès des femmes à ces postes.

Le droit à la citoyenneté et à la pleine participation à la vie démocratique se manifeste également dans les médias. Marie-Thérèse Forest de la *Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine* réitère l'importance de favoriser l'action citoyenne par le soutien médiatique, comme ce fut le cas dans la lutte contre l'incinérateur à Belledune, et dénonce le monopole de Quebecor sur les médias écrits de la région, une compagnie qui n'est pas encline à soutenir l'action politique...

En somme, tous les droits sont reliés entre eux et les luttes doivent se faire sur plusieurs fronts à la fois. Pour Marie-Thérèse Forest, la tournée de la FFQ a permis de démontrer à quel point les luttes locales rejoignent les luttes nationales et mondiales. Nos luttes sont incarnées et interconnectées par les groupes de femmes, les tables régionales, la FFQ et la Marche mondiale des femmes. Tous les petits pas faits par les femmes d'ici ont un impact mondialement, de même que les luttes menées partout à travers la planète se répercutent ici.

Avant de terminer l'entrevue... avez-vous un message à partager avec le mouvement des femmes au Québec?

« Nous devons poursuivre notre marche vers l'égalité de fait, pour de meilleurs services, et demeuré un mouvement inclusif et solidaire, avec les portes grandes ouvertes vers les aînées et les jeunes. »

> Françoise Richard - Regroupement des femmes de la Côte-Nord

« Le mouvement des femmes a permis qu'on avance pas à pas, année après année,... Le mouvement des femmes a des tentacules bien vivants dans le monde, au Québec, en Gaspésie et à Bonaventure! »

> Marie-Thérèse Forest - Table régionale des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

« Tous les enjeux nous touchent toutes d'une façon ou d'une autre. »

> Dominique Leclerc - Comité condition féminine Baie-James

« Dans le mouvement des femmes et communautaire, il y a eu de grands changements – il y a de la fatigue et de l'épuisement, mais il ne faut pas lâcher, ça en vaut la peine! »

> Joanne Blais - Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

« En faisant le bilan de l'action des femmes et de l'évolution historique des droits des femmes, on réalise toute la mobilisation. On n'a rien sans rien! Ensemble, on peut avancer. La lutte continue, l'union fait la force, continuons à travailler ensemble pour un monde meilleur! »

> Hamida Melouane - Assemblée des groupes de femmes d'intervention régionale (Outaouais)

« On a une seule voix! Pas juste un individu des Îles, mais un vaste mouvement. »

> Solange Turbide - Regroupement des femmes La Sentin'Elle (Îles-de-la-Madeleine)

« Félicitations pour notre entêtement et notre hardiesse. Le mouvement est souvent tranquille, mais il n'arrête jamais, il est toujours vivant. On va continuer! Et même si ça ne change pas à la vitesse qu'on voudrait, on a quand même des gains. »

> Suzanne Tremblay - Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent ■

⁸ Statistiques rapportées par Françoise Richard du Conseil du statut de la femme et du Regroupement des femmes de la Côte-Nord.

Être jeune, femme et autochtone aujourd'hui : à la poursuite de l'épanouissement personnel et collectif

par Kim Picard¹

Il y a encore beaucoup de chemin à faire, mais par petits pas et par de merveilleux exemples comme ceux-là, nous y arriverons afin d'atteindre le mieux-être de nos communautés et en particulier de nos jeunes qui prendront la relève.

Selon Statistiques Canada, les jeunes autochtones ont un taux de suicide 8 à 10 fois plus élevé que la moyenne nationale. Ce sont là des chiffres considérables! Les médias et les études effectuées par les gouvernements nous représentent couramment par des statistiques et des chiffres (les C-31 ou « les métis », les Indiens statués de catégorie 6 (1) ou 6 (2) et j'en passe...). Mais est-ce une bonne expression de la réalité? En tant que jeune femme autochtone travaillant pour un organisme provincial autochtone depuis plus de trois années, je vais vous démontrer comment je perçois ma propre réalité et celle des jeunes que je vois et côtois dans les communautés et les centres urbains.

Nous entendons souvent parler des jeunes autochtones marginaliséEs et des problèmes qu'ils vivent dans les communautés. Oui nous vivons des enjeux énormes et les barrières sont hautes pour les jeunes, considérant les statistiques sur divers sujets comme : le taux de chômage, le faible niveau d'employabilité, le décrochage scolaire, les grossesses précoces chez les jeunes filles, le taux de suicide élevé chez les jeunes des Premières Nations et la liste pourrait s'allonger encore et encore. Mais je vais m'attarder sur les côtés positifs de la jeunesse autochtone, en particulier celui des jeunes femmes.

Deux des plus grands fléaux qu'on pourrait identifier sont l'abus des drogues et de l'alcool. J'ai moi-même grandi dans une communauté où ces substances sont présentes et où la consommation chez les jeunes est très précoce. Aujourd'hui, j'ai 32 ans et je suis fière de pouvoir dire que je

ne suis pas tombée dans le mauvais chemin, car j'aurais pu. J'ai des amiEs qui ont connu de durs moments et qui s'en sont sortiEs pour la plupart, heureusement. Mais, de nos jours, on peut observer une recrudescence de jeunes autochtones, en particulier des jeunes femmes, qui vont en thérapie pour chercher de l'aide et qui font ensuite la promotion de la sobriété et de la vie saine. Ils organisent des activités, des réunions, des marches et des collectes de fonds pour pouvoir venir en aide à d'autres personnes qui veulent s'en sortir. Cela aide à payer les thérapies. Dans ma communauté de Pessamit par exemple, une fondation a été créée, suite à une vague de suicide. Cette fondation porte le nom d'une amie qui s'est suicidée, la *Fondation Suzie Rock* et elle aide ceux et celles qui veulent se prendre en main. Cette initiative a apporté un vent de fraîcheur et d'espoir dans la communauté et cela a influencé plusieurs jeunes positivement.

¹ Coordonnatrice jeunesse à Femmes Autochtones du Québec.



Les participantEs au colloque Tapweromitan sur l'estime de soi chez les jeunes.

À trois heures de route de ma communauté d'origine, il se passe un peu la même chose. Il s'agit de la communauté de Mani-Utenam, située à 16 km de Sept-Îles. En effet, il y a un organisme qui a été créé afin de briser l'isolement des jeunes qui ont choisi de vivre une vie saine et équilibrée, dans la sobriété. Il s'agit de « *Shakashtueu-Ussinniun* », qui veut dire « les rayons de soleil qui passent à travers les nuages après une pluie » en langue innue. L'an passé, ils ont même remporté un prix lors du Colloque annuel sur la prévention du suicide chez les Premières Nations « Dialogue pour la Vie », dans lequel je suis moi-même impliquée en tant que responsable de la partie jeunesse. En effet, ce groupe est allé récupérer fièrement son prix dans la catégorie « groupe jeune de l'année » et ces jeunes ont même donné une conférence afin d'encourager les autres jeunes, provenant d'autres communautés, qui étaient présents lors de cet

événement d'envergure. Il y a encore beaucoup de chemin à faire, mais par petits pas et par de merveilleux exemples comme ceux-là, nous y arriverons afin d'atteindre le mieux-être de nos communautés et en particulier de nos jeunes qui prendront la relève.

Avec le travail que j'effectue à Femmes Autochtones du Québec en tant que coordonnatrice jeunesse, j'ai organisé différentes activités pour les jeunes dont la formation *Nikani* sur la création de projets et de conseils de jeunes dans les communautés, le colloque *Tapweromitan* sur l'estime de soi chez les jeunes, la formation *ASIST* sur l'intervention en crise suicidaire, la création d'un Conseil de jeunes à Femmes Autochtones du Québec (CJFAQ), ainsi que d'autres activités reliées à différents sujets tels que : le racisme, les droits humains, l'histoire, etc. Les jeunes femmes qui participent à ces activités reviennent dans leurs communautés



Un autre phénomène que l'on retrouve est la reprise de l'identité et la fierté autochtone chez les jeunes femmes par les arts en général.

avec un bagage et un désir de changer les choses. Elles deviennent souvent des *leaders* pour leur communauté. Nous ouvrons même nos portes aux jeunes hommes qui désirent participer à nos évènements, même si nous sommes un organisme féminin, car notre mission première est d'appuyer les efforts des femmes autochtones dans l'amélioration de leurs conditions de vie et celle de leurs familles (qui comprennent les hommes aussi). J'ai de plus participé à différentes conférences provinciales, nationales et internationales, où j'ai pu observer que les jeunes autochtones vivent presque tous les mêmes enjeux, car leur passé est similaire, que ce soit de jeunes aborigènes d'Australie ou de jeunes Innus de Matimekossh, en passant par des jeunes autochtones du Guatemala. Ce sont tous des peuples dont leurs droits ont été bafoués et dont leur fierté d'origine a été dégradée et humiliée. Oui, les jeunes souffrent encore des blessures de leurs ancêtres, qui sont encore très présentes. Cela pourrait prendre encore plusieurs générations avant que ces jeunes soient guériEs de leur passé et retrouvent leur pleine fierté d'identité autochtone qui, selon moi, demeure la base primordiale afin d'atteindre l'estime de soi et l'épanouissement personnel et en tant que collectivité.

Un autre phénomène que l'on retrouve est la reprise de l'identité et la fierté autochtone chez les jeunes femmes par les arts en général. Que ce soit par la musique, la peinture, le théâtre,

la mode, la télévision, etc., les jeunes s'expriment et se défoulent en explorant ces avenues et en y ajoutant leur touche personnelle de leur culture amérindienne. Non seulement cela les aide à leur épanouissement personnel, mais également au rapprochement des autres cultures non-autochtones parce que l'art peut être apprécié de toutes et tous, sans se soucier de ses origines. Un des exemples récents que l'on a vu est la formation du groupe de jeunes chanteuses *Odaya*. Leur nom de groupe signifie « cœur » en Anishinabe et ce sont six chanteuses provenant de différentes nations et venues chanter ensemble afin d'amener l'espoir pour les générations futures, rendre hommage à leurs ancêtres et aider ceux qui sont dans le besoin. Tous les profits vont à des organismes et familles autochtones. Il y a également *Wapikoni Mobile* qui est un studio ambulant de création vidéo et musicale destiné aux jeunes des communautés autochtones. Cela a ouvert des portes et amené de l'espoir à plusieurs jeunes. Donc, voilà de petits exemples parmi tant d'autres qui méritent d'être plus médiatisés afin d'encourager ces jeunes davantage.

Mais une chose est sûre, les jeunes autochtones sont tous très connectés et proches de leurs ancêtres et de leurs aînés. Une des choses qu'ils ont en commun et qui les unit fortement est leur promiscuité avec la Terre-Mère et leur bien-être est souvent mesurable par rapport à leur relation étroite qu'ils entretiennent avec celle-ci. ■



*L'enseignement,
passionnément*



Frédérique Dode-Froid, éditrice



Fédération autonome du collégial

www.lafac.qc.ca

Féminisme et islam : plus qu'une question de foulard !

Par Yasmina Chouakri¹

Réduire la question des femmes arabes et musulmanes à « un problème de foulard » est non seulement réducteur — du fait que la majorité des femmes musulmanes vivant au Québec n'en portent pas —, mais c'est aussi nier l'existence d'un mouvement féministe diversifié et propre aux femmes du monde arabo-musulman, dont en voici un bref historique.

L'histoire du féminisme dans le monde arabo-musulman n'est pas récente. Il est apparu dès les années 1920 en Égypte sous le nom de « nisa'iyya ». Mais pour les mouvements nationalistes de l'époque, le féminisme était considéré comme un discours ayant, notamment, servi à justifier le colonialisme franco-anglais dans la région et à soutenir ainsi l'idée d'une supériorité de l'Occident. En priorisant alors les luttes anticoloniales, les femmes musulmanes avaient été contraintes de se détourner pour un temps de leurs revendications pour l'égalité des sexes.

Dans la période postcoloniale, les rapports Nord-Sud, la crispation identitaire face à l'Occident, la montée progressive de l'islam politique et le difficile accès des femmes à l'éducation et à la sphère économique vont freiner à nouveau l'évolution du féminisme, même si un féminisme dit « laïque » se développe. À partir de la fin des années 1980, les revendications des femmes se feront entendre dans plusieurs sociétés et jusqu'en Iran où, paradoxalement, l'islam politique, orthodoxe et patriarcal s'exprimait le plus fortement.

Selon Ziba Mir-Hosseini², auteure de *Islam and Gender: the Religious Debate in Contemporary Iran*, ce mouvement était une réaction face au retour à la charia dans son interprétation la plus stricte. Ce fut pour l'Iran le début d'une nouvelle pensée dite « féministe dans ses revendications et islamique dans sa légitimation ». Mais le mouvement féministe dit « laïque » n'a jamais cessé d'exister, et ce, depuis le début des années 1960 qui marque la période postindépendance des pays de cette région du monde.

Féminisme, réformisme musulman et système colonial

Le réformisme musulman s'est développé à la fin du 19^e siècle alors qu'au début du 20^e un courant favorable à l'émancipation des femmes dans le monde arabe, et plus particulièrement en Égypte, se développe et est animé par des femmes comme la célèbre Huda Shagraoui.

C'est dans ce contexte colonial que le mouvement de renaissance arabe (la Nahda), réformiste, tente de renouer avec l'esprit d'ouverture des premiers siècles de l'islam et de la période des « moutazilites » (courant de pensée dissociant la raison et la foi), afin d'instaurer l'*ijtihad* (l'effort d'interprétation et de relecture du texte coranique) :

Ce courant visait à réadapter l'islam en tenant compte des changements sociaux et libérer les femmes d'un patriarcat sacralisé par la religion.



La courtepoinette de la Palestine pour la Marche mondiale des femmes
Source : Brigitte Verdière

1 Membre de l'équipe de travail de la FFQ.

2 Universitaire iranienne.

Cet effort de réflexion, de réforme morale et intellectuelle sera cependant d'un côté bloqué par les tenants d'un conservatisme qui ne veulent pas d'un changement des mœurs (conservateurs des classes dominantes) et « dévoyé » de l'autre par la confrontation avec un système colonial agressif qui veut imposer ses normes et ses valeurs comme universelles, engendrant ainsi une domination écrasante, une dévalorisation systématique de l'apport arabe et islamique à la culture universelle.³

L'oppression et la violence coloniales sont importantes sur tous les plans, et la religion, la famille et les femmes deviennent les lieux d'inviolabilité à défendre par les sociétés arabes et musulmanes face à la déstructuration économique et sociale subie.

La période postcoloniale

Au lendemain des indépendances, notamment en Algérie, la contestation des femmes algériennes sera légitimée par leur participation à la guerre de libération entre 1954 et 1962. Les féministes algériennes revendiquent alors l'égalité en droits entre les hommes et les femmes, dans la continuité de l'héritage des Lumières et des mouvements qui se sont déroulés en Égypte au début du siècle.

Le mouvement féministe des années 1970 était cependant peu porté par les femmes des couches populaires, généralement exclues des bénéfices de la modernisation et de l'éducation. Il était plutôt le produit d'une élite issue des milieux universitaires, formée au marxisme.

Dans le cas algérien, la question des femmes s'est avérée un enjeu des luttes politiques entre progressistes « laïcs » et conservateurs « islamistes » au sein même de l'appareil d'État.

Comment expliquer, sinon, que le Code de la famille en Algérie ait mis 20 ans, entre 1962, année de l'indépendance de l'Algérie, et 1984, pour être adopté?⁴

Dans la plupart des constitutions des pays arabes, l'islam est la religion d'État et le droit musulman y est une source principale. Il s'agit de la source principale du droit pour le droit de la famille et le droit successoral (ainsi que pour le droit pénal dans quelques pays comme l'Arabie saoudite), car pour le reste, les États fonctionnent comme n'importe quel État à l'échelle internationale.

C'est ainsi que, au nom de la religion ou d'une interprétation de la religion très rigoriste par les pouvoirs politiques existants, la citoyenneté est déniée aux femmes et qu'une réelle discrimination est instaurée à l'égard des femmes en contradiction avec les lois et conventions internationales dont les gouvernements des pays musulmans ont pourtant ratifié les traités.⁵

L'oppression et la violence coloniales sont importantes sur tous les plans, et la religion, la famille et les femmes deviennent les lieux d'inviolabilité à défendre par les sociétés arabes et musulmanes face à la déstructuration économique et sociale subie.

3 Aïcha Touati, militante des droits des femmes, sociologue, ancienne présidente de l'association *Sawt ennissa* (Voix de femmes), Vice-présidente du Forum démocratique autonome-Algérie, membre fondatrice du Collectif Femmes plurielles. F17. *Féministes d'hier et d'aujourd'hui, ou le féminisme à l'épreuve de l'universel*. <http://www.france.attac.org/spip.php?article5388>

4 C'est en effet le 9 juin 1984 que l'Assemblée nationale algérienne vote le Code de la famille qui octroie aux femmes un statut de mineure. De tous les textes législatifs, seule cette loi n° 84-11, portant sur le Code de la famille, dénie la pleine égalité entre les sexes, notamment en matière de mariage, de divorce ou de tutelle des enfants. Basé sur la charia et les fondements théologiques, le Code de la famille est en contradiction avec l'article 29 de la Constitution qui reconnaît l'égalité entre les femmes et les hommes. La contestation et la mobilisation des femmes ne se sont pas fait attendre, des groupes de femmes de certains partis clandestins (PAGS, OST), d'organisations de masse, étudiantes et universitaires, parrainées par d'anciennes combattantes ont vivement réagi.

5 Avec des réserves concernant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le contexte des années 1980 : l'émergence d'une émancipation via le religieux versus le féminisme laïc

On a vu aussi apparaître depuis les années 1980, dans un contexte marqué par le développement des mouvements politico-religieux et par la montée des islamismes radicaux, à côté de féministes dites « laïques », la construction d'un modèle de « féminisme » s'affirmant par le religieux, l'islam devenant une référence politique de plus en plus importante dans le monde arabo-musulman. Par exemple, au Maroc, on peut citer Asma Lamrabet qui conteste l'universalité du modèle féministe occidental ou Fatima Mernissi qui tente de dépouiller les textes religieux de leur idéologie patriarcale.

Pour les féministes dites « laïques », les luttes des femmes se faisaient et se font encore sur le terrain juridico-politique, pour une réforme ou une abrogation du statut personnel, pour la démocratie et pour l'instauration de lois civiles égalitaires : égalité des deux

époux dans le divorce, la suppression de la polygamie, le droit égal à l'héritage, le droit de transmettre sa filiation, etc.

Comme le mentionne Saleha Boudefa⁶ :

Les revendications des « féministes laïques » portent sur l'abrogation du Code de la famille, le droit inconditionnel à l'emploi, la majorité civile au même âge que l'homme. Mais dans le contexte algérien, c'est fondamentalement le problème même de la laïcisation de la société qui est posé (le lien entre « laïcité », égalité des sexes et modernité est constant).

Dans les luttes de ces femmes, ce qui est dénoncé, c'est également l'instrumentalisation politique de la religion par les États arabes et musulmans qui, pour se légitimer en l'absence de démocratie, ont pris les femmes en otages.

Vers des luttes et des réseaux internationaux!

Au niveau mondial, plusieurs réseaux féministes régionaux⁷ et internationaux se sont développés. Le réseau international Femmes sous loi musulmane⁸ s'est mis en place en 1984 en réponse à trois événements qui ont eu lieu dans des pays musulmans et des communautés musulmanes où l'on refusait aux femmes certains droits au nom de lois dites « musulmanes » et nécessitant une action urgente.⁹ Les luttes féministes des femmes arabes et musulmanes se déplacent également vers l'international afin notamment de faire lever les réserves émises par les États arabes et musulmans concernant la CEDEF.

Conclusion

Ici, au Québec, des féministes, laïques ou non, originaires de pays arabes et musulmans font partie intégrante du mouvement féministe québécois à titre individuel ou collectif. On peut citer parmi les organisations appartenant au mouvement des femmes : l'Association des femmes iraniennes, l'Association des femmes marocaines du Canada, l'Association des femmes afghanes, Espace féminin arabe, Solidarité femmes du Maghreb, Conseil canadien des femmes musulmanes (Section Québec), etc.

Au Canada, le Conseil canadien des femmes musulmanes (CCFM), fondé en 1982, vise la lutte contre les discriminations spécifiques aux femmes musulmanes et informe les femmes musulmanes de leurs droits. Cet organisme s'est notamment opposé à la mise en place d'un tribunal islamique en Ontario en 2005 et a fait connaître son opposition au rapport Boyd, estimant que celui-ci n'assurait pas aux musulmanes canadiennes l'appui nécessaire pour bien défendre leur droit à l'égalité tel qu'assuré par les lois canadiennes.

Au Québec et au Canada, on peut observer que les revendications des féministes originaires du monde arabe et musulman portent sur leur intégration socio-économique. Mais on peut aussi remarquer le caractère évolutif et pluriel du féminisme de cette région du monde, tant ici qu'ailleurs. D'où l'importance de ne pas réduire la question des femmes arabes et musulmanes à « un problème de foulard »! ■

6 *Quelle problématique pour le féminisme algérien?* Rencontre « Stratégies pour les Droits des Femmes en Méditerranée », 28 décembre 2006.

7 Comme le Collectif 95 Maghreb-Egalité réunissant des associations de femmes et des individus des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie).

8 Femmes sous lois musulmanes <http://www.wluml.org/french/about.shtml>

9 Neuf femmes originaires d'Algérie, du Maroc, du Soudan, d'Iran, de l'Île Maurice, de Tanzanie, du Bangladesh et du Pakistan se sont réunies pour former le Comité d'Action des « Femmes sous lois musulmanes », destiné à soutenir la lutte des femmes dans les régions concernées. Ce comité est à l'origine du réseau actuel qui a été créé en 1986. Ce réseau rassemble actuellement des femmes vivant dans des pays laïcs à majorité musulmane et dans des États où l'islam est la religion d'État, ainsi que des femmes appartenant à des communautés musulmanes gouvernées par des minorités religieuses. Le réseau réunit aussi les femmes vivant dans des États laïcs où certains groupes politiques revendiquent des lois religieuses et des femmes vivant dans des communautés musulmanes de migrants en Europe, aux Amériques et dans le monde entier, de même que des femmes non-musulmanes qui peuvent se voir imposer l'application de lois musulmanes soit de manière directe, soit par le biais de leurs enfants. Le réseau rejoint aussi des femmes nées dans des communautés ou des familles musulmanes qui sont automatiquement considérées comme étant musulmanes, mais qui peuvent, elles-mêmes, ne pas se définir comme telles, soit parce qu'elles sont non croyantes, soit parce qu'elles choisissent de ne pas s'identifier en termes religieux, préférant ainsi accorder la priorité à d'autres aspects de leur identité tels que l'idéologie politique, la profession ou l'orientation sexuelle.

Une tournée sur la contribution des femmes immigrantes à la société québécoise réussie!

par Yasmina Chouakri¹

Nous avons terminé les ateliers de sensibilisation portant sur « L'Apport des femmes immigrantes à la société québécoise » dans la région de Montréal en 2006-2007 puis dans différentes régions du Québec en 2007-2008.² Quelle belle réussite! Et la demande a été supérieure à nos attentes!

Ces ateliers ont découlé des recommandations émises par le Comité des femmes des communautés culturelles de la FFQ pour l'année 2005-2006 qui étaient « d'organiser des activités de sensibilisation et d'éducation populaire sur la discrimination des femmes immigrantes et souligner leur apport à la société québécoise ». L'idée venait du fait que dans plusieurs recherches-actions réalisées les années précédentes, les résultats avaient laissé voir qu'il était important de valoriser la contribution des femmes immigrantes afin de lutter contre les préjugés et le racisme.

Dans le cadre de ce projet intitulé *Bâtir des solidarités : les femmes immigrantes dans le mouvement féministe, communautaire et syndical*, nous avons d'abord produit un répertoire des organismes des femmes des communautés culturelles de la région montréalaise³ en septembre 2006. Il s'agit d'un outil de travail que nous avons diffusé auprès de différents partenaires afin d'augmenter la capacité de réseautage des femmes immigrantes, tout en mettant en valeur leur contribution au mouvement des femmes québécoises. Ce répertoire a été conçu également comme un guide de ressources pour identifier les groupes de femmes immigrantes et pour leur donner de la visibilité.

Puis, nous avons élaboré quatre fiches thématiques sur l'apport démographique, politique, économique et culturel des femmes des communautés culturelles, afin de disposer d'un outil pédagogique pour une tournée de sensibilisation à Montréal et dans différentes régions du Québec. Ces outils ont été utilisés lors d'ateliers à partir de janvier 2007, afin de présenter la contribution des femmes immigrantes à la société québécoise, de lutter contre les préjugés et le racisme à leur égard, mais aussi afin de démontrer la pertinence d'intégrer ces femmes dans les instances des groupes féministes, communautaires et syndicaux.

Ces ateliers ont, d'une part, permis aux femmes immigrantes de développer leurs capacités et d'avoir une meilleure connaissance des lieux de participation dans le mouvement féministe, communautaire et syndical, et, d'autre part, pour les femmes non immigrantes issues des milieux féministe, communautaire et syndical, elles ont pu mieux connaître la réalité des femmes immigrantes et mieux envisager la nécessité d'établir des solidarités avec ces femmes, et d'assurer une meilleure représentation de celles-ci et de leurs préoccupations.

Enfin, ces activités ont permis d'élargir un réseau de partenariat qui compte, de plus en plus, prendre en compte les femmes immigrantes et leurs besoins. Les milieux qui ont bénéficié de ces activités ont dépassé ceux prévus initialement. Certes, les milieux féministes comme les groupes de femmes ont été au rendez-vous, mais il y a aussi eu ceux du communautaire comme les organismes multiethniques, les syndicats, ministères, universités et cégeps, et les conférences régionales des élus.

Une évaluation très positive!

La majorité des participantEs a trouvé l'activité très satisfaisante, entre autres, par rapport à l'atteinte des objectifs et du contenu. La plupart des commentaires recueillis lors de l'évaluation ont démontré que les participantEs sont davantage sensibiliséEs aux besoins des femmes immigrantes et certains préjugés ont été levés. Voici quelques exemples significatifs :

« C'est très bien de présenter les réussites des femmes immigrantes et non seulement leurs difficultés. »

« Je me sens plus sensibilisée et mon regard sera différent face à elles et leurs défis. J'aurai aussi plus d'arguments pour défendre leur présence et leur apport ici au Québec. »

« Je retiens aussi l'importance du rapport à l'autre : la femme immigrante et l'urgence de se solidariser à ces femmes venues d'ailleurs, ne demandant qu'à être des nôtres. »

Le nombre de participantEs depuis le début de la tournée en janvier 2007 a été de plus de 400! ■

¹ Membre de l'équipe de la FFQ.

² Seize ateliers se sont déroulés à Montréal et Laval depuis janvier 2007 tandis que six ateliers se sont déroulés dans d'autres régions : Sherbrooke, Québec, Lévis, Gatineau, Trois-Rivières et Drummondville.

³ Disponible sur le site Web de la FFQ au : www.ffq.qc.ca/pub/rep-ord-femmes-2006.pdf

Marche mondiale des femmes : En marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres!

par *Miriam Nobre et Noelia Primo*¹

La préparation des actions mondiales de 2010 est le thème principal de la prochaine Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes, qui aura lieu en octobre 2008, en Galice, Espagne.



Au Brésil, marche lors de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2007.



La Marche mondiale des femmes – MMF – est un mouvement en permanente mobilisation, que ce soit en réponse aux appels internationaux ou face à la conjoncture et aux processus organisationnels nationaux : il y a beaucoup d'exemples de ceci depuis le début de l'année 2008.

Nous avons commencé l'année avec l'appel pour la Journée d'action mondiale des mouvements sociaux le 26 janvier 2008. La MMF a participé aux mobilisations dans au moins dix pays à travers le monde. Sous le slogan « Elles sont présentes! », la violence quotidienne et les abus dont souffrent les femmes de six pays en guerre ont été dénoncés à partir de leurs propres récits.

En mars, la courtepointe de la solidarité, construite lors de notre action mondiale de 2005, a fait son premier voyage dans la région des Grands Lacs africains. Des associations de femmes de différents quartiers de Bujumbura sont venues à la manifestation d'accueil de la courtepointe en chantant des slogans pour la paix et la sécurité dans la région. Une activiste de la Marche en Afrique du Sud la portait et elle a partagé avec les femmes présentes les expériences des groupes de femmes de son pays.

Avant même que ne soit retombée la poussière des actions du 8 mars, il y eut de nouvelles actions en avril. Au Chili, la Marche s'est mobilisée contre les tentatives judiciaires d'interdire la distribution de moyens de contraception par le pouvoir public. Au Mali, on a manifesté avec les organisations paysannes contre les organismes génétiquement modifiés. Et au Bangladesh, des débats et des actions ont été organisés lors de la Journée mondiale de la santé.

Les bases sont mises pour que la Marche mondiale des femmes s'affirme comme un mouvement international enraciné, incontournable et permanent – ou comme nous disons, jusqu'à ce que toutes les femmes soient libres! Lors de notre prochaine Rencontre internationale, nous ferons un pas de plus. Et un pas important, car nous préparerons notre troisième action planétaire, qui se réalisera en 2010.

La septième Rencontre internationale aura lieu en Galice, en Espagne, du 14 au 21 octobre 2008, exactement dix ans après la première rencontre réalisée à Montréal, qui a défini les actions mondiales de 2000 et jeté les bases de notre mouvement. Ce sera également la première rencontre depuis que le Secrétariat international a été transféré au Brésil, un pays du Sud, comme cela a été défini en 2003 à New Delhi en Inde, lors de la quatrième rencontre.

L'objectif principal de la rencontre de la Galice est de construire l'action planétaire de 2010, une partie constitutive de l'identité de la MMF. Les actions planétaires à chaque cinq ans sont vécues comme des moments forts de notre solidarité internationale et de notre capacité à définir et unir les points communs de nos expériences comme femme qui, dans chaque partie du monde, agit pour la transformation de celui-ci. La résistance quotidienne des femmes de la base contre la pauvreté et la violence en est le point de départ, ainsi que l'histoire de la lutte des féministes qui nous ont précédées. L'action de 2010 nous met au défi d'aller plus loin dans l'élaboration des revendications communes et dans la manière de les traduire en action.

¹ Miriam Nobre est Coordonnatrice du Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes, basé au Brésil. Noelia Primo est membre de la Coordination nationale de la Marche mondiale des femmes en Galice.



Quelles revendications?

Plusieurs militantes ont exprimé la nécessité d'avoir des revendications concrètes, considérant qu'un mouvement s'alimente de conquêtes. La mobilisation initiale d'un grand nombre de femmes est nécessaire pour qu'elles aient confiance en l'action collective comme forme de surpasser les limites et obstacles à leur bien-être et à leur épanouissement.

Nous savons que pour que les femmes, toutes les femmes, aient des conditions de vie favorables, il y a des restrictions et mécanismes de contrôle tant au niveau local qu'international. Le contrôle auquel elles sont soumises par la famille ou les règles communautaires patriarcales sont des exemples locaux. Les politiques de la Banque mondiale, les accords commerciaux basés sur le néolibéralisme ou les interventions militaires sont des exemples internationaux.

Le local et le global se séparent à peine quant à leurs effets. Dans la vie des femmes, ils s'alimentent et interagissent. Élaborer des revendications coïncidant exactement où les deux dimensions se croisent est un défi permanent. Est-ce possible d'effectuer des gains au niveau international qui se traduisent par des changements dans la vie des personnes? Certains exemples prouvent que oui, comme la solidarité internationale dans les cas de conflits armés ou les dénonciations de la criminalisation des mouvements sociaux. Mais il y a d'autres exemples dans lesquels les gains s'étiolent, comme la signature de traités de droits internationaux qui se convertissent en lois nationales qui souvent ne sont pas appliquées. Il y a d'autres revendications encore pour lesquelles nous devons accumuler encore plus de force, par exemple la reconnaissance du fait que les pays considérés comme endettés sont en réalité créanciers de dettes écologiques et sociales.

Mais il est évident qu'il ne peut y avoir de changements des rapports de force sur la scène internationale sans changements au niveau local. Ce fut la dynamique de la Marche lorsque nous avons appelé les femmes à se mobiliser pour l'action planétaire de 2000 en organisant des Coordinations nationales et en définissant des plateformes nationales. Sans faire d'évaluation détaillée, on peut dire que la Marche a contribué à certains gains comme le Code de la famille au Maroc, la Loi sur la violence domestique au Mozambique ou l'augmentation du salaire minimum au Brésil.

Les attentes pour 2010 sont que nous soyons plus précises en établissant des revendications prioritaires par champ d'action. Mais elles doivent être également suffisamment inclusives pour recouvrir différentes réalités nationales ou régionales. La revendication pour l'autonomie économique des femmes, par exemple, se traduit au Québec par l'augmentation du salaire minimum et l'amélioration des prestations d'aide sociale. Dans d'autres pays, elle pourrait se traduire en droit du travail ou dans le renforcement de l'économie solidaire.

Il est évident qu'il ne peut y avoir de changements des rapports de force sur la scène internationale sans changements au niveau local.

Quelles actions?

En 2010, nous cherchons une forme d'action qui par elle-même serait une expression de notre identité. Comme le dit notre nom : une marche. La proposition qui sera discutée en Galice est d'ouvrir notre mobilisation par une marche de 10 jours entre le 8 et le 18 mars, ainsi que de réaliser des activités variées tout au long de l'année. La conclusion des actions serait autour du 17 octobre avec une ou plusieurs missions de solidarité dans des pays en guerre.

La réalisation d'une marche implique une grande capacité d'organisation et de mobilisation de la part des Coordinations nationales. Si nous nous mettons au travail à partir de la rencontre internationale, nous aurons un an et demi, temps suffisant pour renforcer nos capacités nationales, et apprendre les unes des autres. Il ne reste qu'aux Coordinations nationales de relever le défi.

La capacité de mobilisation est étroitement reliée aux revendications que nous voulons mettre de l'avant. Il est très difficile de mobiliser des femmes, des énergies et des ressources seulement autour du projet de renforcement de notre mouvement, bien que démontrer notre force soit toujours important et à commémorer. Nous croyons que c'est possible de faire un pas de plus. Si jamais nous n'obtenons pas de gains concrets à l'intérieur des pays, nous devons tout de même créer un rapport de force sur lequel bâtir de futures victoires.



Rencontre internationale de 2006 au Pérou Source : Joane McDermott

Les régions comme mode d'articulation entre le local et le global

Le type d'action – la marche qui traverse un territoire donné – nous pousse à regarder avec attention l'environnement national. Mais nous ne pouvons pas oublier la force de l'action planétaire de 2005, qui fut de favoriser l'action commune entre pays limitrophes, sous-régions et régions.

Les actions régionales favorisent les liens entre les luttes locales et internationales. Que ce soit la traduction de documents en langues régionales d'importance comme l'arabe au Moyen-Orient, ou le dépassement des frontières et des tensions par des luttes communes comme à Chypre, en Grèce et en Turquie. La lutte organisée régionalement pourrait être la forme privilégiée pour exiger l'augmentation du salaire minimum ou la sanction du harcèlement sexuel là où les maquillas sont de grands employeurs de femmes et déménagent facilement de pays. Renforcer la capacité organisatrice des régions doit marquer notre agenda de 2009. Dans le programme de la prochaine rencontre internationale, il y aura un temps important pour le travail en caucus régionaux afin de construire ensemble l'action de 2010. Cependant, ces caucus régionaux ne sont pas des

groupes homogènes qui cristallisent des positions, et nous ne croyons pas qu'ils doivent fonctionner comme des groupes de pression. La réalité aujourd'hui au sein de la Marche est qu'il y a de la diversité au sein des régions, et nous travaillons pour qu'elle soit exprimée à la rencontre.

En ce qui concerne la mobilisation pour la Rencontre, dans certains pays il y a des coordinations qui ont été recréées récemment comme au Chili, au Népal et au Bangladesh. Dans d'autres pays, de nouvelles coordinations ont été créées comme au Kenya, et il y a aussi des groupes actifs qui n'ont pas encore participé dans notre vie démocratique comme ceux de la Grande-Bretagne ou d'Iran. Il y a des peuples qui veulent se rapprocher de la Marche comme les Saharaouiens, et des femmes d'organisations alliées qui veulent faire partie de notre action. Il y a un effort de la Coordination européenne pour assurer la présence des jeunes, ainsi que notre engagement d'impliquer les femmes autochtones. Nous espérons que notre croissance dans la dernière période se reflète dans la rencontre et soit la base du chemin vers l'action de 2010.



Rencontre-action

Les Rencontres internationales de la Marche sont également toujours des moments de mobilisation de rue. En 2001 à Québec et en 2003 en Inde, au moment où nous nous rencontrons, les États-Unis envahissaient l'Afghanistan et puis l'Irak. Nous avons alors réorganisé notre agenda pour faire des actions publiques afin de montrer notre indignation et consolider notre mouvement dans ce contexte d'adversité. En 2004, au Rwanda, nous avons organisé notre agenda pour la réalisation d'un geste en mémoire du génocide, au cours duquel nous avons lancé un appel pour la paix dans la région des Grands Lacs africains et dans le monde entier. En 2006, au Pérou, nous avons manifesté contre la signature du traité de libre-échange entre ce pays et les États-Unis et avons réalisé un forum public sur les champs d'action que nous venions de définir.

En Galice, nous réaliserons également une action internationale. Nous discuterons et définirons des actions relatives aux quatre champs d'action de la Marche : la paix et la démilitarisation, la violence envers les femmes, le travail des femmes et le bien commun. C'est ce dernier thème, et plus spécifiquement la souveraineté alimentaire, qui sera l'objet d'une action publique lors de la rencontre. Nous réaliserons un forum public, une manifestation et un marché, avec l'objectif de dénoncer le contrôle de la chaîne alimentaire par un petit nombre de multinationales et de montrer que l'agriculture locale, agroécologique et paysanne peut alimenter le monde. Les femmes ont inventé l'agriculture, mais leurs connaissances et techniques ne sont pas reconnues et sont soumises par la technologie d'entreprises productrices de produits toxiques

et de semences génétiquement modifiées, prétendument plus efficace. Dans la majorité des pays, les femmes n'ont pas de droit sur la terre, que ce soit à cause des coutumes patriarcales ou à cause de la concentration de la terre entre peu de mains et son utilisation pour des monocultures agroindustrielles.

Le travail conjoint entre les femmes rurales et urbaines fait partie de l'histoire de la Marche. En Galice, nous voulons aller plus loin que la solidarité de discours en nous incitant à changer nos pratiques quotidiennes afin de renforcer les alternatives à la société de marché.

Galice, hôtesse et élève

Les femmes de la Galice ont déjà organisé une grande mobilisation européenne à Vigo en 2004. Maintenant, elles affrontent avec enthousiasme et joie le défi d'organiser et d'accueillir un grand nombre de femmes provenant de toute la planète, mais également la responsabilité que cela suppose. Elles partent des principes de base de la MMF et, en particulier, de la manière dont nous posons nos luttes communes. Un objectif aussi clair qu'ardu : changer le monde pour changer la vie des femmes, changer la vie des femmes pour changer le monde.

La Rencontre internationale aura des impacts pour le féminisme local et pour la Galice dans son ensemble. Elle signifie des échanges d'expérience, de diversité, de connaissances. Des moments comme celui-ci offrent l'opportunité de recevoir, de réfléchir sur d'autres façons de voir et de comprendre la vie des femmes, loin de (l'inévitable) vision occidentale. Elle permet aux femmes de la Galice de se sentir à la fois hôtesse et élève : en apprenant.

Les femmes en Galice en profitent pour réfléchir plus particulièrement sur un thème que la MMF inclut à l'intérieur de ses quatre champs d'action : le bien commun et l'accès aux ressources. Ceci leur permet de discuter sur les principes de la souveraineté alimentaire et son application dans une région productrice d'aliments, historiquement pillée par d'autres territoires, fournisseuse de ressources et toujours à la traîne du développement. Ceci se fait en impliquant la population de la Galice : au cours de la période préparatoire, par la réalisation de tournées, d'entrevues et d'activités au sein de groupes de femmes ou des écoles pour parler de la Rencontre de la Marche, afin de nous accueillir toutes dans un climat de mobilisation. Il s'agit d'une expérience vitale, tout comme est vital pour nous le féminisme. ■

La guerre en Afghanistan : l'alibi de la libération des femmes

par Gisèle Bourret¹

Les femmes ont toujours subi les affres de la guerre. Elles ont été tour à tour considérées comme « butin de guerre », « monnaie d'échange », « repos du guerrier », territoire à prendre et à occuper.

« Le drapeau américain flotte de nouveau au-dessus de notre ambassade à Kaboul (...) Aujourd'hui les femmes sont libres. » Qui ne se souvient pas de cette phrase, prononcée par G.W. Bush en janvier 2002? Ainsi, la libération des femmes afghanes semblait devenir l'objectif principal de cette guerre déclenchée au lendemain du 11 septembre 2001. Pourtant, le premier objectif officiellement déclaré par Bush était de lutter contre les forces du mal et les terroristes partout sur la planète. Il y avait eu ensuite cet objectif de renverser le régime taliban qui apparaissait soudainement odieux et ennemi des États-Unis. Rappelons-nous cependant que les talibans étaient au pouvoir depuis 1996, que la situation d'oppression vécue par les femmes afghanes était connue et largement dénoncée par des féministes de partout dans le monde et que ni les États-Unis, ni d'autres puissances occidentales n'avaient jugé bon d'entrer en guerre pour déloger ce régime patriarcal.²

Alors, la guerre pour libérer les femmes afghanes? En brandissant cet argument, « les dirigeants des États-Unis instrumentalisent à la fois les féministes occidentales, dont ils se réapproprient les analyses critiques des talibans (...) et les femmes afghanes, en prétendant œuvrer à leur libération après avoir financé et armé ceux qui les ont opprimées ».³ Et puis, il y a cette vision essentiellement paternaliste et patriarcale voulant que des hommes blancs occidentaux aillent sauver les Afghanes des mains de leurs oppresseurs, idée reprise publiquement le 23 avril dernier par le président de la France, Nicolas Sarkozy, pour justifier l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan. On sait très bien pourtant « que les femmes ont toujours subi les affres de la guerre, aussi bien dans leurs corps que dans leurs conditions de vie ».⁴ Elles ont été tour à tour considérées « butin

de guerre », « monnaie d'échange », « repos du guerrier », territoire à prendre et à occuper. Le viol et autres violences sexuelles font systématiquement partie des guerres. Et ce ne sont pas seulement les féministes qui le disent... Dans son ouvrage déjà mentionné, Dupuis-Déri cite un historien militaire (favorable à la guerre) affirmant que le viol est « l'essence même de la guerre », car il fait la preuve, notamment, de « l'humiliation ultime infligée aux ennemis ».⁵ La guerre est un outil du système patriarcal, système de domination et d'exclusion à l'endroit des femmes. Les armées et l'industrie militaire n'ont que faire de la défense des droits des femmes. Et l'empire américain non plus. Ce sont plutôt des intérêts économiques et géopolitiques qui motivent les déclarations de guerre en général et l'invasion de l'Afghanistan en particulier.

1 Membre du Comité Femmes et mondialisation de la FFQ.

2 Voir, entre autres, Christine Delphy, « Une guerre pour les femmes afghanes? », *Nouvelles questions féministes*, vol. 21, n° 1, 2002; Francis Dupuis-Déri, *L'Éthique du vampire, de la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent*, LUX, coll. Lettres libres, 2007; et Collectif échec à la guerre, *Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan*, février 2007.

3 Dupuis-Déri, p.110 et pp. 108-134 sur la justification de la défense des droits des femmes.

4 Fédération des femmes du Québec, *Femmes et guerres : Comment développer une perspective féministe sur les conflits armés?*, 2008, p.5 et suivantes. <http://ffq.qc.ca/pub/Femmes-et-guerre-2008.pdf>

5 Dupuis-Déri, p.126.

Que vivent actuellement les femmes afghanes?

Nous n'avons pas l'espace ici pour parler de la situation des femmes afghanes avant l'arrivée des talibans et des moudjahidins. Notons tout de même qu'entre 1978 et 1992, les filles pouvaient aller à l'école et des femmes étaient médecins, professeures, avocates, etc.⁶ Avant et après l'arrivée des talibans, des femmes étaient actives dans des organismes, tels l'Association révolutionnaire des femmes afghanes (*Revolutionary Association of the Women of Afghanistan* – RAWA) fondée en 1977, le Réseau des femmes en Afghanistan (*The Afghan Women's Network* - AWN) mis sur pied en 1995 et Assistance humanitaire pour les femmes et les enfants en Afghanistan (*Humanitarian Assistance for Women and Children in Afghanistan* – HAWCA) fondé en 1999.⁷

Actuellement, de nombreuses organisations travaillant en vue d'améliorer la situation des femmes sont présentes dans certaines régions, plusieurs disposants essentiellement de fonds privés. Toutes diront que l'aide accordée n'est pas suffisante pour assurer la sécurité des femmes et répondre aux besoins existants en matière d'accès à la santé, à l'éducation, à l'espace public, pour combattre la violence sous toutes ses formes, réformer le droit familial et renforcer les droits humains.

Les forces de l'OTAN ne produisent évidemment aucun rapport sur la situation actuelle des femmes afghanes, bien qu'elles soient là pour les libérer! Womankind note que « sept ans après la chute du régime misogyne taliban, l'Afghanistan est encore l'endroit le plus dangereux dans le monde pour être une femme. Ce pays a le taux le plus élevé – après la Sierra Leone – de mortalité maternelle,⁸ l'un des plus hauts taux de violence domestique et c'est peut-être le seul pays où le taux de suicide chez les femmes est plus élevé que chez les hommes ». ⁹ Les cas de viol et d'auto-immolation ont augmenté en 2007, comparative-ment à l'année précédente, selon Suraya Subhrang, commissaire aux droits de la femme à la Commission indépendante afghane des droits humains.¹⁰ Le trafic des femmes et la prostitution ont continué d'augmenter au cours de l'année 2007. L'absence de lois anti-traffic, l'insécurité physique et économique, les frontières poreuses, la corruption et la complicité entre les gardes-frontières, les trafiquants et la police en sont les principales causes,¹¹ et ne pourrions-nous pas ajouter, la présence de milliers de soldats sur le territoire. Des organismes dénoncent le pouvoir des seigneurs de guerre, qui sont liés à des entreprises criminelles et à l'origine de déplacements forcés, d'abus de toutes sortes, de viols de femmes, de filles et de garçons. Il y a un peu plus d'un an, Malalai Joya, une

jeune députée afghane, a été expulsée du Parlement pour une durée de trois ans parce qu'elle a pris à parti publiquement ces criminels de guerre et membres de la mafia qui composent la majorité du parlement afghan.¹²

Cela dit, il y a quand même eu quelques avancées. Par exemple, des filles sont retournées à l'école, surtout à Kaboul, la nouvelle constitution afghane (2004) a reconnu des droits égaux aux femmes et aux hommes et, « bien que lentement, un cadre légal intégrant des notions relatives aux droits des femmes se développe... ». ¹³ Dans les faits, le travail à faire reste immense et on se demande s'il peut être fait dans un contexte où des forces armées étrangères occupent le territoire, tuent des civils et contribuent à dévaster ce pays déjà meurtri par 30 ans de conflit. Sans compter les sommes colossales englouties dans les budgets militaires.¹⁴ Une petite partie de ces budgets suffirait par exemple pour reconstruire des infrastructures (eau, électricité, soins de santé, éducation,...) et développer une alternative à la culture du pavot.

Étant donné que la guerre contre l'Afghanistan n'est nullement justifiée, au regard des motifs invoqués officiellement, il faut prendre les moyens pour mettre fin à cette guerre d'occupation et explorer des voies pouvant réellement contribuer à la construction de la paix.



6 Delphy, p.4.

7 Dupuis-Déri, p.118.

8 Selon le Fonds des Nations unies pour la population, de 1 600 à 1 900 femmes sur 100 000 meurent en couche. Source: IRIN, "Afghanistan: Multiplication des cas déclarés de maltraitance envers les femmes", 10 mars 2008. En ligne : <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=77203>

9 WOMANKIND Worldwide, *Taking Stock Update, Afghan Women and Girls Seven Years On*, février 2008, p.7 (traduction libre). Cette organisation caritative, basée à Londres, est présente en Afghanistan depuis 2003 et travaille avec trois organisations partenaires. Elle dit rejoindre 2000 femmes et filles par année. En ligne : www.womankind.org.uk

10 IRIN

11 WOMANKIND, p. 26. Voir également Sayed Yaqub Ibrahim, « Prostitution Thrives in Afghanistan », 16 janvier 2008, sur le site de RAWA : www.rawa.org/temp/runews/2008/01/16/prostitution-thrives-in-afghanistan.phtml

12 Voir le site *Defend Malalai Joya* : <http://www.malalajoya.com>

13 L'organisme canadien Droits et Démocratie, appuyé financièrement par l'Agence canadienne de développement international, est engagé, depuis 2002, sur les questions relatives au droit des femmes. En ligne : www.dd-rd.ca/site/what_we_do/index.php?id=2243&lang=fr (consulté le 21 avril).

14 En 2005, le gouvernement canadien s'est engagé dans la plus importante augmentation du budget militaire depuis la Deuxième Guerre mondiale : 12,8 milliards \$ sur cinq ans, auxquels se sont déjà ajoutés au moins 5,3 milliards \$ (Ces informations datent de février 2008).

Selon les estimations, plus de 1,5 million de veuves vivent en Afghanistan et près de 90 % d'entre elles ne savent ni lire, ni écrire.

Plus de 60 % des mariages sont des mariages forcés et la moitié des filles sont mariées avant l'âge de seize ans.

98 % des femmes n'ont pas de papier d'identité ou de citoyenneté.

L'Afghanistan (population : 31,8 millions) est le pays le plus miné au monde et le 4^e pays le plus pauvre.

Environ 70 000 militaires des forces de l'OTAN sont présents en Afghanistan.

Les femmes et les alternatives à la guerre : position de la FFQ ¹⁵

Concernant la guerre en Afghanistan, la FFQ fait siennes les positions du Collectif Échec à la guerre : « *Nous appelons au retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan. Ce retrait n'équivaut surtout pas à laisser tomber le peuple afghan, puisque, pour nous, il s'agit de retirer une partie d'une armée étrangère d'occupation. C'est notre première responsabilité envers le peuple afghan dans sa longue et difficile lutte pour l'autodétermination. La présence des troupes canadiennes en Afghanistan s'inscrit dans l'orientation de plus en plus militariste de la politique étrangère du Canada et, à ce titre, nous la rejetons.*

Aussi longtemps que durera l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, nous devons :

- *déconstruire le discours trompeur du gouvernement du Canada concernant les progrès réalisés en Afghanistan en matière de "bonne gouvernance", de droits de la personne, de droits des femmes, etc. ;*
- *demander des comptes et exiger la vérité concernant l'intervention militaire canadienne : nombre de victimes afghanes causées par notre intervention, usage de munitions prohibées, nombre de prisonniers transférés et selon quelles ententes, coûts de l'intervention, etc. ;*
- *développer des liens directs, entre sociétés civiles, avec des individus et des organismes afghans qui n'acceptent ni la logique d'un fondamentalisme répressif ni celle des armées étrangères;*
- *identifier et dénoncer, au sein de la société québécoise et canadienne, les promoteurs de la guerre en Afghanistan et leurs intérêts. » ¹⁶*

La perspective féministe de la FFQ sur la guerre prend nettement le parti des solutions alternatives, politiques, négociées et pacifiques. Il faut recourir à d'autres moyens de régler les conflits que les armes. La FFQ s'appuie sur l'héritage historique des réflexions et des actions des féministes d'ici et d'ailleurs, tels que les travaux de la Marche mondiale des femmes et les principes et valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* : égalité, liberté, justice, solidarité et paix. Les orientations générales qu'elle s'applique à promouvoir sont, entre autres :

- la prise en compte d'une analyse féministe de tout conflit;
- le renforcement du rôle de la société civile et plus spécifiquement des groupes de femmes face aux conflits en cours;
- la mobilisation en vue d'obtenir des changements d'orientation de la politique étrangère canadienne dans des conflits spécifiques (Afghanistan, Irak, Palestine, Soudan, région des Grands Lacs, etc.) ;
- le travail en concertation avec d'autres ONG au niveau international pour que l'ONU joue un rôle plus démocratique et proactif face aux conflits armés;
- l'application de la résolution 1325 de l'ONU sur la participation des femmes aux processus négociés de résolution des conflits. ■

¹⁵ L'analyse de la FFQ sur la guerre en Afghanistan et la position qu'elle défend sont résumées dans le *Mémoire présenté aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan*, 9 février 2008, disponible en ligne : <http://ffq.qc.ca/pub/mem-afghanistan-fevrier-2008.pdf>

¹⁶ Collectif Échec à la guerre (dont est membre la FFQ), en ligne : www.aqoci.qc.ca/ceg



La Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec poursuit son engagement auprès des femmes d'ici et d'ailleurs!

En lien avec notre mission, engagée depuis plus de vingt ans auprès des femmes d'ici, nos projets et partenariats actuels visent l'amélioration des conditions de vie des femmes autochtones du Québec et des femmes du Sénégal qui ont choisi de dire non à la violence et veulent reprendre le pouvoir sur leur vie !

- ❖ Le projet **ISHKUTEU** veut offrir aux femmes autochtones, qui vivent une situation de violence conjugale et autres problématiques associées, des services qui répondent davantage à leurs besoins et ce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des communautés.
- ❖ Le partenariat international avec le **Réseau Siggil Jigéen**, qui regroupe dix-huit organismes voués à la promotion des droits des femmes, vise le renforcement des capacités du réseau, notamment dans ses activités de plaidoirie auprès des instances politiques et judiciaires du Sénégal.

Nous remercions tous nos membres et partenaires pour leur contribution exceptionnelle à la réussite de nos projets.

25 ans de solidarité féministe au SFPQ!

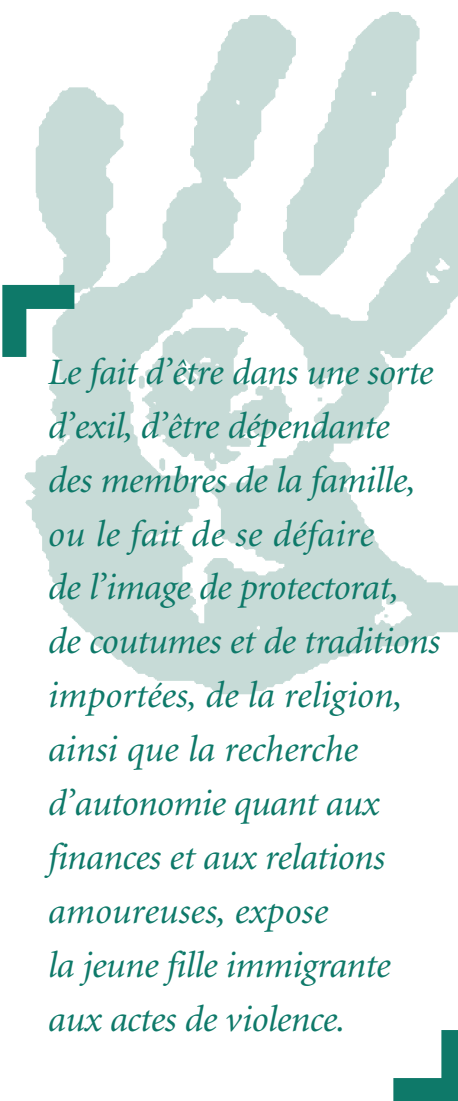


Les membres du Comité national des femmes du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) sont fières, en cette 25^e année d'existence, de célébrer l'engagement courageux et tenace de plusieurs générations de femmes qui ont su faire reconnaître et défendre, au fil des ans, les droits des travailleuses de la fonction publique québécoise.

Les militantes du SFPQ ont foi en l'avenir et encouragent vigoureusement la relève féminine et féministe à rejoindre les forces vives du SFPQ pour assurer la juste représentation des femmes dans l'ensemble de sa structure syndicale.

Violences sexuelles et conflit armé : parcours d'immigrante ¹

par Régine Alende Tshombokongo ²



Le fait d'être dans une sorte d'exil, d'être dépendante des membres de la famille, ou le fait de se défaire de l'image de protectorat, de coutumes et de traditions importées, de la religion, ainsi que la recherche d'autonomie quant aux finances et aux relations amoureuses, expose la jeune fille immigrante aux actes de violence.

Le Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI), accueille des jeunes filles immigrantes nouvellement arrivées provenant de zones de conflits de tous les continents du monde, ayant des besoins spécifiques, issues d'une soixantaine d'ethnies différentes. ³ Notre centre a pour mandat d'accompagner les jeunes filles de 12 à 35 ans en quête d'intégration dans la société qu'elles ont choisie, le Québec. Certaines sont diplômées universitaires, détentrices de diplômes de métiers et professions, et d'autres sans-emploi, seules et sans enfants, monoparentales, pauvres, démunies et vulnérables. Nous présentons dans cet article un portrait général des filles en provenance des régions ensanglantées du monde.

Les séquelles de la violence dans le parcours de migration

Les rescapés des théâtres de la violence ne portent pas indistinctement les séquelles des atrocités dont elles et ils étaient victimes ou témoins directs. Il est important de rappeler que les femmes sont généralement plus marquées par les antécédents enregistrés lors de leur parcours. Et le fardeau des jeunes filles est encore plus lourd à porter. La différence d'attitude des agresseurs vis-à-vis du genre explique souvent le degré des souffrances infligées aux femmes. Cela entraîne des effets différents sur l'intensité de l'émotion, sur la santé psychique et, par conséquent, sur la capacité à passer à travers, l'isolement, la pauvreté et l'exclusion. En temps de guerre, l'attitude de la société d'origine à l'égard de certaines valeurs, notamment le respect des conventions internationales sur la sécurité des populations civiles, expose les femmes à des risques plus ou moins importants. Ces risques atteignent souvent une échelle critique lorsqu'il s'agit de jeunes filles, souvent plus vulnérables.

Une fois au Québec, les femmes ont encore à subir la violence, sauf que les familles immigrantes subissent beaucoup de changements lors de leur parcours de migration, entraînant ainsi des problèmes additionnels. Le fait d'être dans une sorte d'exil, d'être dépendante des membres de la famille, ou le fait de se défaire de l'image de protectorat, de coutumes et de traditions importées, de la religion, ainsi que la recherche d'autonomie quant aux finances et aux relations amoureuses, expose la jeune fille immigrante aux actes de violence.

Aux premiers contacts, un certain nombre de comportements, ayant un lien avec la souffrance vécue, sont observés auprès de notre clientèle issue des zones de guerre. L'expression de cette souffrance prend des formes diverses selon la personnalité de la jeune fille. Même si leur douleur n'est pas toujours apparente, certaines souffrent néanmoins de troubles affectifs profonds que l'on nomme **traumatisme**

¹ Retour sur l'intervention du Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI) lors de la conférence *L'Afrique des Grands Lacs : le défi des violences sexuelles, état de la lutte contre l'impunité*, organisée le 22 janvier 2008 par Droit et démocratie.

² Directrice du CEJFI.

³ Pour l'année 2006-2007 uniquement, le CEJFI a reçu dans ses locaux 763 jeunes filles immigrantes nouvellement arrivées provenant, à titre d'exemple, en proportion : Albanie (2,62 %), Algérie (7,47 %), Argentine (3,01 %), Bulgarie (4,72 %), Colombie (1,31 %), Congo (5,37 %), Égypte (1,57 %), Haïti (1,57 %), Irak (1,18 %), Liban (3,01 %), Maroc (7,08 %), Mexique (8,91 %), Niger (1,18 %), Pakistan (1,05 %), Pérou (2,88 %), Philippines (1,31 %), Roumanie (3,01 %), Russie (1,97 %), Rwanda (1,44 %), Sri Lanka (1,05 %), Syrie (1,83 %), Tchad (1,31 %), Tunisie (1,57 %), Ukraine (2,62 %), Venezuela (2,23 %), etc.

silencieux, ce qui peut entraîner une dégradation de l'état psychique après un temps de latence traumatique de plusieurs mois, voire de plusieurs années. Les indices les plus évocateurs sont des comportements asociaux observés dans les contacts avec leurs semblables au cours des activités de partage axées sur la satisfaction des besoins de première nécessité comme la nourriture et l'habillement : timidité profonde, agressivité, intolérance, pleurs sans cause évidente, cachotteries, troubles de l'humeur et dépression, mensonges, conduites d'évitement, peur de l'étranger et de toute forme d'autorité (policière en particulier), refus de fréquenter l'école ou de travailler, etc., ainsi que la recherche constante de protection. En somme, ces signes ont comme résurgence l'absence de confiance aussi bien en soi qu'envers l'être humain en général.

Pour en savoir plus sur les violences sexuelles au Congo :

Juliana Gristelli, « Congo : le viol, arme de guerre », *Libération*, 8 mars 2007. <http://www.liberation.fr/actualite/monde/239498.FR.php>

Mary Kimani, « Les femmes du Congo face aux séquelles des viols », *Afrique Renouveau*, Vol. 20, n° 4 (Janvier 2007), page 4. <http://www0.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol20no4/204-femmes-du-congo.html>

Human Rights Watch, « R.D. Congo : des dizaines de milliers de viols, peu de poursuites en justice », 7 mars 2005. <http://www.hrw.org/french/docs/2005/03/07/congo10259.htm>

UN Integrated Regional Information Networks, 17 octobre 2007, « Congo-Kinshasa : Le viol, un fléau dans l'Est ». <http://fr.allafrica.com/stories/200710180205.html>

Amnistie internationale, « République démocratique du Congo : Viols, ni loi, ni mesure! », décembre 2004. <http://www.amnestyinternational.be/doc/article4733.html>

Campagne halte à la violence contre les femmes : <http://www.amnesty.fr/index.php?/amnesty/agir/campagnes/femmes>

Le viol comme arme de guerre

D'une manière particulière, on observe des cas d'intolérance extrême entre des groupes de jeunes filles provenant des ethnies qui se sont entretuées dans leurs pays ou région. Cette attitude désarme souvent les intervenantes du CEJFI dans leur tâche d'intégration des nouvelles arrivantes. Une fille tutsie, par exemple, accepterait difficilement d'évoluer dans un même groupe de discussion qu'une fille hutue et inversement. La crise de confiance est totale entre des filles en provenance de la région des Grands Lacs africains, en plus de la méfiance à l'égard des institutions du Québec, ce qui n'aide nullement à leur intégration. La région des Grands Lacs constitue une des régions du continent africain qui a connu des crises d'une rare intensité.⁴ Comme stratégie pour briser le moral de l'ennemi, les milices armées ont recours au viol systématique des femmes, ce qui produit, malheureusement, des dévastations dans les communautés et par-dessus tout, dans les rangs des femmes, des jeunes filles et des bébés-filles.

Les violences vécues par les jeunes filles immigrantes ici ou pendant les conflits armés sont **nimbées de secret** et sont méconnues des services compétents en raison du cadre familial fermé, du tabou de la sexualité, de la population immigrante isolée, de la culture d'origine, de la religion, de la crainte des représailles de la part de la famille et de la société (brimades, humiliations, injures, sarcasmes, mépris, rejet, isolement, exclusion, chantage). Paralysées par le sentiment de honte, de souillure, de culpabilité et de déshonneur, la peur des conséquences du dévoilement, tant pour elle-même (rejet du foyer familial et impossibilité de se marier) que pour leurs proches (éclatement du groupe familial, stigmatisation par la communauté), les jeunes filles

immigrantes subissent leur sort en silence, même si les actes violents ont été perpétrés hors du pays d'accueil.

Pour le CEJFI, la guerre dans le monde est une guerre contre les femmes.

Les conflits armés n'ont pas les mêmes effets sur les hommes et les femmes, sur les garçons et les filles. Le viol des femmes de tous âges confondus et l'exploitation sexuelle sont devenus des armes de la guerre au même titre que les fusils et les mines anti-personnelles. Le traumatisme sexuel peut avoir des effets dormants qui se manifestent à la faveur d'événements personnels ou familiaux, ainsi que lors de la recherche d'emploi ou d'autres démarches d'intégration nécessitant l'affirmation de soi ou la collaboration avec ses pairs.

Nous avons essayé de montrer comment la société québécoise peut subir indirectement les effets des guerres perpétrées dans les pays d'origine des immigrantes, eu égard à leur intégration socioéconomique, culturelle et politique. Les victimes arrivent souvent ici pauvres, démunies, parfois malades, blessées dans leur corps, psychologiquement et spirituellement; elles sont parfois enceintes ou jeunes mères sans expérience. Les jeunes filles ayant vécu les conflits armés ont, en plus de subir à nouveau la violence ici, immigré avec les indices de souffrance psychique et parfois physique dus aux agressions sexuelles atroces ou répétitives subies ailleurs. Au CEJFI, nous avons mis sur pied un processus d'intervention systématique pour soutenir les jeunes filles immigrantes et réduire leur durée d'intégration. Cependant, avec les filles violées et violentées pendant la guerre, la durée de l'intégration peut être multipliée par deux ou par trois. Il nous faut ainsi continuer à nous mobiliser et à mobiliser les ressources pour que cesse la guerre à travers le monde. ■

⁴ La liste des grandes tragédies qui ont commencé avec les tueries au Burundi, en 1972, a continué avec celles du Rwanda, en 1994, pour culminer lors de ce qui a été qualifié de première guerre mondiale africaine, avec plus de quatre millions de morts en République démocratique du Congo, entre 1998 et 2007. Chacun de ces trois pays est depuis lors secoué régulièrement par des incursions violentes des milices obéissant aux diverses factions politiques.

L'hypersexualisation et les agressions sexuelles; une culture pornographique qui fabrique le consentement

par Linda Bérubé¹

En posant un regard un tant soit peu attentif sur notre quotidien, force nous est de constater que les représentations sexuelles autrefois réservées à la pornographie ont envahi l'espace public.

« L'hypersexualisation, qu'est-ce que c'est? », nous demande une jeune de 15 ans lors d'une rencontre de prévention. Et quand des féministes nous parlent de culture pornographique ou de pornographisation de l'espace public à quoi font-elles référence? Quelles sont les origines de ces phénomènes? Quels en sont les impacts et comment les contrer? Quels liens peut-on établir entre ces phénomènes et les agressions sexuelles?

L'hypersexualisation et ses « composantes » interpellent le mouvement des femmes depuis quelques années. Ce phénomène interpelle aussi les sociologues, les sexologues, les enseignantEs, les intervenantEs communautaires et nombre de chercheurEs. Nous tentons de comprendre, de saisir l'ampleur de la situation. Nous scrutons à la loupe nos sociétés, établissons des liens entre l'hypersexualisation et la montée fulgurante de la pornographie sur le web par exemple. Il y a déjà quelques années, des intervenantEs du monde de l'éducation et de la santé ont sonné l'alarme au sujet de la sexualisation précoce des jeunes. Dans une perspective plus large, des chercheurEs dévoilent l'ampleur et l'horreur de la traite des femmes aux fins de prostitution. Des données nous démontrent que, ce qu'il est convenu de nommer l'industrie du sexe (prostitution, pornographie, traite à des fins de prostitution, etc.) est omniprésente dans notre société et qu'elle tend à sculpter nos rapports économiques et sociaux.

Tentons d'y voir plus clair et concentrons-nous sur l'aspect social de ces questions. Dans sa recherche *Consentantes? Hypersexualisation et violences sexuelles*², réalisée pour le CALACS de Rimouski, Pierrette Bouchard établit que la culture pornographique serait, en quelque sorte, le lien entre l'hypersexualisation de la société, la sexualisation précoce et les agressions sexuelles. Elle définit la culture pornographique comme un ensemble de croyances et de représentations de ce que sont la sexualité, les relations sexuelles, les hommes, les femmes, les rapports entre les sexes et le plaisir sexuel. Nous parlons alors d'une culture qui va bien au-delà de la production de la pornographie en tant que telle. Celle-ci s'impose partout dans la culture populaire, les médias, les publicités et les industries de la mode, de la beauté ou de la musique.

Nous n'avons plus à faire la démonstration de l'omniprésence de la culture pornographique. En posant un regard un tant soit peu attentif sur notre quotidien, force nous est de constater que les représentations sexuelles autrefois réservées à la pornographie ont envahi l'espace public. Pensons aux publicités télévisées où des femmes aux poitrines généreuses et à la moue aguichante vous offrent bière et pizza. Des publicités à caractère pornographique sont aussi de plus en plus présentes sur le web. Celle d'une lunetterie nous présente une femme qui, croyant faire une fellation à un homme dans une auto, s'active sur le bras de vitesse démontrant ainsi ses problèmes de vision! Une visite dans les centres d'achats nous permet aussi d'observer l'envahissement de la culture pornographique! Vous cherchez un cadeau à offrir à votre nièce de 4 ans et jetez un oeil sur une poupée et vous constatez qu'elle porte un G-string permanent. Vous êtes à la recherche d'un produit coiffant et celui que vous avez entre les mains vous promet de refléter « la minette sexy que vous êtes vraiment ». Vous êtes dans la file d'attente à l'épicerie et feuillotez une revue féminine qui vous suggère des trucs coquins pour exciter votre homme ou encore une soirée de démonstration d'objets dits érotiques.

1 Intervenante au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Rimouski.

2 Pierrette Bouchard, *Consentantes? Hypersexualisation et violences sexuelles*, Rimouski, Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, 2007.

Le renforcement des stéréotypes et des mythes à l'égard des femmes

Comme militantes féministes, ce qui nous inquiète particulièrement c'est que la culture pornographique ravive différents stéréotypes qui perpétuent l'inégalité des rapports sociaux et plus particulièrement les rapports homme/femme! Les stéréotypes de la femme en manque de sexe, toujours prête à l'activité sexuelle, de la femme provocante, de la pute, et celui de l'homme viril, aux pulsions sexuelles incontrôlables, sont véhiculés partout. Les stéréotypes qu'entretient la culture pornographique par le biais des médias (revues, films, télérealités, etc.) présentent les femmes tantôt comme des « bitches », des tentatrices, des emmerdeuses, des potiches, des contrôlantes, etc. À cela s'ajoute le mythe selon lequel les femmes sont obsédées par leur apparence et qu'un de leurs principaux objectifs dans la vie est de plaire aux hommes. Cette culture entraîne dans ses sillons la représentation de la domination des hommes dans leurs rapports aux femmes; ces rapports de pouvoir qui sont au cœur de la pornographie. Qui plus est, ces transferts de l'univers pornographique vers l'univers social renforcent l'inégalité des rapports de sexe qui est le propre de notre société patriarcale depuis... toujours! Après des décennies de lutte contre les violences sexuelles exercées à l'endroit des femmes, ce retour en arrière ou *backlash* est pour le moins inquiétant.

Une culture pornographique qui fabrique le consentement

Après avoir établi le fait que la culture pornographique renforce les stéréotypes, voyons de plus près ce que l'hypersexualisation, qui émane de l'élargissement de la culture pornographique, véhicule comme messages en regard de la sexualité féminine. En gros, ce que l'on dit aux femmes c'est qu'il faut être disponible sexuellement. On présente le sexe comme étant la « courroie de transmission » de nos désirs, de nos aspirations et de notre accomplissement comme personne (*girl power*). On nous présente aussi le sexe comme étant un moyen pour obtenir l'amour et le maintien du couple. Le sexe représenterait une affirmation de notre identité féminine et être en mode sexuel nous permettrait de rehausser notre estime de soi. Le succès des cours de fellation et de danses poteaux offerts aux femmes illustre bien la force de ce dernier message! Dans le même ordre d'idées, la chercheuse Pierrette Bouchard soulignera que le principal message envoyé aux filles par la publicité et les médias consiste à être disponibles sexuellement, regardées comme des objets sexuels, disposées à se soumettre et à ne penser qu'au sexe.³

Du moment où l'on décrit les femmes comme des êtres avides sexuellement et toujours disponibles à l'activité sexuelle, comment aborder le consentement? Ne va-t-il pas de soi? Les valeurs de notre société empreintes de la pornographie occultent le consentement, le présentant comme implicite. Comment définir une agression sexuelle dans un tel contexte? Dans sa recherche, Mme Bouchard précise que le contexte social imprégné de culture pornographique se prête à fabriquer le consentement des jeunes filles. Elle nous dit que, bien que les filles sachent ce qu'elles ressentent, elles subissent une pression intense les poussant à aller à l'encontre de leurs sentiments et à se conformer aux pressions et aux messages sociaux. Nous pourrions ajouter qu'il en va de même pour les femmes adultes.



Campagne contre les publicités sexistes de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. www.asse-solidarite.qc.ca

3 Merskin, 2004 : 120 dans APA, 2007 : 12, cité dans Bouchard.

SEXISTE!!!

Nous ferions fausse route en nous restreignant à l'adoption de codes vestimentaires ou à l'adoption de toute autre forme de mesure dite préventive visant à modeler le comportement des filles et des garçons.

Par ailleurs, si la culture pornographique brouille le jugement des filles et des femmes, elle invite les gars et les hommes à expérimenter toutes sortes de pratiques sexuelles souvent marquées de contrôle et de violence. Dans notre société, où prédomine la culture pornographique, le consentement des filles et des femmes est pris pour acquis. Qui plus est, les femmes sont tenues responsables, car elles séduiraient et provoqueraient par leurs attitudes et leurs comportements hypersexualisés. Ce transfert des responsabilités inscrit une tout autre représentation du consentement et par extension des agressions sexuelles.

Des actions pour contrer l'impact de la culture pornographique

La culture pornographique est si présente qu'il nous semble incontournable d'agir pour renverser la situation. En ce sens, il est important de bien définir les actions à mener pour contrer l'hypersexualisation. Nous devons tenir compte de la situation actuelle et de la force de ses ramifications économiques, culturelles et sociales. Nous ferions fausse route en nous restreignant à l'adoption de codes vestimentaires ou à l'adoption de toute autre forme de mesure dite préventive visant à modeler le comportement des filles et des garçons par exemple. Ceci ne réglerait en rien le problème. Développer l'esprit critique par rapport au phénomène de l'hypersexualisation, de ses manifestations et de son impact sur nos relations hommes/femmes représente un moyen pertinent pour lutter contre ce phénomène. De plus, les actions collectives de dénonciation sont à privilégier. Nous devons exiger de nos responsables gouvernementaux des changements et l'adoption de mesures concrètes visant à contrer l'exploitation du corps des femmes. Enfin, rappelons-nous notre responsabilité et notre pouvoir de citoyenNEs face à l'hypersexualisation. Quel sort serait réservé aux télérealités, aux films, aux revues, aux produits et aux compagnies qui s'inscrivent dans ce courant hypersexualisé si nous les boycottions en grand nombre et dénoncions leurs pratiques? Quelques actions du genre ont déjà permis le retrait de publicités ou de produits exploitant le corps des femmes... C'est possible de faire la différence. Une action à la fois! ■

Ripostons pour défendre le droit à l'avortement

Compilation faite par Mélissa Leblanc¹

En janvier dernier, nous fêtons les 20 ans de la décriminalisation de l'avortement au Canada. Cependant, le droit à l'avortement n'est pas acquis et nous faisons face à de nombreux obstacles dans sa défense et son application. Cet article dresse un bref panorama des menaces à ce droit, face à la montée de la droite, aux initiatives législatives allant à son encontre et au manque d'accès aux services de planning des naissances.



Manifestation du 1^{er} juin 2008 à Montréal contre le projet de loi C-484.

La pression du lobby anti-choix

Plusieurs organisations au Canada et au Québec militent contre le droit à l'avortement, comme *Campaign Life Coalition*, *Evangelical Fellowship of Canada* et, au Québec, *Campagne Québec-Vie* ou le *Parti démocratie chrétienne du Québec*. Ceux que l'on nomme les anti-choix s'inscrivent dans un mouvement conservateur plus vaste, la « nouvelle droite », liée à la droite religieuse fondamentaliste voulant réintroduire la dimension religieuse dans la sphère politique et sociale, et pour qui le féminisme et l'homosexualité sont le mal à combattre et à éliminer : « Ainsi la protection du fœtus n'est pas l'objectif le plus important, elle n'a même pas grand-chose à voir avec les motivations réelles du mouvement. En fait, il s'agit moins de sauver le fœtus que la famille et les fondements moraux de la civilisation chrétienne. »²

Le lobby anti-choix a des liens avec des organisations puissantes aux États-Unis et influence la politique fédérale canadienne. Un « caucus pro-vie » est né à Ottawa suite aux dernières élections afin de promouvoir tout ce qui pourrait, d'une manière ou d'une autre, restreindre ou éliminer l'accès et le droit à l'avortement au pays. Par exemple, en 2003, un député de l'Alliance canadienne déposait la motion 83 pour questionner la nécessité médicale de l'avortement et évaluer ses risques pour la santé, « ce qui aurait pu conduire au retrait de l'avortement des services de santé obligatoirement offerts et permettre aux gouvernements provinciaux de se délester de leur responsabilité en la matière ».³ Également, en 2006, et de nouveau en 2007, un député libéral déposait le projet de loi C-338 afin d'interdire les avortements après 20 semaines de gestation.



¹ Membre de l'équipe de la FFQ.

² Béatrice Gogard, « La lutte contre le droit à l'avortement au Canada », p.161, dans Diane Lamoureux (dir.), *Avortement, pratique, enjeux, contrôle social*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 1993. Également, voir dans ce numéro du *Féminisme en bref* l'article de Sylvie Lévesque sur la famille.

³ Réseau de veille pro-choix, « Les menaces au droit à l'avortement sur la colline parlementaire ».



Une loi sur le meurtre fœtal ne permet pas de prévenir la violence dans les rapports intimes et elle ne protège pas les femmes avant ou après la naissance ou l'avortement.

Le projet de loi C-484

La lutte pour le droit à l'avortement passe présentement par le combat contre le projet de loi fédérale C-484, *Loi sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels*. Malgré le fait qu'en 2006, le projet de loi C-291 qui visait à amender le Code criminel afin de reconnaître « les victimes non nées » ait été jugé inconstitutionnel par le sous-comité parlementaire qui l'étudia, un projet de loi semblable a été déposé par le député conservateur Epp en 2007. Il a été accepté en seconde lecture en mars dernier, et se trouve présentement devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Les organisations anti-choix se sont réjouies de cette nouvelle⁴, car l'adoption d'un tel projet de loi ouvre sur une redéfinition de l'être humain et octroierait un statut juridique au fœtus, ce qui pourrait conduire à la recriminalisation de l'avortement, alors assimilé à un meurtre : « Ainsi, les droits du fœtus sont en opposition directe avec le droit des femmes de disposer de leur corps et de choisir de poursuivre ou d'interrompre leur grossesse ».⁵

La justification du projet de loi C-484 est la protection des femmes enceintes face aux actes criminels. Pourtant, une loi sur le meurtre fœtal ne permet pas de prévenir la violence dans les rapports intimes et elle ne protège pas les femmes avant ou après la naissance ou l'avortement :

Quand les médias s'attardent surtout au fœtus de la victime en se demandant si celui-ci devrait avoir des droits, on délaisse les droits de la femme enceinte et le problème qui lui a coûté la vie, soit la violence dans les relations intimes. (...) Le meurtre est une des principales causes de la mort des femmes enceintes, et il est bien connu que *la violence contre les femmes augmente pendant la grossesse*. Il nous faut plutôt des meilleurs moyens de protéger les femmes en général (et les femmes enceintes en particulier) contre la violence conjugale.⁶

De plus, ce type de loi mène à questionner la responsabilité de la femme enceinte à l'égard du fœtus qu'elle porte. Aux États-Unis, où 37 États ont adopté de telles lois, l'expérience démontre que les femmes enceintes se retrouvent « plus susceptibles d'être punies pour des comportements et des conditions qui ne sont pas criminalisées chez d'autres individus, comme la consommation excessive d'alcool ou de drogue ou les problèmes psychologiques ».⁷

4 Hélène Buzzetti, « Les pro-vie crient victoire », *Le Devoir*, 7 mars 2008.

5 Fédération du Québec pour le planning des naissances, « Projet de loi C-484 : Appel à l'action ». <http://www.fqpn.qc.ca/contenu/avortement/actions.php>

6 Coalition pour le droit à l'avortement au Canada, « L'argument contre les lois de 'meurtre fœtal' » <http://www.arcc-cdac.ca/fr/action/c-484-points-saillants.htm>

7 *Ibid.*

La réalité de l'accès à l'avortement

Même sans ces législations, le manque d'accessibilité aux services d'avortement restreint l'exercice de ce droit. Les femmes sont notamment confrontées au manque de connaissances ou à la mauvaise volonté des membres du personnel hospitalier, aux restrictions dans les ententes de services réciproques entre les provinces canadiennes et au manque de services dans les régions rurales où les femmes qui veulent se faire avorter se voient contraintes à de longs déplacements demandant temps et argent. Un autre obstacle majeur demeure les « centres de crise en cas de grossesse », organisés par des activistes anti-choix qui donnent souvent de mauvaises informations aux femmes et les découragent à exercer leur droit à l'avortement.

Selon la recherche menée en 2006 par l'Association canadienne pour la liberté de choix, le Québec est la « moins pire » des provinces au Canada pour l'organisation des services d'avortement. Toutefois, le fait que plus de 35 % des hôpitaux⁸ utilisent le système de boîte vocale freinerait les femmes à recevoir de l'information sur les services : plusieurs femmes qui n'ont pas accès à un téléphone durant les heures de bureau ou celles qui ne veulent pas que les gens avec qui elles vivent apprennent qu'elles sont enceintes ou qu'elles pensent à l'avortement hésiteront à laisser un message pour attendre un retour d'appel. De plus, au Québec, beaucoup de cliniques privées compensent pour le manque de services publics, mais sans remboursement direct de l'assurance maladie, quelques hôpitaux exigent que les patientes passent une ou plusieurs nuits hospitalisées après un avortement et c'est une des seules provinces qui n'a pas encore signé des ententes de facturation réciproque avec les autres provinces.⁹

En conclusion, nous devons réaffirmer le droit à l'avortement accessible et gratuit, mais également le droit de chaque femme d'être respectée et de recevoir l'information nécessaire pour prendre une décision éclairée et responsable quant à sa santé reproductive. Ce droit se manifeste également dans l'optique du bien-être des enfants : que chaque enfant né soit désiré et ait accès aux conditions permettant une vie en santé et décente. De plus, face aux jugements sur l'ampleur du nombre d'avortements au Québec visant à culpabiliser les femmes qui ont recours à ce service, nous répondons que la meilleure façon de réduire le nombre d'avortements consiste à réduire le nombre de grossesses non désirées : éducation sexuelle et moyens de contraception accessibles et abordables pour toutes. ■

Pour en savoir plus :

Coalition pour le droit à l'avortement au Canada, *L'argument contre les lois de « meurtre foetal »*, prise de position n° 57. http://www.arcc-cdac.ca/fr/postion_papers/57_contre-lois-meurtre-foetal.pdf

Coalition pour le droit à l'avortement au Canada, *Points saillants contre le projet de « Loi sur les enfants non encore nés victimes des actes criminels » (C-484)*, 27 février 2008. <http://www.arcc-cdac.ca/fr/action/c-484-points-saillants.htm>

Peggy Cooke, « L'importance d'un Canada pro-choix », *Les voix du choix*, 28 janvier 2008, Association canadienne pour la liberté de choix. http://www.canadiansforchoice.ca/francais/Voix_du_choix_anniversaire_Morgentaler_2008.pdf

Louise Desmarais, « Avortons-nous trop? », *La Vie en rose*, Hors-série, septembre 2005, pp.111-113.

Monika Dunn, « Les 20 ans de l'avortement : une victoire encore jeune », Fédération du Québec pour le planning des naissances, 2008.

Réseau de veille pro-choix. Série de fiches informatives. <http://www.fqpn.qc.ca/contenu/avortement/reseau.php>

Jessica Shaw, *Retour à la réalité. Un aperçu de l'accès aux services d'avortement dans les hôpitaux canadiens*, Association canadienne pour la liberté de choix, 2007. <http://www.canadiansforchoice.ca/francais/report.html>

⁸ Jessica Shaw, *Retour à la réalité. Un aperçu de l'accès aux services d'avortement dans les hôpitaux canadiens*, page 37.

⁹ « Une entente de facturation réciproque est un accord passé entre les prestataires de soins de santé provinciaux et territoriaux qui permettent aux Canadiens et Canadiennes d'avoir gratuitement accès aux services de santé quand ils se trouvent en dehors de leur province ou de leur territoire de résidence. » Source : Shaw, *Retour à la réalité*, p.47.



Publications récentes



Voici un bref aperçu des publications récentes de la FFQ et de quelques-uns de nos groupes membres. Bien sûr, ce bref survol ne présente pas la liste exhaustive de toutes les publications de nos membres.

La Fédération des femmes du Québec présente :

Femmes et guerres : Comment développer une perspective féministe sur les conflits armés?

Document de réflexion produit par le Comité Femmes et mondialisation de la FFQ. Août 2007.

Sortir les aînées de la pauvreté, de la violence et de la discrimination : un choix de société.

Mémoire présenté à la ministre responsable des aînés dans le cadre de la « Consultation publique sur les conditions de vie des aînés ». Septembre 2007.

Pour une participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie de Montréal :

Prenons en compte la diversité ethnoculturelle des femmes de Montréal.

Mémoire soumis dans le cadre du projet de politique d'égalité entre les femmes et les hommes de la Ville de Montréal par le Comité des femmes des communautés culturelles de la FFQ. Octobre 2007.

Mémoire présenté par la Fédération des femmes du Québec à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles. 19 octobre 2007.

Mémoire sur le projet de loi 63. 31 janvier 2008.

La loi sur l'équité salariale : un bilan onze années plus tard.

Mémoire présenté à la Commission de l'économie et du travail sur le rapport du ministre du Travail de 2006 « La Loi sur l'équité salariale : Un acquis à maintenir ». Janvier 2008.

Mémoire présenté aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan.

9 février 2008.

Information : www.ffq.qc.ca ou 514-876-0166

L'Association des mères lesbiennes, le Groupe Papa-Daddy et la Coalition des familles homoparentales présentent :

Adoption et accueil d'enfants résidants au Québec : Un guide pour gais et lesbiennes.

Adressé aux futurs parents et aux intervenantEs qui travaillent avec eux, ce guide présente une revue historique, de l'information sur les enfants, leurs parents biologiques et la protection de la jeunesse, de l'information juridique, des renseignements sur le processus d'adoption, ainsi que des témoignages.

Téléchargez le guide à www.aml-lma.org

Le Comité condition féminine de la Fédération de la santé et des services sociaux – CSN présente :

Guides des droits parentaux. Avoir un enfant en préservant ses droits.

L'arrivée d'un enfant est un événement important qui nécessite de multiples démarches indispensables.

Guide pour les travailleuses et travailleurs de tous les secteurs, syndiquéEs ou non. On y retrouve notamment des renseignements sur le Régime québécois d'assurance parentale et des références pratiques à certaines lois concernant les droits parentaux.

Information : www.fsss.qc.ca ou Constance Roussy au 514 598-2151 et librairie@csn.qc.ca

ConcertAction Femmes Estrie présente :

Mission : vers une société équitable.

Cahier spécial produit dans le journal local *La Tribune* pour redorer le blason du féminisme et le définir clairement, ainsi qu'aller rejoindre les jeunes femmes, les anciennes militantes, les femmes en général et les hommes pour enfin rejoindre la population en général.

Information : ConcertAction Femmes Estrie 819-563-1987 ou concertactionestrie@yahoo.fr

Le Service de la condition féminine de la FTQ présente :

De vaillance et de constance. Nos luttes, nos droits.

Un ouvrage abondamment illustré, concis et efficace, pour vous aider à mieux connaître l'histoire des femmes de la FTQ, et plus généralement les luttes marquantes menées par les syndicats affiliés à la FTQ. Cet ouvrage peut également servir pour faire de l'éducation politique, organiser des activités, et bien plus encore!

Disponible au Centre de documentation de la FTQ : Isabelle Reny au 514-383-8025 ou ireny@ftq.qc.ca

La Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière présente :

Voyage au cœur du changement. Trousse féministe d'accompagnement à la participation citoyenne.

Un guide pour les groupes de femmes et pour les groupes mixtes, conçu pour aider les intervenantEs à accompagner un groupe dans une démarche d'expérimentation et d'apprentissage de la participation citoyenne, en utilisant le jeu, la réflexion, ainsi que l'action concrète.

Disponible auprès de la Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière
450-752-0049 ou tcgfl@citenet.net

Le collectif *L'autre Parole* présente :

Une autre parole de paix - n° 113, Printemps 2007

Vivre à plein temps - n° 114, Été 2007

Féminisme, théologie et libération - n° 115, Automne 2007

Un autre monde est possible - n° 116, Hiver 2008

Eucharistie et pouvoir clérical - n° 117, Printemps 2008

Information : L'autre Parole, Marie-France Dozois, 514-522-2059 ou dozoismf@yahoo.ca
et Carmina Tremblay, 514-598-1833 ou carmina@cooptel.qc.ca

L'R des centres de femmes présente :

La pauvreté : une décision politique. Analyse féministe des causes de la pauvreté.

Ce document, sous forme de fiches, vise à fournir aux animatrices des informations pour aborder avec les participantes un débat sur les différents aspects de la pauvreté des femmes : rôles sociaux, mondialisation, marché du travail, aide sociale, rôle des gouvernements, des entreprises, des médias. Auteure : Nesrine Bessaïh. Disponible sur le site de L'R.

Les femmes sont en colère. Ensemble nous pouvons renverser la vapeur !

Déclaration dans le cadre de la Journée nationale des centres de femmes du Québec du 2 octobre 2007.

Disponible en ligne <http://rcentres.qc.ca/documents/journeecentresf2007.pdf>

L'intervention féministe : pratiques et défis.

Formation de deux jours sur l'intervention féministe sous forme de cartable contenant le cahier de l'animatrice (canevas détaillé) et les documents à remettre aux participantes. Auteure : Louise Picard. Prix à déterminer.

Informations : www.rcentres.qc.ca

Un régime de retraite pour nous !

Le Centre de formation populaire et Relais-femmes vous présentent...

Un régime de retraite pour améliorer la sécurité financière des travailleuses et des travailleurs des groupes communautaires et des groupes de femmes

Un régime de retraite adapté aux réalités diverses des groupes

Un régime de retraite attractif pour la relève

Un régime de retraite respectueux de nos valeurs et de nos pratiques démocratiques

Vous vous souvenez toutes que le Centre de formation populaire (CFP) et Relais-femmes amorçaient, il y a maintenant 5 ans, un ambitieux projet : mettre sur pied un régime de retraite à l'intention des travailleuses et des travailleurs des groupes communautaires et des groupes de femmes.

Pourquoi?

- Compte tenu du niveau modeste des prestations des régimes publics, assurer une sécurité du revenu à la retraite pour les personnes salariées des groupes communautaires et de femmes.
- Nous donner les moyens d'éviter que les personnes salariées des groupes ne soient elles-mêmes pauvres à leur retraite alors qu'elles ont lutté toute leur vie contre la pauvreté dans leur milieu.
- Fournir aux groupes un outil d'amélioration des conditions de travail dans une perspective d'assurer leur développement durable et une capacité d'attraction et de rétention du personnel.

Où en est-on?

La première étape de ce projet a été de réaliser une recherche-action d'envergure qui visait à mieux connaître l'état des conditions de travail du secteur et, ainsi, être en mesure de proposer des alternatives en matière d'avantages sociaux, notamment la mise sur pied de programmes de régime de retraite et d'assurance collective adaptés aux réalités du milieu. Suite aux réflexions et à l'élaboration de scénarios concrets de régime de retraite, nous en sommes venu à la conclusion que le régime de retraite à financement salarial était le plus adapté au fonctionnement des groupes communautaires. Ce genre de régime ne pouvait être instauré au Québec sans l'adoption d'un règlement en ce sens par la Régie des rentes du Québec, ce qui fut fait en février 2007, après une longue attente. Cela nous a permis de reprendre nos travaux : analyse du règlement, études actuarielles, développement du matériel pédagogique, planification et réalisation de la tournée de formation et de sensibilisation, développement du matériel pour les sites web et modification de ceux-ci.

Le régime de retraite est présentement en train d'être mis sur pied.
Son démarrage effectif se fera le 1^{er} octobre 2008.

Pour plus d'informations: www.lecfp.qc.ca et www.relais-femmes.qc.ca

Avec l'appui du Service aux collectivités de l'UQAM





SUCO
SOLIDARITÉ UNION COOPÉRATION



Mali.
Femmes occupées
à la production de
beurre de karité.



ENRACINER LE CHANGEMENT

Pour SUCO, les hommes et les femmes doivent vivre dans la dignité car tous sont égaux et doivent bénéficier des mêmes droits et privilèges. Pour ce faire, SUCO œuvre à mettre en place les conditions permettant aux femmes d'assurer leur pleine participation en tant que partenaires de premier plan dans tout processus de transformation sociale et économique des sociétés d'ici et d'ailleurs.

Les actions de SUCO aident les femmes à opter pour des formes d'organisation qui leur assurent le plein pouvoir de décision sur les stratégies de production et de gestion de leurs entreprises, leur assurant un meilleur pouvoir économique. Elles font ainsi reculer, petit à petit, certaines barrières traditionnelles nuisant à l'exercice de leurs droits.

1453, rue Beaubien Est, bureau 210
Montréal (Québec)
Canada H2G 3C6

Téléphone : (514) 272-3019 • Télécopie : (514) 272-3097 • Courriel : montreal@suco.org
Site : www.suco.org



LA **FFQ**, UNE VOIX POUR TOUTES LES FEMMES

Promouvoir et défendre les intérêts et les droits des femmes, lutter contre la pauvreté et contre toutes les formes de violence, de discrimination, de marginalisation ou d'exclusion, voilà l'engagement de la Fédération des femmes du Québec!

La **FFQ** poursuit une formidable quête, celle d'un monde où l'égalité entre les femmes et les hommes existe réellement. Nous sommes unies et engagées pour changer les choses!

De la célèbre marche « **Du pain et des roses** » (1995) à la « **Marche mondiale des femmes** » (2000), de « **s'Unir pour être rebelle** » le rassemblement des jeunes féministes (2003), à la construction d'une « **Charte mondiale des femmes pour l'humanité** » (2005), la FFQ fait l'histoire. Notre prochain rendez-vous avec les femmes du monde sera en 2010.

La diversité des membres qui composent la FFQ fait notre force.

Ajoutez votre voix, pour un féminisme ouvert et engagé. Devenez membre et faites un don en complétant le coupon ici-bas et en le postant à :

FFQ, 110 rue Ste-Thérèse, bureau 309, Montréal QC H2Y 1E6

J'AJOUTE MA VOIX

Je deviens membre :



20 \$

cotisation annuelle régulière



5 \$

cotisation annuelle pour les femmes à faible revenu

Je fais un don :



35 \$



60 \$



100 \$

Autre

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____ Téléphone : _____

Courriel : _____

J'effectue mon paiement par :



Chèque (à l'ordre de la FFQ)



Visa



MC

N° de la carte _____

Date d'expiration _____

Signature _____ Date : _____



s.v.p. ajoutez mon nom à vos listes d'envoi courriel

110 rue Ste-Thérèse, bur. 309
Montréal QC H2Y 1E6

WWW.FFQ.QC.CA



Fédération des femmes du Québec

